

Beaurains, le 29 septembre 2022

**Mesdames et Messieurs les
Membres du Conseil Municipal**

N° 04/22
PA/LF/MD

CONVOCATION

Cher(e) Collègue,

Je vous convie à participer à la séance du **CONSEIL MUNICIPAL** qui se tiendra le :

MERCREDI 5 OCTOBRE 2022 à 19 h 00

En Mairie – salle du conseil municipal

dont vous trouverez l'ordre du jour ci-annexé.

Je vous rappelle que depuis le 1^{er} août 2022 les mesures dérogatoires ne sont plus en vigueur, à ce titre chaque membre de l'assemblée ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Veuillez croire, **Cher(e) Collègue**, en l'assurance de mes sentiments distingués.

**Le Maire,
Pierre ANSART**



P.S. : Vous trouverez ci-joint un exemplaire du pouvoir à compléter en cas d'absence ou d'indisponibilité.

CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 5 OCTOBRE 2022

ORDRE DU JOUR

Rapporteur : Pierre ANSART

1. Modification du tableau des effectifs
2. Attribution médailles de la ville
3. Subvention – AMF Téléthon
4. Création d'une activité accessoire
5. Mise à disposition de personnel
6. Convention d'entente intercommunale entre les villes d'Achicourt et de Beaurains pour la construction et le fonctionnement d'un équipement mutualisé de lecture publique
7. Adhésion au dispositif de médiation préalable obligatoire (MPO) du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais
8. Adhésion au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, harcèlement et agissements sexistes du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais
9. Utilisation des données API particulier

Rapporteur : Jean-Louis PETIT

10. Convention Territoriale Globale CAF
11. Partenariat avec la caisse d'allocations familiales dans le cadre de la participation au dispositif PS JEUNE

Rapporteur : Anne WALLET

12. Atelier des musiques actuelles / tarifs 2022-2023

Rapporteur : Micheline DUTERIEZ

13. Repas des aînés 2022
14. Colis des aînés 2022

Rapporteur : Eric VENEL

15. Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrain liés aux cavités souterraines Achicourt, Arras et Beaurains
Pour des questions techniques (taille des fichiers), les pièces annexes du dossier ne peuvent être jointes au rapport. Elles sont consultables en cliquant sur ce [lien](#)
16. Installations classées pour la protection de l'environnement – SARL BOIRY PORCS
Pour des questions techniques (taille des fichiers), les pièces annexes du dossier ne peuvent être jointes au rapport. Elles sont consultables en cliquant sur ce [lien](#)

17. FIEET 2021 (Fonds d'Investissement pour les Enjeux Ecologiques et Territoriaux)

Rapporteur : Cédric DUPOND

18. Marché d'assurances – Renouvellement
19. Contrat entretien des équipements sportifs
20. Projet mobilisation du fond DATL 2022 (Développement Aménagement du Territoire et Littoral Hauts de France)

21. Mutualisation des achats entre les communes d'Arras, Saint-Nicolas et Beaurains. Constitution d'un groupement de commande pour des travaux de reprise se sépulture
22. Échange sans soulte de parcelles entre la commune de Beaurains et K'VAL CAD
23. Regroupement des budgets d'acquisition des ouvrages de la médiathèque d'Achicourt et de la bibliothèque de Beaurains.
24. Règlement budgétaire et financier – M 57
25. Décision modificative n°1 de l'exercice 2022 – Budget Primitif de la Commune

Divers

Convocation du conseil municipal pour **le mercredi 5 octobre 2022 à 19h00**, à la salle du Conseil en Mairie de Beaurains.

L'an deux mil vingt-deux, le cinq octobre, le conseil municipal s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur ANSART Pierre, Maire.

Madame LETUPPE Sylvie est désignée secrétaire de séance.

Pierre ANSART :

Je vous propose la candidature de Sylvie LETUPPE comme secrétaire de séance. Il n'y a pas d'objection ?
Merci.

Avant de débiter la séance, vous savez que nous venons de perdre un de nos employés des services techniques Guy GACI. Ce n'est pas à ce titre que nous allons lui rendre hommage. Il était certes agent des services techniques mais c'est surtout par rapport à son activité dans le monde associatif et le monde caritatif avec le Téléthon pour venir en aide à un jeune Beaurinois qui était touché par la maladie et c'était Jordan DELLACHERIE. Quand il a appris la maladie de Jordan, il a accompagné la famille et tous les handicapés avec le Téléthon. C'est à ce titre que je vous demanderai de respecter une minute de silence. Merci. Jérémy n'est pas là ce soir mais il poursuivra l'action de Guy sur la partie caritative et l'animation de la ville.

Avant de commencer, je vous demande l'approbation du procès-verbal du conseil municipal du 8 juin 2022. Y a-t-il des remarques sur ce procès-verbal ? Il est approuvé. Merci. On va commencer l'ordre du jour.

1. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Monsieur ANSART expose :

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L332-14 et L332-8,
Il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Au vu d'un départ suite à une mutation, je vous propose de supprimer :

- Un poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à temps complet à compter du 1^{er} novembre 2022 ;

Et vous propose de créer à compter du 1^{er} novembre 2022 :

- Un poste dans le cadre d'emploi des adjoints administratifs à temps complet.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par des contractuels relevant de la catégorie C dans les conditions fixées à l'article 3-2 ou 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984. Il devra dans ce cas justifier d'expérience professionnelle dans le secteur des ressources humaines.

Le contrat 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année. Les contrats relevant des articles 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, sont d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget 2022 et suivants.

Pierre ANSART :

Il s'agit de la suppression d'un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe à temps complet suite à une mutation de l'agent à compter du 1er novembre 2022 et la création d'un poste d'adjoint administratif à temps complet à compter du 1er novembre 2022. Il s'agit de l'arrivée de Jessica LAMPIN. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°1 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

2. ATTRIBUTION MEDAILLES DE LA VILLE

Monsieur ANSART expose :

Par délibération du 29 juin 2006, vous avez autorisé la remise, aux personnes qui œuvrent ou ont œuvré pour le bien de notre cité, la médaille de la ville.

Monsieur Guy GACI nous a quitté le 17 septembre 2022 à l'âge de 60 ans. Eu égard aux 40 années passées en qualité d'agent communal de la ville de Beaurains, eu égard à son engagement sans faille au sein des différentes associations Beaurinoises Téléthon, Beaurains Animations, modélisme, ...)

Je vous propose de remettre, à titre posthume, la médaille d'or de la ville.

Mesdames Delannoy, Legrand, Lefebvre

Ont fait valoir leurs droits à la retraite après avoir exercé les activités d'enseignantes au sein des écoles primaires Jean Haniquaut et Jean Moulin.

Je vous propose de remettre les médailles d'argent de la ville.

Pierre ANSART :

Nous venons de rendre hommage à notre ami Guy GACI qui nous a quitté le 17 septembre à l'âge de 60 ans, eu égard aux 40 années passées en qualité d'agent communal de la ville de Beaurains, eu égard à son engagement sans faille au sein des différentes associations beaurinoises : Téléthon, Beaurains animation, modélisme, je vous propose de remettre à titre posthume la médaille d'or de la ville. Cette médaille d'or a été remise lors des funérailles aux enfants de Guy. Egalement à Mesdames DELANNOY, LEGRAND et LEFEBVRE qui ont fait valoir leurs droits à la retraite après avoir exercé les activités d'enseignantes au sein des écoles primaires Jean Haniquaut et Jean Moulin. Je vous propose de remettre les médailles d'argent. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°2 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

3. SUBVENTION – AMF TELETHON

Monsieur ANSART expose :

Monsieur Guy GACI, agent communal et membres actifs de plusieurs associations locales et nationales nous a quitté le 17 septembre 2022.

Monsieur Guy GACI souhaitait qu'un don soit effectué auprès de l'association « AMF Téléthon ».

Afin d'honorer sa mémoire et sa volonté,

Je vous demande donc de bien vouloir :

- Accorder une subvention à l'association « AMF Téléthon » d'un montant de 300 € ;

La dépense sera imputée à l'article 6574 « subvention de fonctionnement aux associations et autres

personnes de droit privé » du budget principal de l'exercice 2022.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°3 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

4. CREATION D'UNE ACTIVITE ACCESSOIRE

Monsieur ANSART expose :

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le Décret n°2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique ;

Considérant que la Mairie de BEAURAINS ne possède pas d'agent formé pour assurer la mission « traitement des salaires et indemnités » consistant à l'établissement des fiches de paie et des différentes déclarations des charges et autres états s'y afférents ;

Considérant que pour réaliser ce travail, et pour une optimisation des coûts de fonctionnement, il est souhaitable pour la commune, jusqu'à rétablissement optimal du service des Ressources Humaines, d'externaliser cette mission.

Je vous propose :

- D'instaurer une activité accessoire « traitement des salaires et indemnités » ;
- De fixer la rémunération de ladite activité accessoire à la somme mensuelle de 275,00 € brut ;
- De porter inscription de la dépense au budget 2022 et suivants ;
- De m'autoriser, ou mon représentant, à signer toutes les pièces nécessaires se rapportant à cette décision.

Pierre ANSART :

N'ayant pas d'agent formé pour la mission « traitement des salaires et indemnités » il est souhaitable pour la commune d'externaliser cette mission. Il est proposé d'instaurer une activité accessoire « traitement des salaires et indemnités », de fixer une rémunération mensuelle brute de 275 € et d'inscrire cette dépense au budget. Cela concerne Alexia CUVILLIER qui est d'accord pour poursuivre l'accompagnement de la personne qui est chargée de la remplacer. Cela durera 2 mois pour le suivi administratif des paies. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°4 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

5. MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL

Monsieur ANSART expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Considérant que la Communauté Urbaine d'Arras a délibéré pour autoriser la mise à disposition, à titre gracieux, auprès de notre collectivité d'un attaché territorial, à raison de 40% d'un temps complet, pour l'année 2022 afin d'assurer les fonctions d'Agents de Développement Social.

Je vous propose :

- D'accepter cette mise à disposition
- De m'autoriser à signer tout document y afférant.

Pierre ANSART :

Béatrice nous accompagne depuis de nombreuses années sur des dispositifs politiques ville et toute activité qui s'y rapporte même si nous sommes en territoire de veille, la communauté urbaine a maintenu cette mise à disposition. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°5 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

6. CONVENTION D'ENTENTE INTERCOMMUNALE ENTRE LES VILLES D'ACHICOURT ET DE BEURAINS POUR LA CONSTRUCTION ET LE FONCTIONNEMENT D'UN EQUIPEMENT MUTUALISE DE LECTURE PUBLIQUE

Monsieur ANSART expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les dispositions des articles L 5221-1 et L 5221-2 ;

Vu le projet de convention d'entente intercommunale pour la création d'une médiathèque mutualisée entre les villes de Beaurains et d'Achicourt ;

Considérant que l'entente est un accord entre deux ou plusieurs conseils municipaux, portant sur des objets d'utilité communale compris dans leurs attributions et intéressant les divers membres ;

Considérant que l'objet de l'entente doit entrer dans les attributions des personnes morales qui participent à une entente ;

Considérant que sous cette seule réserve, l'objet de l'entente peut être large et que l'entente n'a pas la personnalité morale et qu'en conséquence, elle n'est pas dotée de pouvoirs autonomes même par délégation des collectivités intéressées ;

Considérant que l'entente permet d'élaborer des orientations, des recommandations et des conclusions qui débouchent sur des décisions qui doivent pour être exécutoires, être ratifiées par l'ensemble des organes délibérants intéressés ;

Considérant que chaque conseil municipal ou organe délibérant d'EPCI ou de syndicat mixte est représenté par une commission spéciale nommée à cet effet ;

Considérant que le projet de création d'une médiathèque intercommunale entre les villes de Beaurains et d'Achicourt compte tenu de son caractère d'intérêt général relève des coopérations possibles entre collectivités et des modalités propres à une entente intercommunale ;

Considérant qu'il est envisagé la création d'une entente intercommunale pour la construction, la gestion et le fonctionnement d'un équipement mutualisé de lecture publique, dénommé « Médiathèque d'Achicourt – Beaurains » entre les communes de Beaurains et d'Achicourt dans les conditions définies dans le projet de convention joint et ses annexes, annexés à la présente délibération afin de permettre aux communes concernées de formaliser leur volonté de s'associer afin de réaliser ce projet de médiathèque ;

Considérant le projet de convention d'entente intercommunale et ses annexes susmentionnés ;

Je vous propose :

- D'approuver le projet de convention d'entente intercommunale dont l'objet est « la construction, la gestion et le fonctionnement d'un équipement de lecture publique » ;
- De m'autoriser, ou mon représentant, à signer cette convention d'entente intercommunale.



CONVENTION D'ENTENTE INTERCOMMUNALE ENTRE LES VILLES D'ACHICOURT ET DE BEAURAINS POUR LA CONSTRUCTION ET LE FONCTIONNEMENT D'UN EQUIPEMENT MUTUALISE DE LECTURE PUBLIQUE

Vu les articles L 5221-1 et L 5221-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la délibération n° 29/06/2022-03-043 de la ville d'ACHICOURT en date du 29 juin 2022 relative au projet de construction et de fonctionnement d'un équipement mutualisé de lecture publique ;

Vu la délibération de la ville de BEAURAINS en date du 05 octobre 2022 relative au projet de construction et de fonctionnement d'un équipement mutualisé de lecture publique

Vu l'avis de Mme Roselyne DECROIX, Responsable Service Gestion Comptable d'Arras ;

Vu l'avis de Mr Richard DELPIERRE, Conseiller aux décideurs locaux ;

Entre :

La Commune d'ACHICOURT représentée par Monsieur le Maire Jean Paul LEBLANC agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 29 juin 2022 ;

Et

La Commune de BEAURAINS représentée par Monsieur le Maire Pierre ANSART agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 05 octobre 2022

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

EXPOSE DES MOTIFS

Dans le cadre de leurs politiques culturelles respectives et plus particulièrement de leurs politiques de lecture publique, pour lesquelles, un travail de coopération a été engagé depuis 2018 se concrétisant notamment en 2021 par les acquisitions mutualisées des supports et ouvrages des bibliothèques communales, les communes d'ACHICOURT et de BEAURAINS ont souhaité poursuivre leur travail de coopération et s'associer afin de créer un équipement de lecture publique, dénommé, dans sa phase projet et de construction, « Médiathèque d'ACHICOURT – BEAURAINS » dans le cadre d'une coopération intercommunale conventionnelle.

Pour mettre en œuvre ce projet de création d'un équipement public et son fonctionnement à venir il est apparu que le cadre le plus adapté était celui de l'entente intercommunale prévue à l'article L 5221-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) selon lequel « Deux ou plusieurs conseils municipaux peuvent provoquer entre eux, par l'entremise de leurs maires, une entente sur les objets d'utilité communale ou intercommunale compris dans leurs attributions et qui intéressent à la fois leurs communes respectives. Des conventions peuvent être conclues pour cela à l'effet, en particulier, d'entreprendre des institutions d'utilité commune ».

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'entente intercommunale pour la création et la gestion d'un équipement mutualisé de lecture publique.

CONVENTION

Chapitre 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : Création

Il est créé entre les communes signataires une entente intercommunale qui prend la dénomination suivante : « Entente intercommunale ACHICOURT – BEAURAINS pour la création et la gestion d'un équipement mutualisé de lecture publique ».

ARTICLE 2 : Objet

L'entente a pour objet la création et la gestion d'un équipement mutualisé de lecture publique dans le but de fournir aux communes signataires et aux 13 509 habitants qui composent cet ensemble territorial, un outil structurant au service de leurs politiques culturelles et plus particulièrement de promotion de lecture publique.

ARTICLE 3 : Projet

3.1 Dimensionnement

Le projet consiste en la construction d'une médiathèque qui devra satisfaire aux critères normatifs à savoir :

- Une surface minimale de 943 m² soit 0.07 m² par habitant compte tenu de la population des deux communes, correspondant aux critères de l'Etat permettant d'ouvrir droit à un subventionnement au titre de la Dotation Générale de Décentralisation du ministère de la Culture (DGD) ;
- Une collection de 40 000 documents soit environ 3 documents par habitant correspondant aux attentes de l'Etat. Le budget d'acquisition de 2,5 € / habitant, recommandé par la Médiathèque Départementale du Pas-de-Calais prenant en compte un tel volume.

La surface développée permettra, outre les collections, d'intégrer :

- Des places assises en nombre suffisant pour tous les types de public ;
- Des espaces d'animation nécessaires au développement d'une politique d'action culturelle diversifiée :
 - o Un auditorium de 80 places correspondant à une jauge adaptée au territoire et comblant l'absence actuelle ;

- Un atelier cuisine permettant le développement d'un programme d'activités en lien avec les centres sociaux et développant la convivialité au sein de l'équipement ;
- Un atelier scientifique : maker space / FabLab dédié à la sensibilisation, l'apprentissage et la création scientifique ;
- Un espace logistique permettant les flux de documents avec le réseau M et simplifiant les tâches des agents.

3.2 Principes programmatiques

La future médiathèque sera un ensemble fonctionnel regroupant, les ateliers et l'auditorium. Elle commande directement l'ensemble des espaces. L'accès à l'auditorium et aux deux ateliers n'est pas indépendant. De la sorte, le public est nécessairement mis en relation avec les propositions de la médiathèque quelle que soit la raison de sa venue sur le site. Cette option qui accroît encore la visibilité des propositions de la médiathèque, est très engageante. En effet, si des manifestations sont organisées avec des partenaires extérieurs, en dehors des horaires d'ouverture de l'équipement, leurs publics passent systématiquement par l'accueil de la médiathèque.

La future médiathèque sera un équipement de nouvelle génération, flexible et adaptable, aux sollicitations du territoire. La forme de la bibliothèque favorisera au maximum sa souplesse d'utilisation :

- Pas de contraintes structurelles ou les plus faibles possibles ;
- Du mobilier facilement déplaçable : rayonnages sur roulettes, assises légères.

Ces dispositions permettront la modularité des aménagements afin d'une part, de pouvoir constituer de nouveaux espaces temporaires d'activités et de rencontres, d'autre part, d'être en mesure d'adapter le bâtiment à de futures pratiques non identifiées aujourd'hui et enfin de mutualiser les fonctions et économiser les surfaces.

Un schéma fonctionnel est joint en annexe 01 de la présente convention.

3.3 Tableau des surfaces

Le projet est construit sur la base de superficies utiles (SU). Le tableau des surfaces est présent en annexe 02 de la présente convention.

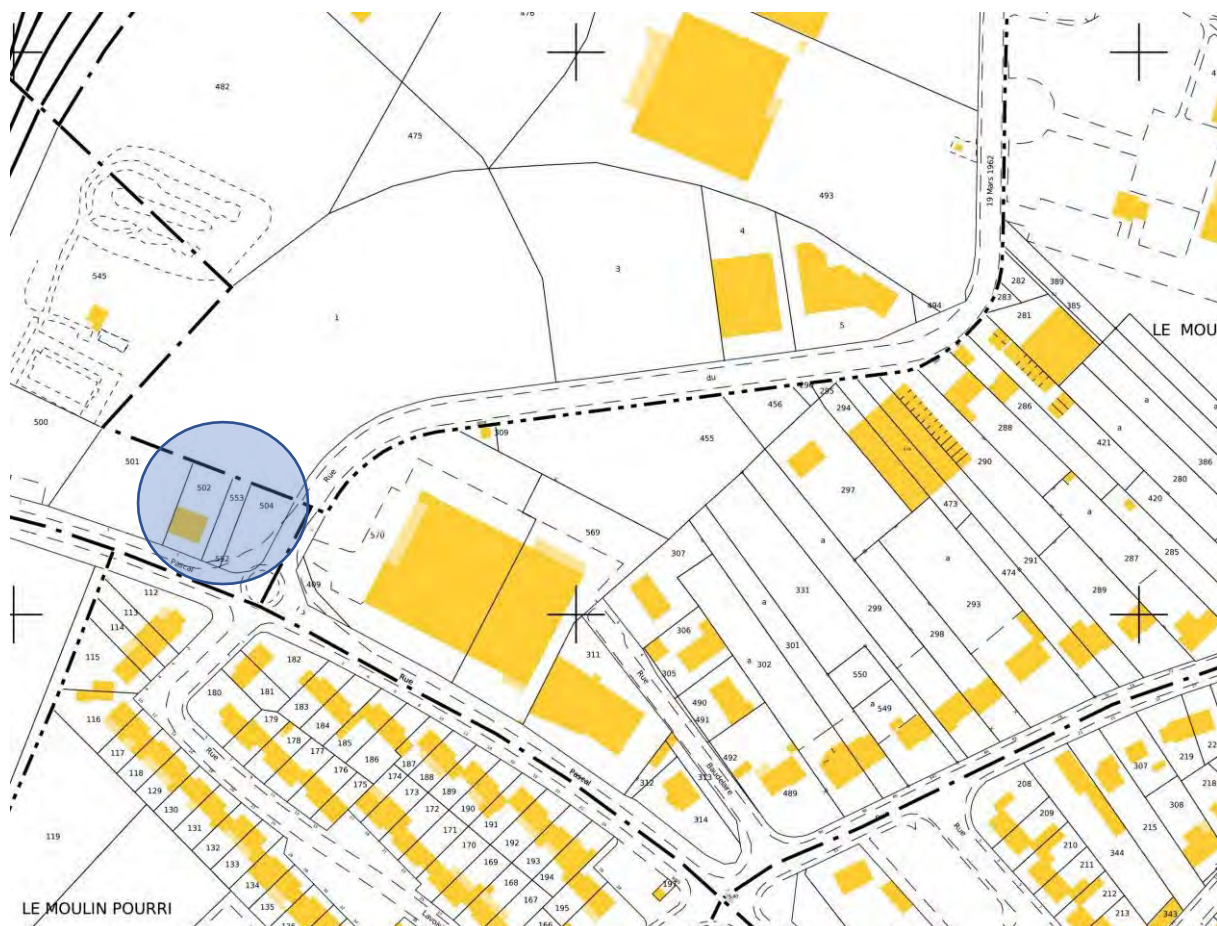
ARTICLE 4 : Définition de l'emprise pour la construction

Les médiathèques sont des équipements structurants qui se nourrissent de leur environnement urbain, qu'elles participent à animer en retour. Toutefois, pour aboutir à cette dynamique, leur implantation doit répondre à plusieurs critères essentiels :

- La visibilité ;
- L'accessibilité ;
- La constructibilité.

Au regard de ces critères, la médiathèque sera construite sur une partie du terrain de la friche de la zone de la Tourelle, en l'occurrence sur une parcelle de 2 600 m² nécessaires de plain-pied pour accueillir, les surfaces de l'équipement, son parvis, son stationnement et les espaces verts extérieurs.

La parcelle dispose d'une belle ouverture sur l'axe à valoriser reliant BEAURAINS et ACHICOURT. Un large parvis s'étalera sur l'angle de la rue du 19 mars 1962 et de la rue Pascal. L'entrée du bâtiment et les espaces internes seront ouverts sur ce parvis. Le jardin de la médiathèque rejoindra le parc situé à l'ouest et permettra également de voir largement l'équipement lorsque l'on vient du centre historique d'ACHICOURT.



ARTICLE 5 : Les instances de décision et leur fonctionnement

5.1 La conférence intercommunale

Conformément aux dispositions de l'article L5221-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est créé une instance intitulée « Conférence intercommunale » au sein de laquelle les questions d'intérêt commun relatives à la construction, au fonctionnement et à la gestion de l'équipement mutualisé de lecture publique sont débattues.

5.2 Désignation des membres

Les élus des conseils municipaux respectifs des deux collectivités parties à la présente convention désignent au scrutin secret majoritaire à un tour trois membres titulaires et un membre suppléant de leur assemblée respective afin qu'elle soit représentée au sein de cette conférence.

Le renouvellement de ses membres interviendra après chaque élection municipale, ou en cas de démission ou de décès de l'un d'entre eux. Dans ce dernier cas la commune concernée procédera à l'élection du remplaçant.

5.3 La présidence

L'équipement étant situé sur le territoire de la commune d'ACHICOURT et la gestion de l'équipement et de son personnel par cette même commune, la Présidence de la conférence intercommunale est assurée par un représentant de la ville de BEAURAINS désigné par les membres de la conférence intercommunale.

5.4 Représentant de l'Etat

Les représentants de l'État et du Département peuvent assister à ces conférences si les communes le demandent.

5.5 Les décisions des représentants de la conférence intercommunale

Les décisions prises par les membres de la conférence intercommunale réunie en assemblée plénière ne sont exécutoires qu'après avoir été ratifiées par les conseils municipaux des parties de la présente convention.

5.6 Périodicité de réunion et logistique de la conférence intercommunale

La conférence intercommunale se réunit au moins deux fois par an. Toutefois une réunion pourra se tenir sur simple demande écrite de deux (2) de ses membres. Une des séances est consacrée à la présentation du compte de résultat annuel résultant de l'opération de construction, du fonctionnement et de la gestion de l'équipement objet de la présente convention.

Le secrétariat (invitation, compte-rendu, procès-verbal de réunion, etc.) de la conférence intercommunale est assurée par la direction générale des services de la ville d'ACHICOURT.

Une invitation est envoyée 10 jours francs avant la date de la conférence intercommunale à l'ensemble de ses membres. La conférence ne peut se tenir sans la présence d'au moins un (1) membre représentant chaque commune. Au cas où le quorum ne serait pas atteint, une deuxième réunion sera convoquée au moins 8 jours plus tard, pour laquelle aucun quorum ne sera exigé.

Article 6 Durée

L'entente est conclue pour toute la durée de son objet. La présente convention prend effet à compter de la date de signature de la présente, rendue exécutoire par notification aux parties.

Les parties s'accordent pour que cette entente ne puisse être remise en cause par l'une ou l'autre des parties pendant une durée d'au moins 30 ans, sauf exceptions listées au Chapitre 4 de la présente convention. Cette durée s'étend jusqu'à la fin de la 30^{ème} année civile consécutive à l'ouverture de la médiathèque objet de la présente convention. A partir de la 28^{ème} année, les membres de la conférence intercommunale se réuniront pour évoquer l'avenir de l'entente.

Chapitre 2 : DISPOSITIONS TECHNIQUES

ARTICLE 7: Création de l'équipement mutualisé de lecture publique

7.1 Maîtrise d'ouvrage

Dans le cadre de la présente convention et du respect strict des modalités de coopération et de fonctionnement de l'entente décrites, la commune d'ACHICOURT assume les attributions de la maîtrise d'ouvrage de l'équipement.

A ce titre, et conformément au code de la commande publique, la commune d'ACHICOURT :

- S'assure au préalable de la faisabilité et de l'opportunité du projet ;
- En détermine sa localisation ;
- Élabore le programme c'est-à-dire :
 - Fixe les objectifs que l'opération doit atteindre ;
 - Précise les besoins que l'opération doit satisfaire ;
 - Évalue les contraintes et les exigences de qualité sociale, urbanistique, architecturale, fonctionnelle, technique et économique, d'insertion paysagère et de protection de l'environnement ;
 - Élabore l'enveloppe budgétaire prévisionnelle ;
 - Détermine le plan de financement prévisionnel ;
 - Choisit le processus selon lequel l'ouvrage sera réalisé ;

Par ailleurs, le programme défini par la commune d'ACHICOURT devra être présenté en Comité de Pilotage et validé par une délibération du Conseil Municipal de la Commune de Beaurains co- financeur du projet.

Dans la limite du programme défini et de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération, arrêtée par les communes d'ACHICOURT et de BEAURAINS, la commune d'ACHICOURT en qualité de Maître d'Ouvrage :

- Conclut les marchés publics ayant pour objet les études et l'exécution des travaux de l'opération.
- Définit les conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté ;
- Prépare, passe et signe le choix de l'attributaire du marché public de maîtrise d'œuvre et assure le suivi de son exécution en lien avec les membres de la conférence intercommunale consultés pour avis avant le choix définitif ;
- Approuve les études d'avant-projet et les études de projet de maîtrise d'œuvre en lien avec les membres de la conférence intercommunale consultés pour avis avant le choix définitif ;
- Prépare, passe et signe après approbation du choix des attributaires les marchés publics de travaux ainsi que le suivi de leur exécution ;
- Verse la rémunération du maître d'œuvre et le paiement des marchés publics de travaux ;
- Réceptionne l'ouvrage en présence des représentants de la conférence intercommunale de la ville de BEAURAINS.

7.2 : Attribution des marchés

Deux représentants de la ville de BEURAINS assisteront sans pouvoir délibératif aux instances d'attribution des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux de la ville d'ACHICOURT.

ARTICLE 8 : Fonctionnement et Gestion de l'équipement mutualisé de lecture publique

L'entente n'a pas la personnalité morale. Elle ne dispose ainsi d'aucun bien et ne peut recruter aucun personnel. En conséquence, les communes membres de l'entente apporteront les moyens dont elles disposent pour assurer la gestion et le fonctionnement du futur équipement.

8.1 Apports de la commune d'ACHICOURT

La Commune d'ACHICOURT apportera les moyens matériels et en personnels de la médiathèque / Ludothèque d'Achicourt. Ces moyens se composent à la date de la signature :

- Du fonds documentaire existant
- De 3 salariés dont :
 - 1 agent de catégorie B et 2 agents de catégorie C représentant 3 Équivalents Temps Plein (ETP).

8.2 Apports de la commune BEURAINS

La Commune de BEURAINS apportera les moyens matériels et en personnels du point lecture de BEURAINS. Cet apport se concrétisera notamment par une mise à disposition des personnels concernés auprès de la commune d'ACHICOURT dans le cadre de la réglementation en vigueur et dans le respect des instances de dialogue social. Ces moyens se composent à la date de la signature de la présente convention :

- Du fonds documentaire existant ;
- De 2 salariés dont :
 - 2 agents de catégorie C représentant 2 Équivalents Temps Plein

8.3 Apports complémentaires des communes d'ACHICOURT et de BEURAINS

L'équipe de la future bibliothèque doit au minimum assurer 30 heures d'ouverture hebdomadaires selon les recommandations du schéma départemental de lecture publique, ainsi que des accueils de groupe.

Au regard des moyens existants et du projet, les compétences suivantes sont nécessaires :

- Gestion bibliothéconomique, construction et mise en œuvre du Projet Culturel, Scientifique Éducatif, et Social (PCSES) ;
- Animation scientifique et technique : Animation et développement de l'éducation aux sciences et sensibilisation à l'environnement ;
- Construction de dynamiques collectives entre habitants et avec l'institution, sur le modèle des espaces contributifs dits tiers lieux.

Par ailleurs, en fonction de l'engagement en matière d'usages numériques, des compétences spécifiques seront également nécessaires. Le cumul du temps passé aux différentes tâches (total horaire annuel) conduit à dimensionner l'équipe à 7.5 ETP soit 2,5 ETP supplémentaires.

Les parties s'entendent pour doter l'équipement des moyens nécessaires à son bon fonctionnement, selon des modalités qu'elles s'autorisent à préciser ultérieurement et par avenant à la présente convention.

ARTICLE 9 : Gestion et fonctionnement de l'équipement de lecture publique

9.1 Gestion des locaux

La commune d'ACHICOURT est chargée d'assurer pendant toute la durée d'exécution de la présente convention l'entretien courant de la médiathèque qui comprend, outre le nettoyage des lieux de façon à les maintenir en parfait état de propreté, les réparations locatives listées à l'annexe du décret n° 87-712 du 26 août 1987. Les travaux d'entretien autres que ceux visés à l'alinéa précédent ainsi que les travaux d'aménagement et d'amélioration de l'équipement sont soumis, sauf urgence, à un accord de l'ensemble des communes signataires après réunion de la conférence del'entente.

En cas d'urgence, la commune d'ACHICOURT peut procéder d'office à la réalisation des travaux visés à l'alinéa précédent.

La commune de BEAURAINS est alors tenue de participer aux dépenses engagées dans les conditions fixées à l'article relatif aux dispositions financières pour la gestion et le fonctionnement de l'équipement, sauf si elle arrive à démontrer l'absence d'urgence et le caractère inutile des dépenses.

La commune d'ACHICOURT assure également la gestion courante de l'équipement comprenant la fourniture du chauffage, de l'éclairage, de l'eau, du téléphone et l'accès internet ainsi que l'assurance des lieux en tant que propriétaire de l'ouvrage. Elle communique à la ville de BEAURAINS les contrats conclus au titre de cet alinéa.

Dans cette optique, le CoTech (déjà existant), instance technique composée des Directeurs Généraux des Services, qui pourront se faire accompagner de techniciens communaux de leur choix, étudiera, avant mise en œuvre, l'ensemble des questions relatives à la gestion technique des locaux.

Il en va de même pour la mise en œuvre des politiques de lecture publique et de l'ensemble des projets thématiques et culturels de l'équipement. Cette instance technique aura également la charge de préparer les dossiers soumis pour avis à la conférence intercommunale.

9.2 Gestion des services

Le fonctionnement des services décrits ci-dessous est assuré par la commune d'ACHICOURT avec les moyens décrits à l'article 8.1 et suivants :

- Mise en œuvre du Projet Culturel Scientifique Éducatif et Social co-élaboré par les communes d'ACHICOURT et de BEAURAINS.

9.3 Tarifs des services

Les éventuels tarifs appliqués aux usagers sont approuvés par chaque conseil municipal des communes membres de l'entente. La commune d'ACHICOURT a la responsabilité de la gestion des encaissements des recettes d'exploitation du service géré.

9.4 Règlement intérieur

Un règlement intérieur de la médiathèque devra être élaboré par la conférence intercommunale et validé par les conseils municipaux.

Chapitre 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES ET FISCALES

ARTICLE 10 : Dispositions financières relatives à la maîtrise d'ouvrage

10.1 Maîtrise d'Ouvrage financière, administrative et juridique

Dans le cadre de la présente convention et du respect stricte des modalités de coopération et de fonctionnement de l'entente décrites, la commune d'ACHICOURT assure le portage juridique, financier et administratif de l'opération. A ce titre la commune d'ACHICOURT ;

- Etablit le plan de financement prévisionnel ;
- Sollicite et perçoit les aides financières susceptibles d'être obtenues ;
- Engage et mandate l'ensemble des dépenses relatives à la création de l'équipement
- Bénéficie à ce titre du Fonds de Compensation de TVA sur l'ensemble de l'opération d'investissement.

10.2 Clé de répartition financière

La répartition financière entre les communes de l'entente, de l'ensemble des coûts liés à la maîtrise d'ouvrage repose sur une proratisation relative au poids des populations municipales respectives établies par l'INSEE au 1^{er} janvier 2019 qui entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2022.

Ainsi au 1^{er} janvier 2022 :

- La population totale de la commune d'ACHICOURT s'établit à 7 957 habitants ;
- La population totale de la commune de BEAURAINS s'établit à 5 552 habitants.

Par conséquent, la participation respective des communes constituée du restant à charge de l'opération (Coût global de l'opération – Ensemble des aides obtenues y compris FCTVA) est fixée à :

- $\frac{7\,957}{13\,509} \times 100 = 58,90 \text{ \%, arrondi à } 58 \text{ \%}$
- $\frac{5\,552}{13\,509} \times 100 = 41,10 \text{ \%, arrondi à } 42 \text{ \%}$

La ville de BEAURAINS s'engage à participer financièrement à hauteur de **42 %**, dans une limite estimée à 500 000 €, de l'ensemble des dépenses d'investissement réalisées, déduction faite du FCTVA et autres recettes perçues par la ville d'ACHICOURT et spécifiquement attachées au projet de tous projets se rattachant à cet équipement.

Le coût estimatif du projet de construction est estimé à 3 926 500 € HT, soit 4 711 800 € TTC

Nature des dépenses	Montant	% estimatif des coûts
Maîtrise d'œuvre	498 000 €	16,25 %
Etudes autres (OPC, CT, CSPS, géomètres, études de sols...)	210 500 €	6,87 %
Travaux	3 064 000 €	
aléas et révisions	154 000 €	5,00 %
Total € HT	3 926 500 €	
TVA	785 300 €	20,00 %
Total € TTC	4 711 800 €	

Le coût estimatif des acquisitions mobilières est estimé à 394 000 € HT, soit 472 800 € TTC

Nature des dépenses	Montant	% estimatif des coûts
Mobilier	324 000,00 €	
Informatique	25 000,00 €	
RFID	45 000,00 €	
Total € HT	394 000,00 €	
TVA	78 800,00 €	20,00 %
Total € TTC	472 800,00 €	

Le coût total de l'opération est estimé à 4 320 500 € HT, soit 5 184 600 € TTC

La participation de la ville de BEAURAINS sera déterminée en prenant en compte l'ensemble des aides financières susceptibles d'être allouées au projet ainsi que du retour de FCTVA prévu par le maître d'ouvrage.

Le montant définitif de cette participation devra faire fait l'objet d'une actualisation du au coût réel de l'opération de construction au plus tard à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement. Dans tous les cas, le montant de la participation de la ville de BEAURAINS ne pourra être supérieur au montant défini à l'appui de la clé de répartition précisée en article 10.2.

10.3 Modalité des participations financières

La commune d'ACHICOURT en qualité de maître d'ouvrage assure le portage financier de l'opération d'investissement.

Par ailleurs, la commune de BEAURAINS s'engage pour ce qui concerne les dépenses liées aux travaux de construction à verser à la ville d'ACHICOURT une participation financière selon les modalités suivantes :

- Le paiement de la participation fera l'objet de 3 acomptes au maximum, à mesure de la réalisation des travaux et/ou des dépenses d'équipements ;
 - Le 1^{er} à la fin de réalisation du gros œuvre
 - Le deuxième au clos/couvert
 - Le solde sur présentation du DGD

- La ville d'ACHICOURT déposera, à l'appui de ses demandes de versements d'acomptes et de solde, un certificat attestant du pourcentage réel d'avancement physique du projet, daté et certifié exact, ainsi qu'une copie des factures acquittées ;

La commune de BEAURAINS s'engage à verser la somme, au plus tard 30 jours après réception du titre de recette accompagné des justificatifs, sur le compte référencé suivant :

SERVICE DE GESTION COMPTABLE D'ARRAS
16 PL DU MAL FOCH
62034 ARRAS CEDEX
RIB : 30001 00152 C6200000000 91
IBAN : FR90 3000 1001 52C6 2000 0000 091
BIC : BDFEFRPPCCT

10.4 : Dispositions financières relatives à la gestion et au fonctionnement de l'équipement

La ville de BEAURAINS s'engage à participer financièrement à hauteur de 42 % de l'ensemble des dépenses de fonctionnement, déduction faite du FCTVA pour les natures comptables concernées et autres recettes perçues par la ville d'ACHICOURT et spécifiquement attachées au fonctionnement et à la gestion de l'équipement et des projets et politiques publiques qui y sont mises en œuvre.

Chaque commune signataire s'engage à participer aux dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'entente engagées valablement, et ce pendant toute la durée d'exécution de la présente convention. Cette participation constitue pour les communes une dépense obligatoire. La participation de chaque commune à ces dépenses est fixée en fonction de sa population totale telle qu'elle résulte du dernier recensement INSEE authentifié au 1^{er} janvier 2022 et selon la clé répartition précisée à l'article 10.2.

La participation de chaque commune est calculée chaque année dans le cadre d'une réunion de la conférence de l'entente se déroulant entre le 1^{er} janvier de l'année N et le 30 juin de l'année N à l'appui du compte de résultat et d'exploitation de l'année N-1 établi par la ville d'ACHICOURT.

Cette participation est ensuite validée par les deux conseils municipaux des communes, dans un délai maximum de 60 jours suivant la date de réunion de la conférence ayant arrêté la répartition. Le versement de la participation intervient annuellement à l'issue de la validation des documents présentés par les Conseils Municipaux des communes.

Chaque année, la commune d'ACHICOURT communique également à la commune de BEAURAINS un rapport d'activité.

ARTICLE 11 : Dispositions fiscales

La ville d'ACHICOURT fait son affaire de tous les impôts et taxes éligibles au titre du fonctionnement et de la gestion de la médiathèque, objet de la présente convention. La répartition financière de ces charges se fera conformément aux dispositions de l'article 10.4 de la présente convention.

Chapitre 4 : FIN DE LA CONVENTION

La fin de la convention d'entente peut intervenir :

- Soit après la période incompressible de 30 ans prévue à l'article 6 de la présente convention
- Soit au cours de cette période de 30 ans en cas :
 - De disparition du projet ;
 - De modification légale ou réglementaire entraînant de plein droit la résiliation de la convention d'entente intercommunale ;
 - De faute d'une particulière gravité de l'une ou l'autre des parties de la présente ;
 - De transfert de compétences ;
 - D'accord bilatéral des communes.

Les modalités de résiliation anticipée de la convention d'entente sont définies ci-après.

ARTICLE 12 : Modalités d'achèvement de la convention

Dans ce cadre la ville d'ACHICOURT s'engage à respecter un certain nombre d'obligations et d'engagements en lien avec la fin de la convention. Ces obligations sont décrites ci-après et seront le cas échéant précisées et/ou complétées en temps utiles à l'approche de l'échéance de la convention par la signature, entre les parties d'un protocole de fin de contrat.

Il est rappelé qu'en l'absence de notification de la part de l'une des communes de vouloir procéder à la résiliation de l'entente après la période incompressible de 30 ans, celle-ci se poursuit jusqu'au terme de son objet.

12.1 Résiliation générale de la convention d'un commun accord ou de plein droit

Les communes membres de l'entente peuvent, d'un commun accord, mettre fin à la présente convention et provoquer la dissolution de l'entente. Les conditions juridiques, patrimoniales et financières de la dissolution sont réglées par la conférence. La résiliation générale de la convention est décidée par délibérations concordantes des conseils municipaux des deux communes qui ratifient également les conditions de la dissolution arrêtées par la conférence. La résiliation prend effet à la date convenue entre les communes. La convention est résiliée de plein droit en cas de transfert par toutes les communes participantes de la compétence à un établissement public de coopération intercommunale. La résiliation générale de la présente convention intervient alors à la date de ce transfert et entraîne la dissolution de l'entente.

12.2 Disparition de l'objet de l'entente intercommunale

En cas de disparition de l'objet de l'entente intercommunale, les parties convoquent la tenue d'une conférence intercommunale dont l'objet porte sur les modalités de résiliation de l'entente intercommunale.

Un solde de tout compte est présenté lors de la tenue de cette conférence intercommunale ou au plus tard au 30 juin de l'année suivant la dernière année de fonctionnement de l'entente.

En cas de résiliation anticipée de la présente convention par suite d'un sinistre modifiant substantiellement l'usage du bâtiment dont la construction, le fonctionnement et la gestion sont assurés par la ville d'ACHICOURT et entraînant de fait la fin de l'entente intercommunale, l'indemnité allouée par les assureurs sera répartie entre les parties à la présente en fonction de la

clé de répartition fixée à l'art. 10.2.

La commune de BEURAINS recevra alors une partie de l'indemnité perçue par la ville d'ACHICOURT de son ou ses assureurs correspondant au prorata de sa participation aux opérations de construction versée dans le cadre de l'article 10.2.

12.3 Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de transfert de l'équipement au profit d'une autre entité ou structure administrative en raison de dispositions.

Si la ville d'ACHICOURT est contrainte légalement ou réglementairement de transférer la gestion de la médiathèque, objet de la présente convention, elle est tenue d'en informer, par lettre recommandée avec accusé réception, la commune de BEURAINS et de solliciter la tenue préalable d'une conférence intercommunale.

Cette conférence intercommunale se réunira alors dans un délai de 3 mois à compter de la réception de cette lettre et, au plus tard le 31 mars suivant la fin de l'année au cours de laquelle l'objet de l'entente a pris fin. Les comptes seront arrêtés conformément aux dispositions du chapitre 3 « Dispositions financières et fiscales » de la présente convention.

Au cas où ce transfert entraînerait un transfert de fond concomitant, soit au profit, soit en provenance de la ville d'ACHICOURT, la ville de BEURAINS deviendrait automatiquement bénéficiaire ou contributeur au regard de la clé de répartition fixée à l'art. 10.2.

La décision de mettre un terme à l'entente ainsi que le solde de tout compte sont présentés pour délibération aux conseils municipaux respectifs des parties à la présente.

12.4 Résiliation pour faute

En cas de faute grave aux obligations prévues dans la présente convention, la partie lésée peut prononcer la résiliation de la présente convention.

Il est convenu entre les parties qu'est considérée comme une faute grave tout manquement aux obligations issues de la présente convention, sauf en cas de force majeure ou en cas de conflit non résolu et de sinistre non rétabli.

Lorsque la partie non défaillante considère que les motifs de résiliation pour faute sont réunis, elle adresse une mise en demeure à l'autre partie de se conformer à ses obligations et de mettre fin immédiatement à la situation de manquement, dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du courrier de mise en demeure.

Si, dans le délai imparti, la partie défaillante ne s'est pas conformée à celle-ci, la partie lésée devra solliciter la tenue préalable d'une conférence intercommunale. Celle-ci devra se réunir dans un délai d'un mois (1) à compter de l'expiration de la période de deux mois laissée à la partie défaillante pour se mettre en conformité.

La décision de mettre un terme à l'entente ainsi que le solde de tout compte sont présentés pour délibération aux conseils municipaux respectifs des parties à la présente.

De plus, dans cette hypothèse, sur production par la partie lésée des justificatifs nécessaires, celle-ci a droit à indemnisation du préjudice subi.

Cette indemnité est fixée à l'amiable, à défaut, sur la base de l'évaluation d'un expert. Ce dernier

doit être désigné à l'amiable entre les parties.

Si les membres de la conférence intercommunale ne parviennent pas à rendre une décision concernant la résiliation de la convention et/ou le montant du solde de tout compte et/ou le montant de l'indemnité due à la partie lésée, le litige sera porté devant le tribunal Administratif de Lille après en avoir informé leur conseil municipal respectif.

Chapitre 5 : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 13 : Disposition générale

Tous les points non évoqués dans la présente convention devront être étudiés par les deux communes dans le cadre de la conférence intercommunale et faire l'objet d'avenants, actés par délibération du conseil municipal des deux communes respectives.

Article 14 : Révision de la convention

La présente convention peut être révisée, par avenant, à la demande de l'une ou de l'autre des communes membres. La révision de la convention relève de la conférence de l'entente qui examine les évolutions proposées. Les décisions de la conférence sont adoptées et rendues exécutoires dans les conditions prévues à l'article 5.5. : Toute modification de la présente convention, pour être approuvée, doit faire l'objet de délibérations concordantes des conseils municipaux des communes membres de l'entente.

ARTICLE 15 : Litige

Tout litige dans l'exécution ou l'interprétation de la présente convention est porté à l'ordre du jour d'une réunion de la conférence de l'entente chargée de l'examiner, sur demande de l'une ou de l'autre des communes membres. A défaut d'accord à l'issue de la conférence et en cas d'échec pour y remédier de façon amiable, le litige pourra être porté devant la juridiction administrative.

Fait en 3 exemplaires

A

Le

Le Maire de BEAURAINS

Pierre ANSART

Le Maire d'ACHICOURT

Jean-Paul LEBLANC



Schéma fonctionnel

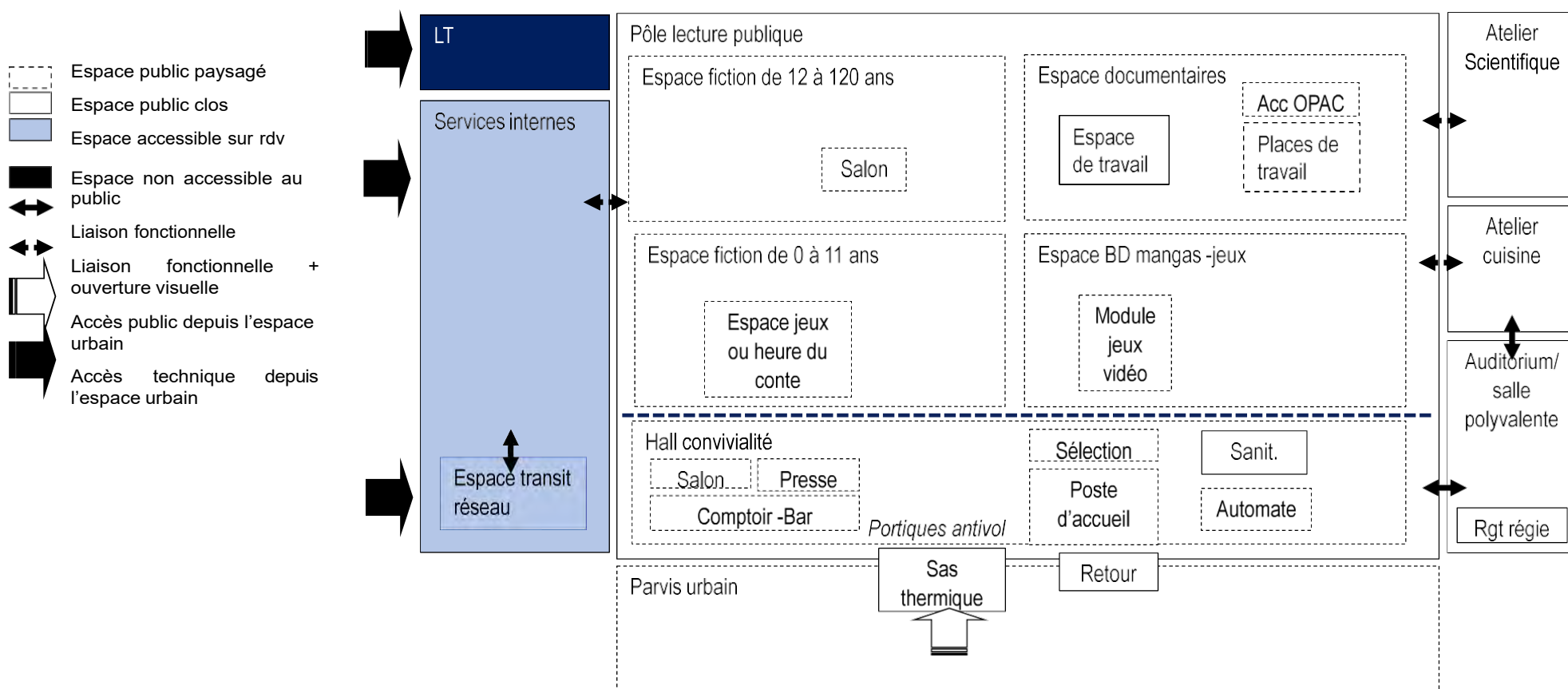




Tableau des surfaces

Unités fonctionnelles	nb de doc.	périodiques	nb OPAC	nb de postes publics de consultation multimédia	nb de postes informatiques pro (accueil)	nb d'automates	écran et vidéo-projecteur ou écran géant	nb de places assises (CONFORT)	nb de places assises (TRAVAIL)	SU superficie utile	SP superficie plancher
LECTURE PUBLIQUE	41 000	42	1	2	2	2	0	44	25	640	829
hall d'accueil information		2			1	2		8		79	103
espace fiction de 0 à 11 ans	9 000							16		149	194
espace fiction de 12 à 120 ans	16 000							8		177	239
espace documentaire	7 000	40	1	2	1				10	117	140
salle de travail silence									15		
espace BD mangas - jeux	9 000							12		119	154
NUMERIQUE/scientifique	0	0	0	1	1	0	1	0	20	100	130
atelier Scientifique				1	1		1		10	45	59
atelier cuisine									10	35	46
rangement										20	26
DIFFUSION	0	0	0	0	0	0	0	80	0	120	156
Auditorium 80 p								80		120	156
espace scénique rangement et régie											
ADMINISTRATIF										93	121
LOCAUX TECHNIQUES										48	60
TOTAL	41 000	42	1	3	10	2	1	124	45	1 001	1 296

Le projet est construit sur la base de superficie utiles SU.

Toutefois ces surfaces doivent être augmentées pour définir la Superficie de Plancher, superficie réglementaire, comptée au nu des murs intérieurs, déduction faites des trémies. Nous avons appliqué un rapport de 1,3.

Pierre ANSART :

Il s'agit de la mise en place d'un projet de convention d'entente intercommunale pour le projet de création d'une médiathèque intercommunale. Nous en sommes à la phase de démarche et de lancement d'un concours d'architecte. Il y a eu des comités techniques, des comités de pilotage avec la ville d'Achicourt. Cette proposition est la création d'une médiathèque intercommunale entre la ville d'Achicourt et de Beaurains. Compte tenu du caractère de l'intérêt général qui relève des coopérations possibles entre collectivités et des modalités propres à une entente intercommunale. Vous avez eu le temps de lire et vous avez pu assister aux ateliers qui ont eu lieu avec la population. Nous sommes dans une 1^{ère} phase de démarche pour pouvoir mener à bien ce projet. Y a-t-il des questions ?

Michel EVRARD :

La question que je veux poser c'est sur la forme. Ce qui m'étonne tout de même c'est que contrairement à ce que Achicourt a fait de son côté au niveau de l'information aux élus et aux habitants. Je constate notamment que pour la constitution du comité de pilotage en mars 2021, le conseil municipal d'Achicourt a délibéré pour nommer ses représentants. Or, ici à Beaurains nous n'avons jamais délibéré. De la même façon, pour l'atelier citoyen, on a bien eu une invitation publique et c'est Carine qui était présente mais pour celui du mois de septembre, on n'a eu aucune communication sur Beaurains ; ce qui explique qu'il y avait plus d'Achicourien que de Beaurinois à cette réunion. C'est sur la forme que cela me pose beaucoup de problème. De la même façon, Achicourt en juin le 28 ou le 29, quand ils ont proposé la même délibération pour la même entente, suivait aussi une délibération pour nommer les représentants d'Achicourt à cette entente puisqu'il y aura une sorte de gouvernance avec une présidence avec un élu Beaurinois, je crois sauf que l'ordre du jour de ce conseil, cela n'apparaît pas. Je ne sais pas si cela va être plus tard ou si cela n'aura pas lieu. Sur la forme, je pense que vous parliez d'une manière ironique sur le fait que j'avais fait une publication sur le reportage Weo qui avait le mérite d'exister et de mettre en valeur notre commune et vous parliez de la démocratie participative qui est exemplaire à Beaurains effectivement au conseil participatif du centre social et je suis bien placé pour le savoir mais sur ce point de vu là, je m'interroge pourquoi au mois de mars de l'année dernière, pourquoi pas de comité de pilotage, pourquoi il n'y a pas eu de réunion de la commission culture pour informer les membres ou les autres conseillers municipaux qui ne sont pas dans le comité de pilotage, pourquoi il n'y a pas eu de réunion de la commission culture pour faire état de l'avancée des travaux du comité de pilotage. Vous comprenez mon interrogation Pierre.

Pierre ANSART :

De quel comité de pilotage parles-tu ?

Michel EVRARD :

Le comité de pilotage qui avait été institué au printemps 2021.

Pierre ANSART :

Le comité de pilotage s'est réuni plusieurs fois et la ville de Beaurains est représentée par son maire et 2 adjoints concernés par la thématique.

Cédric DUPOND :

Il y a une délibération qui date du mandat précédent depuis 2018.

Michel EVRARD :

La délibération dont tu parles de 2018, elle concernait la politique de lecture publique coopérée, on ne parlait pas de bâtiment. On ne parlait pas de médiathèque. On ne parlait pas de ce projet-là. Il y avait des élus qui à l'époque avaient été nommés par une délibération mais on ne peut pas se servir d'une délibération, d'une nomination sur un projet qui effectivement concernait la politique de la lecture coopérée et qui ne concerne pas la création d'un nouveau bâtiment.

Cédric DUPOND :

Effectivement si car ce projet-là, l'idée d'un équipement mutualisé, il est sorti de ce comité de pilotage, du travail de nos équipes et du responsable du centre social avec la bibliothèque d'Achicourt et de Beaurains. Les premiers questionnements sur la médiathèque mutualisée datent de cette époque 2019-2020. Tu n'es pas sans savoir que les élus d'Achicourt qui étaient dans le comité de pilotage n'ont pas été réélus et c'était logique qu'ils reprennent une délibération pour en désigner des nouveaux. On est toujours sur le même comité de pilotage avec les mêmes attendues. Les délibérations qu'on produit aujourd'hui, ont déjà

eu lieu les années précédentes sur ces sujets-là. Sur la communication, mea culpa, on aurait pu faire mieux mais le flyer a été diffusé dans les bâtiments publics. Le centre social l'a mis sur sa page Facebook.

Pierre ANSART :

L'information a été diffusée à tous les adhérents de la bibliothèque.

Cédric DUPOND :

On peut comme vous tous autour de cette table regretter comme Achicourt qu'il n'y ait pas autant de monde pour s'intéresser à ce genre de sujet quand on fait des ateliers. C'est la limite de la participation des habitants et la démocratie participative. Avec tous les moyens mis par Achicourt pour l'évènement précédent, si on enlève les techniciens, les bibliothécaires, les directrices ou directeur d'école, il y a une vingtaine d'habitants au mois d'avril et 15 à Beaurains. C'est déjà bien, il y en a qui participent et posent des questions. Il y a des jeunes qui ont participé et posé des questions pertinentes. Le gros travail c'est d'intéresser des habitants qui n'ont pas l'habitude de fréquenter une bibliothèque, un point lecture.

Pierre ANSART :

Je rappelle que nous sommes dans une phase de lancement car il y a eu des propositions, un budget estimé et que l'aboutissement de ce projet ne se fera que si on reste dans le respect de ce qui est prévu. On est sur une convention d'entente intercommunale avec les différentes phases : le concours d'architecte et le projet qui sera évoqué, le suivi des travaux et la mise en place du mode de fonctionnement. De poursuivre cette entente intercommunale pour assumer le bon fonctionnement de cet équipement.

Jean-Louis PETIT :

Je vais au comité de pilotage depuis ce mandat. Je ne m'étais pas positionné dans le mandat précédent car je travaillais encore. Ces réunions ont lieu à 14 h des mardis, des vendredis. Dans ma situation antérieure, je n'aurais pas pu y assister. C'est intéressant, il y a des représentants du Département, de la Région, du bureau d'études. Ne comptez pas sur ces personnes pour faire des réunions à 18 heures.

Cédric DUPOND :

Compte tenu du statut de la convention d'entente intercommunale, de la réglementation autour de cet outil, la désignation des représentants se fera en conseil municipal. On ne peut pas faire autrement.

Christelle FRUCHART :

Pour revenir sur la publication et la participation, moi je suis étonnée car quand on revoit la chronologie en 2019, on était encore au conseil participatif donc il y a des informations pour les gens qui étaient présents et investis qui sont passées. Je suis étonnée qu'on s'étonne car la politique culturelle publique et la coopération a commencé en 2018. On a toujours du mal avec la participation que ce soit en réunion publique ou autre.

Michel EVRARD :

Effectivement, j'étais représentant du conseil participatif à ce comité de pilotage de la lecture publique intégrée et j'ai assisté à 2 réunions et jamais on a parlé de nouveau bâtiment. On parlait d'animation en commun. J'avais une question car cela paraît dans la convention concernant le fonctionnement c'est l'article 8 que les 2 agents de la bibliothèque Louise MICHEL seront mis à disposition de la mairie d'Achicourt. C'est toujours délicat pour des agents d'être sous la hiérarchie d'une collectivité et finalement c'est une autre qui leur verse leur salaire. Est-ce que ces agents sont déjà accompagnés ?

Pierre ANSART :

L'agent car l'autre est en arrêt de travail mais si on parle d'Emmanuelle BUONO, elle suit toutes les réunions en lien avec Virginie BATZIK d'Achicourt et qui est amenée à piloter le projet et à devenir la responsable de ce futur équipement vu son diplôme de qualification mais Emmanuelle est consciente et a l'habitude de travailler avec Virginie sur les animations complémentaires et Monsieur FLAMENT a rencontré Emmanuelle il y a un mois et elle était enthousiaste au projet. Je sais que vous avez fait une démarche auprès d'Emmanuelle en lui conseillant de se rapprocher des syndicats.

Michel EVRARD :

Absolument pas. Je ne dis jamais aux agents de la commune et beaucoup me parlent d'aller voir les

syndicats. Je reste à ma place.

Pierre ANSART :

Vous avez fait une démarche auprès de Madame BUONO pour savoir si elle vivait bien le projet.

Michel EVRARD :

Peut-être oui.

Pierre ANSART :

Je ne sais pas ce qu'elle a pu vous dire mais Monsieur FLAMENT malheureusement est souffrant mais il m'a encore dit il y a une heure qu'il avait rencontré Madame BUONO et qu'elle était partante sur le projet. Elle choisira soit elle reste titulaire de la ville de Beaurains et elle est mise à disposition sur l'équipement d'Achicourt mais elle peut demander une mutation pour être affectée à la ville d'Achicourt. Il va y avoir des embauches car il faudra plus que les postes actuels sur les 2 communes pour étoffer l'équipe afin de fonctionner selon les activités qui seront définies. Pour l'instant, elle fait partie des employées de Beaurains et elle participe régulièrement avec Charles et Virginie aux réunions pour suivre ce projet. Au prochain conseil, on désignera les personnes qui représenteront la commune. Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°6 ADOPTÉ AVEC 5 CONTRES et 23 POUR

7. ADHESION AU DISPOSITIF DE MEDIATION PREALABLE OBLIGATOIRE (MPO) DUCENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU PAS-DE-CALAIS

Monsieur ANSART expose :

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu l'article L. 112-3 du code des relations entre le public et l'administration ;

Vu les articles L. 213-11 à L. 213-14 du code de justice administrative ;

Vu les articles 27 et 28 de la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire ;

Vu le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 relatif à la procédure de médiation préalable obligatoire applicable à certains litiges de la fonction publique et à certains litiges sociaux ;

Vu la délibération n°2022-24 du 17 mai 2022 autorisant le président du Centre de Gestion à passer convention avec les collectivités et établissements publics ;

Vu la déclaration d'intention d'adhésion au dispositif proposé par le Centre de Gestion ;

Vu l'exposé du Maire ;

Vu les documents transmis par le Centre de Gestion, et notamment la convention d'adhésion au dispositif de la médiation préalable obligatoire pour les collectivités territoriales et établissements publics du Pas-de-Calais ;

Considérant que toute autorité territoriale a l'obligation de mettre en place de médiation préalable obligatoire ;

Considérant que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais propose une adhésion à ce dispositif qui en facilite cette mise en place financé dans le biais de la cotisation additionnelle.

Je vous demande de bien vouloir :

- Adhérer au dispositif de médiation préalable obligatoire (MPO)

Je vous propose :

- De m'autoriser, ou mon représentant, à signer la convention d'adhésion au dispositif de médiation préalable obligatoire (MPO).

Pierre ANSART :

Il s'agit de la mise en place d'une adhésion avec le centre de gestion pour le dispositif de Médiation Préalable Obligatoire (MP0). Je vous demande de bien vouloir adhérer au dispositif de Médiation Préalable Obligatoire et de m'autoriser ou mon représentant à signer la convention d'adhésion au dispositif de Médiation Préalable Obligatoire. Vous avez une copie de la convention transmise par le centre de gestion. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N° 7 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

8. ADHESION AU DISPOSITIF DE SIGNALEMENT DES ACTES DE VIOLENCE, DE DISCRIMINATION, HARCELEMENT ET AGISSEMENTS SEXISTES DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU PAS-DE-CALAIS

Monsieur ANSART expose :

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux Centres de Gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret 2020-256 du 13 mars 2020, relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la Fonction Publique qui précise les conditions d'application de l'article 6 quater A de la loi 83-634 susvisée,

Vu la délibération n°2022-42 du 5 juillet 2022 autorisant le président du Centre de Gestion à passer convention avec les collectivités et établissements publics et fixant la tarification pour les collectivités et établissements non contributaires de la cotisation additionnelle ;

Vu la déclaration d'intention d'adhésion au dispositif proposé par le Centre de Gestion ;

Vu l'exposé du Maire ;

Vu les documents transmis par le Centre de Gestion, et notamment la convention d'adhésion au dispositif de signalement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes ;

Considérant que toute autorité territoriale a l'obligation de mettre en place un dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes;

Considérant que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais propose une adhésion à ce dispositif qui en facilite cette mise en place dans un cadre financier avantageux ;

Je vous demande de bien vouloir :

- Adhérer au dispositif de signalement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes à compter de la signature de la convention et jusqu'au 27 mars 2023 sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties dans les délais prévus à celle-ci pour les lots suivants :
- Lot 1 : plateforme de recueil des signalements
- Lot 1 et 2 : traitement des signalements par le prestataire Allodiscrim

- Prend acte également qu'afin de garantir la bonne exécution du marché, son suivi et sa continuité, la collectivité ou l'établissement public doit également signer un certificat d'adhésion.
- Prend acte enfin qu'un avenant de prolongation pour une durée d'un an lui sera adressé en cas de renouvellement du marché par le CdG62.

Je vous propose :

- De m'autoriser, ou mon représentant, à signer la convention d'adhésion au dispositif de signalement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes ;
- De m'autoriser, ou mon représentant, à signer le certificat d'adhésion et tous les actes relatifs à ce dispositif ;
- De régler les factures correspondantes.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°8 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

9. UTILISATION DES DONNEES API PARTICULIER

Monsieur ANSART expose :

La commune de Beaurains génère des services aux familles pour lesquelles elle a choisi de proposer une tarification graduelle indexée sur les quotients familiaux. Ainsi la cantine scolaire, les activités culturelles, les actions adultes ou d'éveil par exemple sont organisés sur ce principe.

Les quotients familiaux CAF permettent de définir le potentiel financier des familles en rapportant l'ensemble des revenus à la composition familiale.

L'API Particulier est un service de l'État proposé par la Direction Interministérielle du numérique. Ce service permet de récupérer le quotient familial des familles pour la facturation des services petite enfance, scolaire et périscolaire.

Dans un esprit de simplicité et de sécurité, avec l'installation du logiciel concerto, édité par la Société ARPEGE, la commune de BEAURAINS a souhaité obtenir l'habilitation « API particulier ».

Elle accèdera alors aux services et aux ressources de l'API Particulier dans le cadre de la démarche.

Je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- Solliciter l'habilitation au service de la DINUM mentionné API particulier
- Désigner un responsable de traitement des données

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ?

Michel EVRARD :

Je voulais simplement vous demander Monsieur le Maire qui aura accès à ces informations à API particulier. On est dans le cadre de la protection des données. Quand j'inscrivais mes enfants aux centres de loisirs, si je ne voulais pas donner mon quotient familial, il y avait un barème qui était mis automatiquement tandis que là, la personne qui aura accès à API particulier aura accès à toute une batterie de renseignements qui viennent de différentes administrations et la personne en question ne saura pas que telle information sera accessible à la collectivité. La question que je me pose c'est qui aura accès à API. Comment va s'articuler quand un papa ira déposer son dossier pour un service municipal quelconque ? Qui aura accès à ces données qu'on ne réclamera pas car c'est le but d'alléger les procédures.

Pierre ANSART :

C'est une personne qui sera désignée qui sera responsable et garant de la non communication des renseignements qu'elle aura pu obtenir.

Michel EVRARD :

Ce sera toujours la même personne.

Pierre ANSART :

Oui. Il n'y aura qu'une personne responsable. C'est noté désigner un responsable de traitement des données.

Christelle FRUCHART :

En tant que fonctionnaire, il y a le secret professionnel. Le RGPD fait qu'il y a des données qu'on ne peut pas recueillir comme ça. Il y a un recueil des données. C'est seulement les informations nécessaires au dossier. Il y a des données protégées. Il y a le devoir de réserve.

Pierre ANSART :

Il est évident qu'en ne mettant qu'une personne responsable, on minimise le risque.

Michel EVRARD :

Le problème c'est que l'utilisateur municipal n'aura pas le choix de s'opposer à la communication des données. Quand on fait un dossier d'inscription, on peut très bien ne pas donner des informations. Par contre, là la personne en question n'aura pas le choix de ne pas les donner car elles seront automatiquement communicables. Vous voyez ce que je veux dire. C'est cet aspect qui est gênant. Il y a API particulier, API impôt. Quand une collectivité collecte automatiquement des données sans le consentement de la personne qui vient s'inscrire, je trouve que cela peut poser question.

Pierre ANSART :

Je pense mais je ne sais pas quel fonctionnement on va mettre mais si quelqu'un vient inscrire un enfant et qu'il ne veut pas communiquer ces données et qu'il paye le tarif, on ne va pas aller chercher si il a droit au quotient familial. Si l'utilisateur inscrit son enfant et dit je paye le tarif plein, on ne va pas aller contre la volonté de l'habitant. Par contre, si quelqu'un vient et qu'il dit je n'ai pas connaissance de mon quotient, une personne sera habilitée à aller chercher le renseignement souhaité.

Cédric DUPOND :

L'API particulier ce n'est pas uniquement la CAF mais les données d'administration. Je rappelle que pour les documents fiscaux, qui que ce soit peut aller consulter les déclarations de revenus de son voisin aux services fiscaux, c'est autorisé. Cela ne fait pas partie des documents qui sont secrets. Sur la CAF, c'est pour faciliter les démarches. Il faut le voir en positif. Il y a des personnes qui par rapport à des démarches administratives ont des difficultés et c'est ceux-là qui ont besoin des aides de la CAF, cela facilite le travail de nos services et la situation des habitants. Après, logiquement qu'on soit à la CAF avec des allocations ou qu'on soit au-dessus des coefficients, quand un dossier doit être constitué logiquement on ne peut pas refuser de donner les documents. C'est comme cela dans plein d'administrations, votre banque s'est comme cela. Si vous demandez un prêt, vous serez obligé de donner les documents. Ils s'arrogent des droits exorbitants comme vous réclamez une carte d'identité avec une validité qui n'est pas expirée alors qu'une banque n'a pas le droit de demander ce type de document. Une carte d'identité dont la date est dépassée est valable. Pour des inscriptions pour des activités municipales, on demande des documents fiscaux, le coefficient CAF mais si tu ne veux pas les donner tu vas payer le tarif plein. La logique c'est de fournir les documents. L'habilitation API est très dure et la personne qui va l'exercer signe une charte de sécurité et si elle divulgue des éléments, c'est du pénal, des amendes à 5 ou 6 zéros. Même laisser ou perdre ses codes, c'est dangereux.

Véronique VICARI :

Cela permet d'avoir les données au bon moment, on peut avoir des revenus et faire des contentieux donc le coefficient change cela permet d'avoir immédiatement les bons revenus et les bons coefficients ; ce qui n'est pas le cas en temps normal.

Vincent VEZILLIER :

Je comprends la problématique de Michel car comme toi j'aurais bien voulu m'exonérer de la transmission du document CAF sauf que je n'ai pas eu la chance car c'était refusé si je ne le fournissais pas. J'étais obligé de le transmettre pour que les dossiers d'inscription soient valables. Ma compagne a dû transmettre l'attestation CAF et le justificatif de domicile. L'attestation CAF c'est un usage normal car pour ma part j'aurais bien voulu ne pas la transmettre mais c'était exigé car sinon il n'y avait pas d'inscription.

Pierre ANSART :

Je passe au vote. Merci de votre participation à ce débat. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°9 ADOPTÉ AVEC 4 ABSTENTIONS

10. CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE - CAF 2022

Monsieur PETIT expose :

A travers la Convention Territoriale Globale, il est précisé que la Caisse Nationale d'Allocations Familiales change sa stratégie en abandonnant les contrats enfance jeunesse au profit d'une nouvelles politique contractuelle déclinée de façon globale sur un territoire cohérent et traduite par la signature d'une convention territoriale globale.

Le diagnostic de territoire lancé en mars 2022 a permis d'identifier les axes et les pistes de développement ainsi que les fiches actions qui s'inscrivent dans les champs d'intervention de la future Convention Territoriale Globale dont l'axe prioritaire reste l'offre de service en matière d'enfance / famille / jeunesse mais également élargie à l'accès aux droits et à la démocratie locale.

Cette nouvelle contractualisation s'opère à l'échelle de l'EPCI et se déclinera en convention d'objectifs et de financements à l'échelle de chaque commune, porteuses d'une offre de service et d'actions éligibles au financement de la CAF. La future CTG aura une durée de 5 ans de 2022 à 2027.

Cette nouvelle contractualisation avec les Services de la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais favorisera le travail intercommunal et la mutualisation afin de conforter les actions en faveur de la petite enfance (gestion et animation d'accueils collectifs, animation d'un relais d'assistants maternels), de l'enfance (gestion d'activités périscolaires et extrascolaires en faveur des enfants et des adolescents), de la parentalité (actions d'écoute, ludothèque) et des centres de vacances (organisation de séjours en faveur des enfants, préados et ados).

Les objectifs poursuivis par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales à travers ce nouvel outil et cette nouvelle échelle, celle de l'intercommunalité :

- Revivifier la cadre politique entre les CAF et les collectivités territoriales en élargissant le territoire avec lequel la CAF contractualise d'une part et en augmentant les domaines de réflexion de cette contractualisation,
- Simplifier les financements des domaines de la petite enfance, de l'enfance et de la jeunesse car ces derniers étaient devenus trop complexes et peu lisibles.

Comme précédemment, la convention territoriale repose comme le contrat enfance jeunesse sur les conclusions d'un diagnostic de territoire partagé entre les différents acteurs. Ce diagnostic devra s'évertuer à croiser et à synthétiser toutes les études et schémas existants sans omettre d'associer les différents acteurs (familles, enfants, usagers, associations, partenaires publics...) et en élargissant si possible les champs d'intervention à d'autres sujets que la petite enfance, l'enfance et la jeunesse.

La Caisse d'Allocations Familiales souhaite également mettre l'accent sur la coordination des actions. Les postes de coordination (formule CEJ) devront être réorientés vers les nouveaux enjeux de coopération de la convention territoriale globale en lien avec les objectifs de la convention d'objectifs générale : inclusion des enfants en situation de handicap et des enfants de familles modeste, développement des services en territoires prioritaires, accompagnement des familles mono parentales, ...

En termes de financement, les bonus territoires CTG prennent le relais de la prestation de service enfance jeunesse (PSEJ). D'une manière générale, les collectivités qui étaient précédemment signataires d'un contrat enfance jeunesse ne souffriront pas d'une diminution de financement.

Concernant les postes de coordination existants dans le contrat enfance jeunesse, le nombre d'ETP sera maintenu dans la nouvelle Convention Territoriale Globale. Les postes devront être adaptés et transformés pour devenir des chargés de coopération sur la durée de la Convention territoriale Globale.

Les axes de développement retenus dans le cadre du déploiement de la nouvelle Convention Territoriale Globale sont :

- Apporter une réponse adaptée, cohérente, équilibrée en termes de mode d'accueil petite enfance sur le territoire,
- Poursuivre l'accompagnement éducatif des enfants et des jeunes,
- Accompagner la parentalité en s'appuyant sur les réseaux petite enfance,

- Développer une politique d'animation et un pilotage structuré de la démarche CTG,
- Améliorer la mobilité des familles, leur accès aux droits et la lutte contre le non-recours.

Suite à la délibération du 13 avril 2022 autorisant le lancement de la procédure d'élaboration de la Convention Territoriale Globale, je vous propose :

- D'approuver le diagnostic partagé établi dans le cadre du renouvellement de la contractualisation à l'échelle de l'intercommunalité avec la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais ;
- D'approuver les axes de développement identifiés, les fiches actions adossées à la Convention Territoriale Globale et les nouvelles clés de financement ;
- D'approuver la durée de cette convention qui sera portée à 5 ans soit jusqu'au 31 décembre 2027 ;
- D'accompagner l'évolution des missions du coordonnateur (trice) vers un poste de chargé de coopération ;
- D'autoriser Monsieur le Président à signer la Convention Territoriale Globale à l'échelle de l'EPCI et la Convention d'Objectifs et de Financement (COF) à l'échelle de sa commune et toutes les pièces relatives à ce dossier.



Convention Territoriale Globale

au service du projet social de territoire de la

Communauté Urbaine d'ARRAS

Du 01/01/2022 au 31/12/2026



CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Entre :

- la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais représentée par la présidente de son Conseil d'Administration, Madame Nathalie MENU, et par son directeur, Monsieur Jean-Jacques PION, dûment autorisés à signer la présente convention

ci-après dénommée la « Caf » ;

- la Communauté Urbaine d'Arras représentée par son président, Monsieur Frédéric LETURQUE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil communautaire ;

ci-après dénommée la « Cua » ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Vu les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'action sociale des Caisses d'Allocations Familiales (Caf) ;

Vu la convention d'objectifs et de gestion 2018-2022 (Cog) arrêtée entre l'Etat et la Caisse Nationale des Allocations Familiales (Cnaf) ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la Cua en date du 29 septembre 2022 figurant en annexe 6 de la présente convention ;

Table des matières :

Préambule	4
Article 1 Objet de la convention :	5
Article 2 Les champs d'intervention de la Caf du Pas-de-Calais :	5
Article 3 Les champs d'intervention du partenaire signataire de la convention :	8
Article 4 La démarche de préfiguration de la convention :	9
Article 5 Enjeux, objectifs partagés au regard des besoins :	10
Article 6 Engagement des partenaires :	11
Article 7 Modalités de coopération et de gouvernance :	12
Article 8 Modalités de pilotage et d'animation de la démarche :	12
Article 9 Evaluation :	13
Article 10 Echanges de données :	13
Article 11 Communication :	13
Article 12 La durée de la convention :	14
Article 13 Exécution formelle de la convention :	14
Article 14 La fin de la convention :	14
Article 15 Les recours :	15
Article 16 La confidentialité :	15

Annexe 1 – Diagnostic partagé

Annexe 2 – Liste des équipements et services soutenus par la collectivité locale

Annexe 3 – Plan d'actions 2022-2026 - Moyens mobilisés par chaque signataire dans le cadre des objectifs partagés

Annexe 4 – Modalités de pilotage stratégique et opérationnel et suivi de la Ctg

Annexe 5 – Pilotage et coordination de la Convention Territoriale Globale

Annexe 6 - Délibération du Conseil Communautaire du 29 septembre 2022

Préambule

La Communauté Urbaine d'Arras, ses 46 communes membres et la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais partagent des ambitions et des champs d'interventions communs qui visent à proposer aux habitants des services de qualité au bénéfice d'un territoire socialement exemplaire fondé sur la solidarité entre les hommes, la coopération entre les institutions et les relations entre les pôles urbains et les espaces ruraux.

Dans la continuité des engagements pris et des actions initiées dans le cadre de l'Analyse des Besoins Sociaux et Économiques réalisée en 2019, la signature de la Convention Territoriale Globale entre la Caisse d'Allocations Familiales du Pas de Calais, la Communauté Urbaine d'Arras et ses 46 communes membres constitue une étape supplémentaire dans la construction d'un projet social de territoire ambitieux et partagé qui place la cohésion sociale et la solidarité comme un enjeu incontournable pour le développement du territoire,

La Convention Territoriale Globale est une convention de partenariat et de coopération qui vise à renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions en direction des habitants du territoire de la Cua sur les champs d'intervention communs (accès aux droits ; enfance/famille et animation de la vie locale) de la Caf, de l'EPCI et de ses communes membres.

Cette convention ambitionne notamment d'élaborer, au niveau local, la mise en œuvre de l'offre globale de service de la Caf et des communes, de manière structurée et complémentaire, en maîtrisant le développement et l'adaptation des équipements et services dédiés aux familles. Elle vise ainsi une répartition équitable des équipements, pour assurer un accès à tous à des services complets, innovants et de qualité. C'est avant tout une démarche partenariale forte, souple et respectueuse des périmètres de compétence de chaque collectivité, qui privilégie l'échelle géographique de l'intercommunalité pour penser le projet de territoire. Établir une Ctg à l'échelle communautaire permet de travailler à une échelle pertinente pour la population à laquelle chaque collectivité adhère en cohérence avec ses projets.

Cette convention s'appuie sur un diagnostic partagé avec les acteurs internes et externes concernés (associations, élus et agents des collectivités territoriales, etc.), tenant compte de l'ensemble des besoins et attentes du territoire. Elle facilite l'émergence d'une stratégie et de moyens à mettre en œuvre dans le cadre d'un plan d'actions adapté. Pour cela, elle implique :

- d'identifier les besoins et attentes prioritaires des familles et des communes sur le territoire ;
- de définir les champs d'intervention à privilégier au regard du diagnostic et des enjeux dégagés ;
- de décliner un plan d'action permettant d'optimiser l'offre existante et/ou de développer une offre nouvelle afin de favoriser un continuum d'interventions sur les territoires ;
- d'identifier les acteurs susceptibles d'intervenir pour chaque domaine ciblé comme pilote des actions.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention vise à définir le projet stratégique global du territoire à l'égard des familles ainsi que ses modalités de mise en œuvre.

Ce projet est établi à partir d'un diagnostic partagé tenant compte de l'ensemble des problématiques du territoire.

Elle a pour objet :

- D'identifier les besoins prioritaires du territoire (Annexe 1 : diagnostic partagé) ;
- De définir les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin (Annexe 1) ;
- De pérenniser et d'optimiser l'offre de services existante, par une mobilisation des cofinancements (Annexe 2 : liste équipements soutenus par chaque collectivité, dans le respect des compétences) ;
- De développer des actions nouvelles permettant de répondre à des besoins non satisfaits par les services existants (Annexe 3 : plan d'actions / moyens mobilisés par chaque signataire).

Article 2 : les champs d'intervention de la Caf sur le territoire concerné

• Rappel du rôle et des missions des Caf :

Les Caf sont nées de la volonté d'apporter une aide à toutes les familles, dans leur diversité. Qu'il prenne la forme de prestations monétaires ou d'aides permettant de développer des services, l'investissement des Caf témoigne d'un engagement de la collectivité, dans une visée universelle, pour accompagner le développement de chaque personne, dès sa naissance, par une présence et un soutien dans son parcours de vie, accentuant, s'il le faut, son aide lorsque la famille rencontre une difficulté susceptible de déséquilibrer le foyer.

La branche Famille est ainsi présente auprès de chacun tout au long de la vie, auprès de chaque parent, femme ou homme, en fonction de sa situation, en équité : conciliation vie familiale/vie professionnelle, accueil des enfants et des jeunes, lutte contre la pauvreté sont les domaines prioritaires de l'intervention des Caf, qui prend la forme d'une offre globale de services.

Dédiée initialement à la famille, la branche s'est vue progressivement confier des missions pour le compte de l'Etat et des départements, qui représentent une part importante de son activité.

Les quatre missions emblématiques de la branche Famille sont fondatrices de son cœur de métier :

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale ;
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes ;
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle ;
- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement.

Ces missions dépassent l'échelon communal et l'analyse doit se faire en tenant compte d'une logique territoriale et non administrative. C'est pourquoi, l'échelle pertinente d'élaboration d'un tel projet est celle de l'intercommunalité, chaque commune y adhérant conformément à ses compétences.

- **Missions de la CAF du Pas de Calais**

La Caf du Pas-de-Calais, acteur incontournable dans la mise en œuvre des politiques publiques familiales et sociales se doit d'être présente auprès de toutes les familles, tout au long de leur vie. Ses missions s'articulent autour de quatre axes :

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale :
 - *Poursuivre la structuration d'une offre diversifiée en direction de la petite enfance ;*
 - *Poursuivre la structuration d'une offre diversifiée en direction des enfants.*
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes :
 - *Compenser les charges familiales et accompagner les parents dans leur rôle ;*
 - *Contribuer à l'égalité des chances en matière de réussite scolaire et renforcer le lien entre les familles et l'école ;*
 - *Faciliter l'autonomie des jeunes, élément de passage à l'âge adulte.*
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle :
 - *Soutenir les personnes et les familles confrontées au handicap ;*
 - *Aider les familles confrontées à des événements ou des difficultés fragilisant la vie familiale ;*
 - *Accompagner le parcours d'insertion et le retour (et maintien) dans l'emploi des personnes et des familles en situation de pauvreté.*
- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement :
 - *Favoriser, pour les familles, des conditions de logement et un cadre de vie de qualité ;*
 - *Faciliter l'intégration des familles dans la vie collective et citoyenne.*

Pour la période 2018/2022, la branche Famille entend agir pour le développement des services aux allocataires en aidant toutes les familles dans l'accueil et l'éducation de leurs enfants. Elle vise la pérennité et le développement des offres sur les territoires, devant pouvoir bénéficier à chaque parent, et souhaite que cette période soit marquée par une nette avancée dans la prise en compte du handicap.

Dans le cadre du soutien aux familles, elle s'engage à contribuer à la proposition d'une offre d'accueil éducative de qualité et accessible financièrement à tous, sur l'ensemble des temps libérés en dehors de l'école. Également, elle s'engage pour l'accès aux droits et à l'autonomie des jeunes de 12 à 25 ans, en renforçant la présence éducative auprès de ce public et en favorisant la prise de responsabilités et l'engagement citoyen.

C'est le même esprit d'universalité et la recherche d'une égalité réelle qui engagent la Caf dans la lutte contre les inégalités sociales et territoriales et contre la pauvreté des enfants et des jeunes.

La Caf s'engage par ailleurs à réduire les facteurs d'exclusion tels que l'illettrisme, l'illectronisme et à favoriser l'accès et le recours aux droits en direction de toutes les familles.

Pour mener à bien ces différentes missions, la Caf propose différentes interventions :

- Le versement de prestations légales (prestations d'entretien, de solvabilisation des familles) et d'aides ou de subventions au titre des financements de l'action sociale pour la petite enfance, la jeunesse, la parentalité, l'accompagnement des familles et le travail social, le logement ;
- L'accompagnement technique et méthodologique, le soutien en ingénierie sociale, qui se caractérise par la présence de deux Chargés d'accompagnement territorial et de la Responsable de territoire de l'Antenne de développement social de ;
- L'intervention de 8 travailleurs sociaux pour l'accompagnement des familles dans le cadre des offres de services liées à la survenue d'un événement fragilisant (séparation, décès, non-décence, ...), qui orientent et accompagnent les familles vers les équipements et services de l'ensemble du territoire en interaction avec les partenaires ;

- La participation de l'équipe de la Caf aux instances de réflexion, d'actions ou d'accompagnement de projets des collectivités et partenaires, sur ses champs de compétence ;
- Le suivi et l'accompagnement technique qui sont réalisés chaque année auprès des équipements bénéficiaires d'une Prestation de Service Caf.

• **Liens avec les schémas départementaux :**

La CTG peut s'enrichir des documents de diagnostic et de programmation que constituent les différents schémas départementaux : schéma départemental des services aux familles (SDSF), schéma départemental de l'animation de la vie sociale (SDAVS), stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté.

Le SDSF 2ème génération 2019-2022, signé entre l'Etat (DDCS), la Caf du Pas-de-Calais, le Département, l'Education Nationale, la MSA (Mutualité Sociale Agricole), l'AMF (Association des Maires de France du PDC) et l'UDAF 62 (Union Départementale des Associations Familiales), s'envisage donc comme une illustration concrète d'une démarche concertée en faveur d'une ambition commune : « *Favoriser l'engagement en accompagnant les familles dès la petite enfance afin de conduire chaque jeune du département à exercer sa citoyenneté et trouver sa place dans la société* ».

Cette ambition se déclinera localement en trois axes majeurs :

1. Favoriser l'autonomie de tous
2. Prévenir les ruptures
3. Territorialiser les réponses apportées aux familles.

Ces axes seront la référence permettant de guider la mise en œuvre de chacun des objectifs et de chacune des actions, définis aux différentes étapes de vie des enfants et des jeunes, adultes et parents de demain. Ce schéma s'appuie sur la Stratégie Nationale de la Parentalité.

Huit chapitres ont ainsi été définis :

- 1 - Accompagner les familles de jeunes enfants (0 à 6 ans)
- 2 - Accompagner les familles de jeunes enfants (6 à 11 ans)
- 3 - Accompagner les jeunes et leur famille face aux enjeux de l'adolescence (11 à 18 ans)
- 4 - Développer les possibilités de relais parental et de répit en famille
- 5 - Améliorer les relations entre les familles et l'école pour qu'elles construisent ensemble et en confiance une communauté éducative
- 6 - Accompagner les conflits pour faciliter la préservation des liens familiaux
- 7 - Favoriser le soutien des pairs
- 8 - Améliorer l'information et la participation des familles.

Des principes d'intervention transversaux ont également été identifiés :

- Parentalité et précarité : enjeux transversaux et besoins spécifiques des familles à prendre en compte par l'ensemble des acteurs ;
- L'accompagnement des parents en situation de précarité constitue un levier de prévention dans de nombreux aspects de la vie actuelle et future de l'enfant.

Des freins restent à lever pour améliorer l'accès à l'accompagnement à la parentalité pour les familles en précarité.

Article 3 : les champs d'intervention du partenaire signataire de la convention :

Forte d'une histoire riche qui a modelé sa construction depuis la création du District Urbain de la région d'Arras en 1965, la Communauté Urbaine d'Arras (CUA) voit le jour le 1er janvier 1998. Au 1er janvier 2017, sept nouvelles communes rejoignent la Communauté Urbaine d'Arras qui compte désormais 107 582 habitants regroupant :

- Une commune-centre, Arras, qui représente un peu plus de 40% de la population totale du territoire ;
- Sept communes périurbaines (Saint-Laurent-Blangy, Saint-Nicolas-lès-Arras, Dainville, Anzin-Saint-Aubin, Sainte Catherine, Achicourt, Beaurains) ;
- Trente-huit communes rurales (Acq, Agny, Athies, Basseux, Bailleul-sire-Berthoult, Beaumetz-les-Loges, Boiry-Becquerelle, Boiry-Sainte-Rictrude, Boiry-Saint-Martin, Boisleux-au-Mont, Boisleux-Saint-Marc, Boyelles, Ecurie, Etrun, Fampoux, Farbus, Feuchy, Ficheux, Gavrelle, Guemappe, Hénin-sur-Cojeul, Héninel, Maroeuil, Mercatel, Monchy-le-Preux, Mont-Saint-Eloi, Neuville-Saint-Vaast, Neuville-Vitasse, Ransart, Rivière, Roclincourt, Roeux, Saint-Martin-sur-Cojeul, Thélus, Tilloy-les-Mofflaines, Wailly, Wancourt, Willerval).

La CUA a pour objectif de fédérer les communes membres pour élaborer et conduire ensemble un projet de territoire commun qui allie aménagement, mobilité et transition écologique, développement économique et emploi, cohésion sociale et solidarités au service de ces habitants.

Dans ce cadre, la Communauté Urbaine d'Arras, a des compétences obligatoires qui vise le développement et l'aménagement économique, social, et culturel, du territoire ; l'équilibre social de l'habitat ainsi que la protection et la mise en valeur de l'environnement et la politique du cadre de vie. Elle exerce également des compétences facultatives en matière de planification urbaine et d'aménagement, de développement économique ainsi que de développement social et solidaire.

Article 4 : La démarche de préfiguration de la convention

La démarche de préfiguration de la CTG s'est construite en mode projet en associant l'ensemble des communes, les services de la Caf et de la Cua pour :

- Elaborer un diagnostic de territoire pour identifier l'ensemble des ressources et services existants, des besoins et des attentes des habitants pour construire une vision commune du territoire et de ses priorités dans le cadre de la convention ;
- Définir des ambitions, des enjeux et des objectifs dans les 3 axes (accès aux droits, enfance/famille/parentalité : animation de la vie sociale locale) ;
- La définition du plan d'actions sur une période de cinq ans incluant le suivi et l'évaluation des actions mises en œuvre ;
- L'animation et le pilotage de la convention et du plan d'action pluriannuel.

Sur le volet diagnostic de territoire, la réalisation de l'Analyse des Besoins Sociaux et Economiques par la CUA en 2019 permet de disposer de données socio-économiques sur les conditions de vie des habitants du territoire. Elle constitue un socle de départ pertinent. Au regard de la volonté de l'EPCI de développer les logiques de coopération territoriales, six bassins de vie ont été dessinés.

Afin d'ancrer la convention dans cette démarche de développement social local, le diagnostic a été bâti par bassin de vie et pour cela, le portrait social communautaire a été actualisé également par bassin de vie. Des fiches d'identité thématiques reprenant les champs d'intervention de la convention (accès aux droits/enfance-famille-parentalité et animation de la vie locale) ont été rédigés, dans la même logique, par bassin de vie.

BASSIN DE VIE - COMMUNAUTÉ URBAINE D'ARRAS



Au regard des champs d'intervention croisés de la convention, la désignation d'une équipe projet réunissant un chef de projet, une directrice de projet et des représentants des services de la Caf, de la Cua ainsi que des communes a été mise en œuvre pour animer et conduire la démarche de préfiguration dans le calendrier imparti.

Cette équipe projet a animé un schéma d'instances pour piloter la démarche :

- Des groupes de travail réunissant les 46 communes,
- Un comité technique réunissant l'équipe projet,
- Un comité stratégique présidé par le Vice-Président à la Cohésion Sociale de la Cua,
- Un comité de pilotage réunissant les 46 communes.

Le déroulement du calendrier a amené à réunir entre septembre 2021 et juin 2022 :

- A trois reprises, le comité de pilotage et le comité stratégique pour présenter la démarche, valider le diagnostic, les enjeux et les objectifs et le plan d'actions et le futur schéma de gouvernance et d'animation de la convention ;
- A deux reprises, sous forme de groupe de travail, les 46 communes (4 demi-journées au total),
- A cinq reprises le comité technique pour animer la démarche.

Article 5 : Enjeux, objectifs partagés au regard des besoins

Au regard de la démarche de préfiguration, les enjeux, les objectifs et le plan d'actions ont été bâtis autour des trois axes :

- L'accès aux droits qui regroupe le logement, le handicap, l'inclusion numérique et plus largement toutes les démarches qui permettent aux habitants de faire valoir leurs droits ;
- L'enfance et la famille qui regroupent la petite enfance, la jeunesse, l'enfance, la famille et la parentalité ;
- L'animation de la vie sociale locale.

Les enjeux issus du diagnostic sont au nombre de quatre :

1. Le maintien, l'adaptation voire le développement des services qui vise à :
 - Construire des outils qui visent à répertorier et mieux connaître les services existants, leurs zones d'interventions pour identifier les besoins non couverts ;
 - Bâtir une stratégie pluriannuelle de développement des services qui tienne compte du diagnostic (priorité en termes du public et des territoires) et de la volonté des communes,
2. L'animation et le développement des logiques de coopération/de mutualisation à plusieurs échelles :
 - Créer des espaces et des temps d'échange entre communes et partenaires qui visent à partager les projets et les actions déployées afin de renforcer la culture de la coopération et du partenariat ;
 - Développer l'accompagnement des communes dans leurs projets d'implantation d'équipements et de services dans une logique de coopération et de mutualisation
3. L'évolution des dispositifs, moyens de financement et d'ingénierie :
 - Décliner un cadre contractuel et financier pluriannuel qui vise à simplifier, pérenniser et harmoniser l'accès aux financements ;
 - Mettre en place une équipe dédiée à l'animation et du déploiement de la CTG dans les territoires de la CUA,
4. Incrire la CTG et son plan d'action dans le projet de territoire de la CUA, dans les documents stratégiques et de planification (PLUI, PCAET, etc..) et ceux des communes.

Au total 8 objectifs stratégiques, 16 objectifs opérationnels et 20 actions vont structurer le plan d'action de la convention.

Sur l'axe accès aux droits : permettre à chaque habitant d'accéder à ses droits et de bénéficier des services offerts sur le territoire de la Cua :

- Couvrir le territoire pour un accueil de proximité ;
- Développer la médiation et le « aller vers » pour lutter contre le non-recours ;
- Faciliter les coopérations entre acteurs locaux pour assurer la complémentarité des services offerts et la lisibilité des acteurs présents sur le territoire.

Sur l'axe enfance, famille, parentalité : proposer une offre coordonnée de la petite enfance à la jeunesse qui s'inscrive dans un parcours et qui facilite les transitions

- Viser une offre petite enfance/enfance coordonnée et inclusive ;
- Adapter et innover dans l'offre de loisirs à destination des jeunes ;
- Epauler et soutenir les parents dans l'éducation de leurs enfants.

Sur l'axe animation de la vie locale : inciter les habitants à s'impliquer dans la vie du territoire pour soutenir la cohésion sociale et le vivre-ensemble

- Encourager et accompagner la vie associative et les initiatives locales ;
- Renforcer le lien social, la citoyenneté et le pouvoir d'agir des habitants.

Article 6 : Engagements des partenaires

La Caf du Pas-de-Calais et la Communauté Urbaine d'Arras s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires (moyens humains : personnels qualifiés et en quantité, moyens matériels : données, statistiques, etc.) pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés dans le plan d'actions de la présente convention.

La présente convention est conclue dans le cadre des orientations de la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf. Elle est mise en œuvre dans le respect des dispositifs et des outils relevant des compétences propres de chacune des parties, lesquelles restent libres de s'engager avec leurs partenaires habituels ou d'engager toute action ou toute intervention qu'elles jugeront nécessaire et utile.

La Ctg matérialise également l'engagement conjoint de la Caf et de la CUA à poursuivre leur appui financier aux services aux familles du territoire.

A l'issue des Contrats enfance et jeunesse passés avec les communes de la CUA, la Caf s'engage à conserver le montant des financements bonifiés de N-2 à ce titre et à les répartir directement entre les structures du territoire soutenues par les collectivités locales compétentes, sous la forme de « bonus territoire ctg ».

De son côté, les collectivités s'engagent à poursuivre leur soutien financier en ajustant en conséquence la répartition de leur contribution pour les équipements et services listés en Annexe 2.

Cet engagement pourra évoluer en fonction de l'évolution des compétences détenues.

Article 7 : Modalités de collaboration et gouvernance :

Pour mener à bien les objectifs précisés dans la présente convention, les parties décident de mettre en place les instances suivantes :

- **Des groupes de travail** à l'échelle des bassins de vie et/ou thématiques animés par les chargés de coopération, le chargé d'animation ou les services de la Caf pour réunir les communes et décliner le plan d'action localement ;
- **Un comité technique** trimestriel issu de la démarche de préfiguration piloté par la charge d'animation de la convention qui réunit des élus, techniciens des communes qui souhaitent y participer (incluant un équilibre entre bassins de vie, communes urbaines et rurales), de la Cua et des services de la Caf pour suivre le plan d'action ;
- **Un comité stratégique** semestriel qui réunit les directions de la Cua parties prenantes du plan d'action, les services de la Caf (Responsable de Territoire) sous la présidence du Vice-Président à la cohésion et aux solidarités chargé de préparer les comités de pilotage et d'évaluer l'avancement de la convention ;
- **Un comité de pilotage** annuel composé des 46 communes de la Cua, des services de la Caf qui valide l'avancement du plan d'action et les changements éventuels en cours ;

Article 8 : Modalités de pilotage et d'animation de la démarche :

L'élaboration et la mise en œuvre d'un projet social de territoire partagé, formalisé via cette Convention Territoriale Globale (CTG), contribuent au développement et à la structuration d'une offre de service adaptée aux besoins des familles de votre territoire.

Afin de garantir le développement et la structuration de cette offre, le pilotage ainsi que l'animation de la démarche doivent être organisés et formalisés. De ce fait, l'évolution des postes de coordonnateurs CEJ existants vers des postes de chargés de coopération territoriale s'avère nécessaire.

Il conviendra, durant la période de la CTG, de s'interroger sur les profils existants afin d'identifier les actions à mettre en œuvre dans le but de garantir l'évolution de ces postes.

Au besoin, il est possible de s'appuyer sur le référentiel national d'emploi cible fixant les missions, les activités et les attendus de ce poste (cf. annexe)

Un plan identifiant précisément les actions à mettre en œuvre ainsi que l'échéancier des travaux nécessaires à cette fin seront déclinés dans une fiche action annexée à la CTG

Aux termes de la CTG signée avec l'intercommunalité, cette évolution devra avoir été opérée et effectuée ; seuls les postes dont les missions auront évolué vers la fonction de chargé de coopération territoriale continueront à bénéficier de financements au titre du pilotage.

En complément au regard des enjeux, du plan d'action ambitieux, la Caf a souhaité apporter une offre supplémentaire visant à soutenir de façon notable la démarche engagée.

La Cua a apporté son soutien en co-finançant, et en employant un poste de Chargé d'animation à hauteur de 50% du coût du poste de chargé de coopération, plafonné à 24 000 € par an, dont les missions seront d'assurer le pilotage, la coordination, l'évaluation, l'animation et le développement de la démarche en lien avec l'ensemble des chargés de coopération communaux.

Article 9 : Evaluation

Une évaluation des actions est conduite au fur et à mesure de l'avancée de la mise en œuvre de la Ctg, lors des revues du plan d'actions. Les indicateurs d'évaluation sont déclinés dans le plan, constituant l'Annexe 3 de la présente convention. Ils permettent de mesurer l'efficacité des actions mises en œuvre.

A l'issue de la présente convention, un bilan sera effectué intégrant une évaluation des effets de celle-ci. Cette évaluation devra permettre d'adapter les objectifs en fonction des évolutions constatées.

Les indicateurs travaillés dans le cadre de cette démarche d'évaluation pourront être intégrés en annexe.

Article 10 : Echanges de données

Les parties s'engagent réciproquement à se communiquer toutes les informations utiles dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Toutefois, en cas de projet d'échanges de données à caractère personnel, les demandes par l'une des parties feront obligatoirement l'objet d'une étude d'opportunité, de faisabilité et de conformité au RGPD par l'autre partie, en la qualité de responsable de traitement de cette dernière.

Si elles sont mises en œuvre, ces transmissions (ou mises à disposition) de données personnelles respecteront strictement le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que les décisions, avis ou préconisations de la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). La présente convention ne se substitue en rien à la nécessité, pour les responsables de traitement concernés, d'ajouter le traitement de données personnelles ainsi créé à la liste des traitements qu'il doit tenir au titre de l'article 30 du RGPD.

Les parties s'engagent à mentionner dans tout document interne ou externe, la source des données.

Article 11 : Communication

Les parties décident et réalisent, d'un commun accord, les actions de communication relatives à la présente convention.

Les supports communs font apparaître les logos de chacune des parties.

Dans le cadre des actions de communication respectives couvrant le champ de la présente convention, chaque partie s'engage à mentionner la coopération de l'autre partie et à valoriser ce partenariat.

Article 12 : Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter de 1^{er} janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2026 au maximum.

La présente convention ne peut être reconduite que par expresse reconduction.

Article 13 : Exécution formelle de la convention :

Toute modification fera l'objet d'un avenant par les parties.

Cet avenant devra notamment préciser toutes les modifications apportées à la convention d'origine ainsi qu'à ses annexes.

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

En cas de différences existantes entre l'un quelconque des titres des clauses et l'une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

Article 14 : La fin de la convention

- Résiliation de plein droit avec mise en demeure :

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par l'une ou l'autre des parties aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

- Résiliation de plein droit sans mise en demeure :

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir toutes formalités judiciaires, en cas de modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant.

- Résiliation par consentement mutuel :

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- Effets de la résiliation :

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des engagements des parties. La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

Article 15 : Les recours

- Recours contentieux :

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

Article 16 : Confidentialité

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Fait à Le 2022

En autant d'exemplaires originaux que de signataires.

La Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais Le Directeur	La communauté Urbaine d'Arras Le Président

Sont invités à co-signer la convention les 46 communes :

Commune d'Achicourt	Commune d'Acq
Commune d'Agny	Commune d'Anzin-Saint-Aubin

Commune d 'Arras	Commune d 'Athies
Commune de Bailleul-sire-Berthoult	Commune de Basseux
Commune de Beaumetz-les-Loges	Commune de Beaurains
Commune de Boiry-Becquerelle	Commune de Boiry-Sainte-Rictrude
Commune de Boiry-Saint-Martin	Commune de Boisieux-au-Mont
Commune de Boisieux-Saint-Marc	Commune de Boyelles
Commune de Dainville	Commune d'Ecurie
Commune d'Etrun	Commune de Fampoux
Commune de Farbus	Commune de Feuchy

Commune de Ficheux	Commune de Gavrelle
Commune de Guémappe	Commune de Héninel
Commune de Hénin-sur-Cojeul	Commune de Maroeuil
Commune de Mercatel	Commune de Monchy-le-Preux
Commune de Mont-Saint-Éloi	Commune de Neuville-Saint-Vaast
Commune de Neuville-Vitasse	Commune de Ransart
Commune de Rivière	Commune de Roclincourt
Commune de Roeux	Commune de Sainte-Catherine
Commune de Saint-Laurent-Blangy	Commune de Saint-Martin-sur-Cojeul

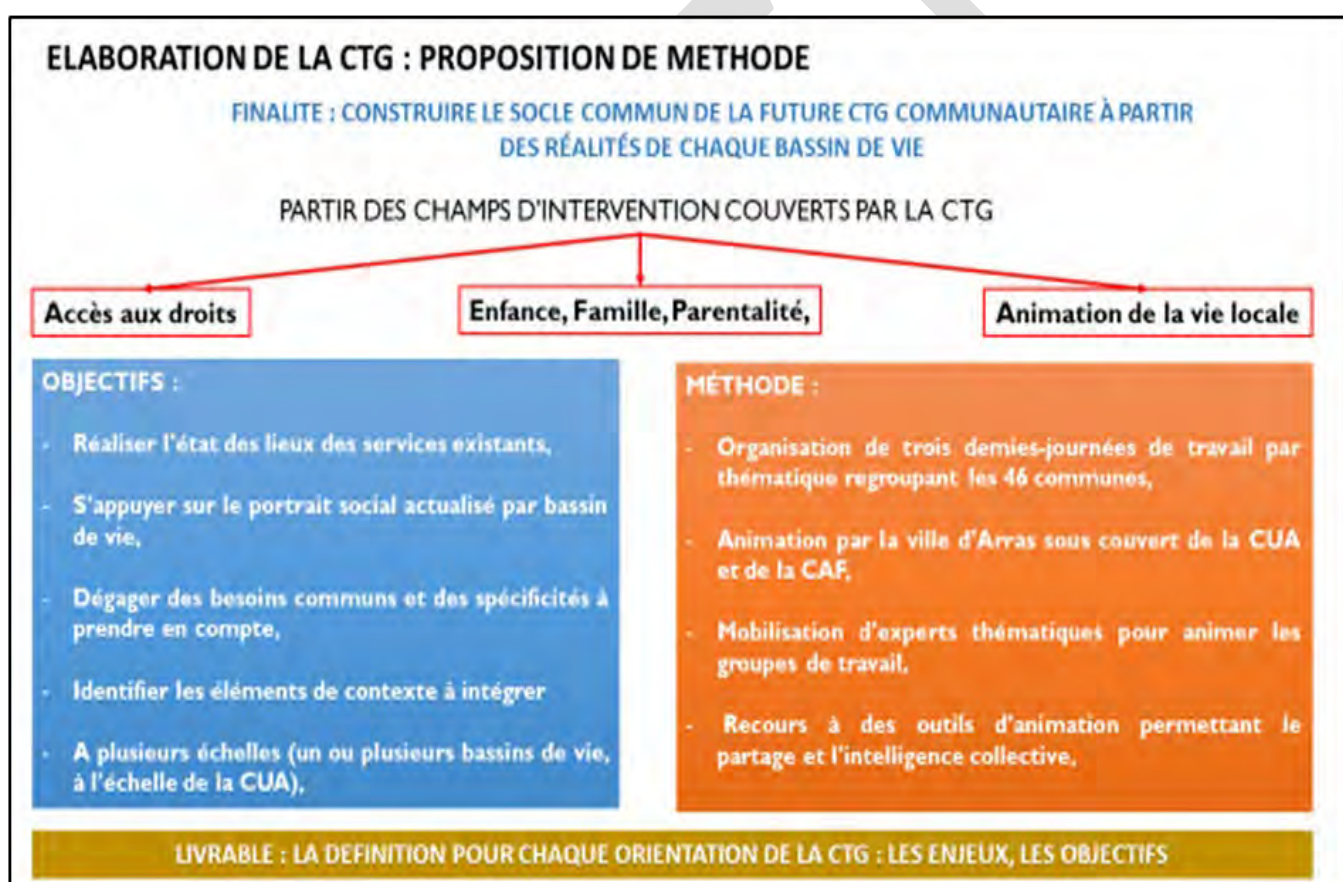
Commune de Saint-Nicolas-lez-Arras	Commune de Thélus
Commune de Tilloy-lès-Mofflaines	Commune de Wailly
Commune de Wancourt	Commune de Willerval

ANNEXE 1 – Diagnostic partagé

Dans le cadre de la démarche de préfiguration, le diagnostic partagé s'est construit sous forme de groupes de travail thématiques et territorialisés. Le périmètre des bassins de vie présenté dans l'article de préfiguration a permis de réunir les communes pour :

- réaliser l'état des lieux de l'offre de services existants sur le territoire et en particulier les coopérations déjà existantes ;
- de confronter cet état des lieux aux besoins et attentes des familles au travers de l'actualisation du portrait social communautaire actualisé (présenté ci-après) ;
- de dégager les enjeux, les objectifs qui structurent le plan d'action de la convention ;

Plusieurs groupes de travail animés par les services de la Cua, de la Caf et de la ville d'Arras ont réuni les communes de la Cua pour construire ce diagnostic.



L'ensemble du diagnostic est présenté ci-après sous forme de cartes

SYNTHESE GROUPE DE TRAVAIL : ACCES AUX DROITS

Des coopérations existantes : ententes intercommunales

Un brassage de la population

Des services concentrés sur l'urbain (Dainville)

D'autres services (CCAS) repose sur des élus et le bénévolat (travail dans la dentelle)

Des maisons de santé, des médecins présents

Publics à mieux accompagner : les jeunes et les personnes âgées

Beaucoup de services, très diversifiés

Attention au rayonnement des structures

Accès au numérique est intégré

Manque de présence humaine

Manque de médecins traitants

Accès aux soins est compromis

ENJEUX :

Faciliter l'accès à l'information/ Communication sur les services

Rendre lisible pour permettre le rayonnement

Structurer le numérique (sortir du système débrouille)

Former les professionnels

Identifier des référents par Institution

ENJEUX:

Construire l'offre sur le numérique

Mieux communiquer sur l'offre de service

Labéliser les espaces

La concentration de services sur Achicourt;

Un accompagnement des populations précaires (Epicierie sociale)

Accompagner les publics sur le numérique

La place du centre social sur cet axe

Le rayonnement du centre social a atteint son max (liste d'attente)

Manque de médecins traitants

Publics : les adolescents après 14 ans ne sont plus captifs

Les personnes handicapées

L'accueil des enfants handicapés sur le périscolaire

La mutualisation de compétences (la question du développement de CIAS)

Mieux informer avec des Réunions d'information Collective

Travailler en réseau

Besoin de formation

Désigner des partenaires privilégiés pour mieux accompagner

Offre de service importante concentrée sur la commune de Beaurains

Multiple acteurs présents (CCAS et centre social)

Rayonnement des structures

Les populations se déplacent et sont mobiles

ENJEUX:

Développer le volet numérique (rattraper le retard) c'est le pré requis de l'accès aux droits

Rendre accessible des services / mobilité des populations

Renforcer certains services / rayonnement des centres sociaux

Travailler la coordination et le pilotage (rôle, intervention et compétences)

ENJEUX:

Rendre accessible ceux qui existent aux communes adjacentes

Des services à renforcer et à développer au bénéfice des communes rurales

(accès aux soins et à la santé) avec une coordination et un pilotage

Développer la couverture numérique à revoir sur la ruralité

SYNTHESE GROUPE DE TRAVAIL : Accès aux droits

URBAIN

Le regroupement des services par pôle ;

Des coopérations communales à encourager (qualité de service et économie d'échelle);
Attention à la lisibilité des services pour les populations (qui fait quoi : emploi, social, numérique, enfance et famille);

Un accompagnement social du logement et de l'endettement bien réparti;

Un accompagnement dans les pratiques du numérique : des services importants et des bornes

Droits des femmes qui est présent

Le développement de structures pour faciliter l'accès aux soins (implantation de la maison de santé à Sainte Catherine);

Un besoin de soutien dans la durée : sur le soutien politique, sur la lisibilité pluriannuelle des financements et notamment sur l'accompagnement de l'ingénierie;

L'ouverture des centres sociaux du territoire / rayonnement auprès des populations, pas de limitation d'accès aux habitants;

ENJEUX :

Innover sur les question de la famille, de répit, du handicap, des aidants;

Aller plus loin dans les logiques de coopération pour arrêter la superposition des services

Mieux les publics:

Imaginer d'autres modalités de communication (l'info dynamique : panneau numérique (plus mettre date et l'heure)

Des référents de parcours (référents uniques);

SYNTHESE GROUPE DE TRAVAIL : ACCÈS AUX DROITS

PERSPECTIVES : PERMETTRE A CHAQUE HABITANT D'ACCEDER A SES DROITS ET DE BENEFICIER DES SERVICES OFFERTS SUR LE TERRITOIRE DE LA CUA

- ❑ COUVRIR LE TERRITOIRE PAR UN ACCUEIL DE PROXIMITE
- ❑ DÉVELOPPER LA MÉDIATION ET LE « ALLER VERS » POUR LUTTER CONTRE LE NON RECOURS
- ❑ FACILITER LES COOPÉRATIONS ENTRE ACTEURS LOCAUX POUR ASSURER LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES OFFERTS ET LA LISIBILITÉ DES ACTEURS PRÉSENTS SUR LE TERRITOIRE ,

FORCES

- L'engagement des acteurs (élus, partenaires),
- La dynamique partenariale;
- Les ententes intercommunales;
- La transition numérique en cours (feuille de route du numérique CUA),

FREINS

- Les moyens alloués pour développer la médiation ;
- La multiplicité des acteurs et des dispositifs (superposition et lisibilité) ;
- La mobilité des populations ;
- La couverture digitale ;
- Le manque de formation du professionnel et l'accompagnement au changement (réorganisations récurrentes) ;

FORCES ET FREINS

- La coordination et le pilotage (pas reconnu par les institutions) ;
- La coordination peut être également chronophage;
- Le maintien des spécificités territoriales / préserver l'identité des communes;



SYNTHESE GROUPE DE TRAVAIL : ENFANCE/FAMILLE/PARENTALITÉ

Une offre diversifiée (multitudes associations culturelles et sportives)
Des Amicales laïques et des APE (recensement du besoin des familles);
Des équipements (bibliothèques, médiathèques et Ludothèque qui proposent de nombreuses activités en famille et thématiques);
Aide à la formation BAFA
Séjour vacances 3 micro crèches RAM 1 association d'Ass Mat
Atelier loisirs du mercredi et des Tap
Ado CMJ CLSH et séjours vacances /Sac à dos du département / Classes de neige

Une offre de service diversifiée : Ram, MAM, garderies, CLSH interco, médiathèques, séjours ado aide aux devoirs, actions REEAP, PMI...
Enfants et couples en augmentation /
Nombre allocataire PAJE important

ENJEUX:
Renforcer ce qui est lié à la jeunesse (Pass jeunes ...);
Développer les terrains de proximité et sport
lutter contre les écrans, isolement ;
Développer le service civique (action inter-gé)
Renforcer les soirées thématiques et les actions « parentalité » ;
Maintenir l'offre de garde, les modes de garde et
Développer un accueil le mercredi et sur les vacances scolaires;

ENJEUX:
Définir le territoire pertinent d'intervention des RAM;
Être vigilant sur l'installation des micro crèches;
Capter la jeunesse grâce à des animateurs de qualité et des propositions innovantes en termes de lieu d'accueil de la jeunesse et d'actions (CMJ, camp à l'étranger);
Renforcer les actions autour de la parentalité (LAP, CLAS café des parents);
Travailler les projets avec les enseignants;
Mutualiser dans le cadre des ACM les sorties (remplir les bus);
Favoriser l'inclusion des enfants porteurs de handicap;
Créer un réseau (adapter l'offre de garde en périscolaire);

Une offre de service équilibrée pour la petite enfance
Le découpage Bassin de vie ne correspond pas à l'organisation territoriale
Pas seulement concentrée sur l'urbain avec des disparités
Offre famille sur Achicourt
ACM bonne couverture sauf Basseux .
Cantine et garderie pas toujours sur le contrat caf (pas déclaré)
La jeunesse difficilement captive, les centres de vacances
Plan mercredi sur Wailly ne marche pas (on stoppe)
CLSH se poursuivent sur la même veine

ENJEUX
Réfléchir à l'approche autour de la parentalité;
Avoir une attention particulière sur les accueils en occasionnel;
Être attentif sur les micro crèche (structures PSU et micro);
Besoins de passerelles entre le projet école, ville et associatif;

Un panel large et une offre de service importante
Des lacunes sur le public des adolescents;
Plus d'offre de service « jeunesse »
Lieu d'écoute et de partage pour les jeunes
Les accueils extrascolaires en horaires d'atypiques

ENJEUX
Mettre en place des passerelles pour favoriser l'intégration;
Mutualiser en interco les sorties, les séjours familles;
Développer une offre de service en horaires atypiques;
Mieux former de techniciens sur les petites communes

BASSIN COJEUL
Disparité dans le nombre d'habitants dans le bassin de vie avec la ville de Beaurains et plus peuplée et des communes plus rurales autour.
Deux modalités d'organisation des services dans le bassin de vie
Beaurains qui possède une offre développée portée par le centre social (petite enfance, jeunesse, ACM, ludothèque)
Des communes plus rurales qui ont fait preuve d'innovation et de stratégie pour mutualiser moyens et trouver des solutions pour offrir service de qualité (Mercatel et Boiry Saint Martin)
Nécessité de garder et développer les solidarités communales même si au-delà des bassins de vie, voire au-delà CUA

ENJEUX:
Nécessité de proposer une offre complète pour garder les enfants et les familles pour éviter les stratégies d'évitement notamment pour la fréquentation de l'école
Proposition d'avoir une ville qui porte la stratégie et l'ingénierie de l'offre en proposant aux communes d'y adhérer

SYNTHESE GROUPE DE TRAVAIL : ENFANCE/FAMILLE/PARENTALITÉ

URBAIN

ON CONTINUE

On maintient toute l'offre de service

Déployer les ACM pour éviter les disparités de territoire

Les mercredis : s'inspirer de l'expérience de Beaurains / périscolaires

Innovation : inclusion globale, par rapport aux publics

Faire ensemble, construire l'offre de service via les complémentarités

Citoyenneté et jeunesse

Exemple de préparation de la jeunesse sur les échéances électorales

Anzin tente d'innover sur la jeunesse (retour d'expérience à prévoir)

Peu de colonies : comment attirer les jeunes, quels services, quelles activités ?

Publics ados : invisibles à cause des écrans ???

Pass jeune dynamique pour capter la jeunesse, le aller vers ...

Des problématiques existent dans les parcours de vie (de l'enfant jusqu'à l'ado)

besoin de passerelles inter-institutions

Le recrutement et la formation des animateurs est essentiels

On a de moins en moins d'animateurs

ON STOPPE

Les doublons au niveau des services, des organismes et des missions d'association

ENJEUX:

La prise en compte des besoins des attentes et des besoins de certains publics comme la

jeunesse et/ou enfants porteurs de handicap dans une perspective d'inclusion

Le maintien et/ou le renforcement de l'offre existante dans une logique de continuité de parcours du jeune enfant à l'adulte

Le pilotage et la coordination des dispositifs, acteurs dans une logique de cohérence et d'efficience

La formation des animateurs pour l'inclusion globale au sens large

La coordination entre les services, les structures pour faciliter l'accompagnement des usagers

Toucher les jeunes invisibles



SYNTHESE GROUPE DE TRAVAIL : ENFANCE/FAMILLE/PARENTALITÉ

PERSPECTIVES :

PROPOSER UNE OFFRE COORDONNÉE DE LA PETITE ENFANCE A LA JEUNESSE QUI S'INSCRIVE DANS UN PARCOURS ET QUI FACILITE LES TRANSITIONS

☐ VISER UNE OFFRE ENFANCE COORDONNÉE ET INCLUSIVE

☐ ADAPTER ET INNOVER DANS L'OFFRE DE LOISIRS A DESTINATION DES JEUNES

☐ ÉPAULER ET SOUTENIR LES PARENTS DANS L'ÉDUCATION DE LEURS ENFANTS

FORCES

- Un territoire dynamique et attractif (jeunes couples s'installent) ;
- La dynamique partenariale ;
- Des services de proximité dans les communes urbaines et rurales avec des agents permanents ;
- Des lieux pour la jeunesse avec des entrées et des sorties souples (AGORA jeune Achicourt) ;
- Des formations type BAFA permettant la montée en compétences des jeunes du territoire ;
- Fort intérêt des communes pour la thématique jeunesse ;
- La CTG serait une opportunité de réfléchir sur l'accessibilité de l'offre et permettrait d'expérimenter des projets ;



FREINS

☐ EN TERMES DE PUBLIC :

- La précarité des familles : plus d'aides après 6 ans, les moyens de garde ne sont plus dans un cadre sécurisé (voisins, amis ...) dans certains territoire ;
- Mobiliser les familles, les maintenir dans le bassin de vie en répondant à leurs attentes ;
- L'isolement des jeunes, mobilisation des jeunes (ouvrir des locaux adaptés à la jeunesse) ;
- La mobilité des publics ;

☐ EN TERMES DE SERVICES :

- L'implantation de crèches privées induit un manque de mixité sociale dans les structures petites enfance ;
- La concurrence des structures et de l'offre ;
- L'attractivité du territoire centrée sur l'emploi ne doit pas empêcher la réflexion sur l'offre de services ;

☐ EN TERMES DE FINANCEMENT :

- Les moyens financiers supplémentaires pour mettre en place des intervenants notamment soutien à la parentalité ;
- La répartition des dépenses et des charges dans la mutualisation ;
- Le (re)fléchage des financements en lien avec le changement du poste de coopération ;
- La fragilisation des pôles jeunesse de certaines communes ;
- Des équilibres précaires dans les petites communes

☐ EN TERMES DE PORTAGE POLITIQUE ET INSTITUTIONNEL :

- Les partenaires institutionnels peuvent être des freins ;
- La nécessité d'un portage politique ;

SYNTHESE GROUPE DE TRAVAIL : ANIMATION VIE LOCALE

Un tissu associatif riche et varié dans tous les secteurs sport culture asso

Un secteur sportif avec beaucoup de licenciés;
Un attrait touristique pour certaines communes;
Des initiatives originales: Café solidaire EVS Mont St Eloi, Café citoyens dans les quartiers à Dainville;
Des jardins familiaux, de nouveaux équipements: city stade, médiathèque (sport/santé/culturel);
Il existe des forums associatifs moyens logistiques communs;
Des coopérations intercommunales existent;
Internet comme vecteur de communication;

ENJEUX:

Un essoufflement du bénévolat et un des difficultés à recruter des services civiques
L'implantation équipement skate Park dans des zones BDF;
La crainte des communes de se sentir brider ou limiter par la future CTG
La CUA pourrait aider au développement de la vie associatif et au montage de projet pour les associations

Richesse locale avec le Centre social culturel et tissu associatif présent
Beaucoup d'instances de concertation citoyenne sur Achicourt (Conseil des sages, commissions thématiques, Maison de projet...)
Pas de limitation d'actions du centre social,
Il rayonne auprès de toute la population
Le Collège est ouvert sur la ville et le bassin
Soutien municipal au travers le comité des fêtes
Coopération entre les villes de Beaurains et Achicourt pour la médiathèque

ENJEUX:

Maintien l'existant/adaptation et l'offre et recherche des bénévoles
On favorise l'engagement / la captation des publics
On innove sur les collaborations / On coopère sur les moyens
On rééquilibre l'ingénierie
On élargie l'échelle du bassin de vie pour le rayonnement des équipements

Un offre surtout autour 3 pôles (éducation / vie commerçante / vie associative);
Les Mairies s'impliquent sur la vie locale (spectacle, jumelage, clubs d'ainés...);
Les coopérations qui vont bien au delà du bassin de vie (SIVU, RPI);
La vie commerçante amène du dynamisme en cœur de village
Soutien au bénévolat, aux élus, aux habitants: faire vivre mieux le territoire car cela repose parfois sur 2/3 personnes

ENJEUX

La jeunesse 14/17ans non captive
Innovation sur la communication
Mieux faire connaître
Renforcer la mutualisation, aller plus loin

BASSIN NORD

Beaucoup de choses autour de la culture / Sport / Vie associative;
Les Associations caritatives sont présentes;
Une offre diversifiée tout public: adultes/enfants / aînés
Une Amicale laïque, des équipements qui animent la vie locale (médiathèque- ludothèque)
Des projets participatifs (Tilloy)
Initiatives habitants « les amis de Chanteclair »
Comment fédérer et réactiver le bénévolat ?
Comment mobiliser les habitants ?
Comment mettre en lumière des initiatives habitants ?

BASSIN SCARPE

BASSIN CO

ENJEUX:

Développer des infrastructures: parcours sportif, des béguinages
Renforcer les marchés avec les commerçants
Faire émerger des Tiers lieux: lieu commun de rencontres associatives, de clubs... Faire des événements communs

Comité des fêtes qui mènent les actions historiques (14 juillet et repas des aînés);
Un tissu associatif présent (chasse et couture);
Ville de Beaurains: pôle animation et vie locale / Centre social « plaque tournante » des actions menées dans le domaine
Les conseil citoyens / Comment recenser les besoins des habitants;
La communication est importante, le passage d'information;

SYNTHESE GROUPE DE TRAVAIL : ANIMATION VIE LOCALE

URBAIN

Une offre très diversifiée et associative importante qui contribue à la vie locale;
Un maillage territorial développé (centre sociaux et Espace de vie social);
Présence d'une solidarité de proximité;
Beaucoup d'actions ou dispositifs (lien entre les habitants et lien intergénérationnel)
Beaucoup de savoir faire sur la co-construction avec les habitants;
L'heure citoyenne par exemple (aide aux devoirs ou autres démarches)

La communication est importante (centre sociaux avec la connotation « social »);
Choisir les bons support de communication en fonction des publics à toucher;
Maison sport santé: un travail sur la communication pour toucher de nouveaux publics ou de nouveaux bénévoles;

Des tentatives pour toucher les associations mais pas toujours fructueuses;
Impliquer les habitants dans la vie associative;
Mobiliser des nouveaux habitants;
Faciliter les rencontres entre les habitants;
Développer des instances de participation comme les conseils de citoyens;

ENJEUX:

Le maintien des espaces qui favorisent la co-construction: Jardins partagés, les équipements;
Le maintien du soutien financier, humain et technique aux associations;
La reconnaissance du statut de bénévole;
L'accueil de la jeunesse dans des structures novatrices (le sport en famille...);
L'émergence de Tiers lieux pour permettre aussi une pérennisation des moyens techniques / humains
Le soutien aux initiatives (financements)



SYNTHESE GROUPE DE TRAVAIL : ANIMATION VIE LOCALE

PERSPECTIVES :

INCITER LES HABITANTS A S'IMPLIQUER DANS LA VIE DU TERRITOIRE POUR SOUTENIR LA COHESION SOCIALE ET LE VIVRE-ENSEMBLE

- ❑ ENCOURAGER ET ACCOMPAGNER LA VIE ASSOCIATIVE ET LES INITIATIVES LOCALES ;
- ❑ RENFORCER LE LIEN SOCIAL, LA CITOYENNETE ET LE POUVOIR D'AGIR DES HABITANTS

FREINS

❑ EN TERMES DE SERVICES :

- La capacité d'accueil des équipements et les charges financières liées au développement ;
- Le coût supplémentaire pour les familles ;
- La présence de professionnels dans les structures est disparate ;
- La coordination peut devenir chronophage ;

❑ EN TERMES DE PUBLIC :

- La mobilité et les déplacements des habitants ;
- La difficulté de mobilisation des habitants et la difficulté à identifier les besoins ;

❑ EN TERMES DE FINANCEMENT :

- Le manque de moyens humains malgré un besoin de soutien technique (lourdeur administrative) ;

EN TERMES DE PORTAGE POLITIQUE ET INSTITUTIONNEL :

- La peur de perdre les spécificités communales ;
- La posture des acteurs ou décideurs induisent des inquiétudes sur les postes de coordination ;
- La peur de perdre des compétences ;
- Le manque de visibilité sur l'après et le manque de visibilité de l'avenir ;
- L'échelle des bassins de vie n'est pas toujours l'échelle pertinente de coopération et de mouvement des habitants ;



FORCES

- Un tissu associatif présent et dense ;
- Des coopérations existantes (CLSH, RAM, etc...) ;
- La coopération des centres sociaux et la coopération de proximité ;
- La volonté des élus et les dynamiques intercommunales
- Les talents des personnes, l'agilité du territoire ;
- L'envie de faire ensemble « Seul c'est bien à deux c'est mieux »
- L'implication des municipalités par différentes formes de soutien aux associations ;

ENJEUX EMERGENTS SUITE AUX GROUPES DE TRAVAIL

ENJEUX

1/LE MAINTIEN, L'ADAPTATION VOIRE LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES POUR S'ADRESSER À TOUS LES PUBLICS DANS UNE LOGIQUE D'INCLUSION, D'ÉGALITÉ ET D'ÉQUITÉ TERRITORIALE D'ACCÈS (PUBLIC EN SITUATION DE HANDICAP, JEUNESSE ET SENIORS ET AIDANT EN PARTICULIER)

2/L'ANIMATION ET LE DÉVELOPPEMENT DES LOGIQUES DE COOPÉRATION/DE MUTUALISATION À PLUSIEURS ÉCHELLES QUI INTÈGRENT LES SPÉCIFICITÉS DES TERRITOIRES, LES COOPÉRATIONS EXISTANTES (COMMUNALES, INTERCOMMUNALES, COMMUNAUTAIRE VOIRE EXTRACOMMUNAUTAIRE) ET LES HABITUDES DE VIE

3/L'ÉVOLUTION DES DISPOSITIFS, MOYENS DE FINANCEMENT ET D'INGÉNIERIE LIÉS À LA CTG QUI DOIVENT TENDRE À UNE PÉRÉQUATION FINANCIÈRE SOUTENABLE ET PARTAGÉE PAR LES COMMUNES, LA CUA ET LA CAF

OBJECTIFS :

1. Construire des outils (cartographiques, atlas) qui visent à répertorier et mieux connaître les services existants, leurs zones d'interventions pour identifier les besoins non couverts,
2. Bâtir une stratégie pluriannuelle de (re)déploiement des services qui tienne compte du diagnostic (priorité en termes du public et des territoires) et de la volonté des communes,

1. Créer des espaces et des temps d'échange entre communes, CAF et partenaires qui visent à partager les projets et les actions déployées afin de renforcer la culture de la coopération et du partenariat,
2. Développer l'accompagnement des communes dans leurs projets d'implantation d'équipements et de services dans une logique de coopération et de mutualisation,

1. Décliner un cadre contractuel et financier pluriannuel qui vise à simplifier, pérenniser et harmoniser l'accès aux financements;
2. Mettre en place une équipe dédiée à l'animation et du déploiement de la CTG dans les territoires de la CUA,

4/ INSCRIRE LA CTG ET SON PLAN D'ACTION DANS LE PROJET DE TERRITOIRE DE LA CUA, DANS LES DOCUMENTS STRATÉGIQUES ET DE PLANIFICATION (PLUI, PAECT, ETC.,) ET CEUX DES COMMUNES ,

Commune d'ACHICOURT

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	Multi-accueil Rigolo comme la Vie- 1Place Flers de l'Orne 62 217 Achicourt
RPE	RPE Intercommunal KaRAMel 32 rue Pascal 62 217 Achicourt
ALSH Périscolaire	Groupe Scolaire Léopold S. SENGHOR-DARRAS Rue de Dakkar 62 217 Achicourt
ALSH Extrascolaire	Ecole Jean Macé Place Flers de l'Orne 62 217 Achicourt Groupe Scolaire Léopold S. SENGHOR-DARRAS Rue de Dakkar 62 217 Achicourt
ALSH Adolescents	Centre social- Animathèque Rue d'Agny 62 217 Achicourt Centre social- Salle Adam de la Halle Rue de Roubaix 62 217 Achicourt Centre social- Salle Léo Lagrange Rue d'Agny 62 217 Achicourt
SEJOURS ENFANTS	Séjours du centre social- rue de Roubaix 62 217 Achicourt
COORDINATION	Coordonnateur Enfance-Jeunesse 62 217 Achicourt
LUDOTHEQUE	Ludothèque municipale – rue de Roubaix 62 217 Achicourt

Commune d'ACQ

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH	Ecole municipale 4 rue de la liberté 62 144 Acq
SEJOURS ENFANTS	Séjours mairie 4 rue de la liberté 62 144 Acq
COORDINATION	Coordonnateur Jeunesse 62 144 Acq

Commune d'AGNY

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH Extrascolaire	Ecole Agny rue du 135 Régiment d'infanterie 62 217 Agny, géré par les Francas

Commune d'ANZIN ST AUBIN

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH Extrascolaire	Ecole maternelle Delattre et primaire Aubrac et rue des écoles 62 223 Anzin saint Aubin
ALSH Périscolaire	Ecole maternelle Delattre et primaire Aubrac et rue des écoles 62 223 Anzin saint Aubin SIVOM Brunehaut rue de la Malterie 62 223 Anzin saint Aubin Ecole maternelle Delattre et primaire Aubrac et rue des écoles 62 223 Anzin saint Aubin
FORMATION BAFA/BAFD	Service jeunesse 62 223 Anzin Saint Aubin

Commune d'ARRAS

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	Crèche familiale " Les Petits Loupiots" 39 avenue de l'hippodrome 62 000 Arras Crèche Maurice Leroy 5 rue des bleuets 62 000 Arras Multi-accueil Blum Avenue de l'hippodrome 62 000 Arras Multi-accueil Val de Scarpe 7 rue Jean Bodel 62 000 Arras Multi-accueil Torchy 29 rue du Docteur Baude 62 000 Arras Multi-accueil Verlaine 9 rue Jean Racine 62 000 Arras
LAEP	LAEP le petit Square 1 Square Cézanne 62 000 Arras
RPE	RAM'inot 7 rue Jean Bodel 62 000 Arras
ALSH Adolescents	Base de Loisirs Des Grandes Prairies 1 rue du 8 Mai 1945 62000 ARRAS Casa Jean Jaurès 5 avenue Jean Jaurès 62000 ARRAS Casa St Exupéry 2 Rue Antoine de St Exupéry 62000 ARRAS Centre Sportif Tetelin 2 Boulevard du Général de Gaulle 62 000 ARRAS Salle Léo Lagrange Place Guy Mollet 62000 ARRAS Van d'Or Résidence St Michel Place Bernard Chochoy 62000 ARRAS

ALSH Extrascolaire Gestionnaire Les Scouts de France	Albertine Duhamel 73 RUE GEORGES AUPHELLE 62000 ARRAS Benoît LABRE 63 RUE GEORGES AUPHELLE 62000 ARRAS
ALSH Extrascolaire	Multisites Herriot/Viart/Jaurès 12 rue du Berry 62000 ARRAS Anatole France- Val de Scarpe 23 rue de justice 62000 ARRAS Base de Loisirs Des Grandes Prairies rue du 8 mai 1945 62000 ARRAS Centre Les Hochettes – Centre Social 59 rue Georges Auphelle 62000 ARRAS École Oscar Cleret rue du Jeu de Paume 62000 ARRAS École Voltaire 4 rue voltaire 62000 ARRAS La Fontaine-Pasteur-Derome rue de la Fontaine 62000 ARRAS Voltaire-Peguy4 rue Voltaire 62000 ARRAS
ALSH Périscolaire	Jean Jaurès 5 avenue Jean Jaurès 62000 ARRAS St Exupéry rue Antoine de Saint Exupéry 62000 ARRAS Van d'Or place Bernard Chochoy 62000 ARRAS Base de Loisirs des Grandes Prairies rue du 8 mai 1945 62000 ARRAS Multisites Torchy Centre Social 29 rue du docteur Baude 62000 ARRAS La Fontaine-Pasteur-Derome rue de la Fontaine 62000 ARRAS École Oscar Cleret rue du Jeu de Paume 62000 ARRAS Multisites Paul Bert-Séverine 4 Place Quincaille 62000 ARRAS Multisites Raoul François-Baudel 11 rue Raoul François 62000 ARRAS Multisites Voltaire-Peguy 4 rue Voltaire 62000 ARRAS Anatole France-Val de Scarpe 23 rue de la Justice 62000 ARRAS Curie-Kergomard rue du commandant Dumetz 62000 ARRAS Hippodrome 7 rue Lavoisier 62000 ARRAS Molière-Lacorre-Rouquie 3 rue Molière 62000 ARRAS
LUDOTHEQUE	Ludothèque Municipale Ronville 29 rue du Dr Baude 62 000 Arras
COORDINATION	Coordonnateur Enfance-jeunesse 62 000 Arras

Commune d'ATHIES

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH Gestionnaire les Francas	Ecole Publique Rue Maréchal Foch 62 223 Athies

Commune de BAILLEUL SIR BERTHOULT

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
RPE	RPE Les petites frimousses 1 rue du four 62 580 Bailleul sir0 Berthoult
ALSH Extrascolaire	Ecole centre au grand air rue du Capitaine Lecocq 62 580 Bailleul Sir Berthoult
ALSH Périscolaire	Salle polyvalente rue du Four 62 580 Bailleul Sir Berthoult
SEJOURS ENFANTS	Séjours - Mairie rue du four 62 580 Bailleul sir Berthoult
COORDINATION	Coordonnateur Jeunesse 62 580 Bailleul sir Berthoult

Commune de BEAUMETZ LES LOGES

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH Extrascolaire	Ecole 3 rue des écoles 62 123 Beaumetz les Loges

Commune de BEAURAINS

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
RPE	RPE Trampoline 2 rue des Alpes 62 217 Beaurains
ALSH Extrascolaire	Centre Social Chico Mendes Avenue des Alpes 62 217 Beaurains Groupe Scolaire J.Haniquaut Place Varlet 62217 Beaurains
ALSH Périscolaire	Salle G.Brassens Place de la Fontaine 62 217 Beaurains Groupe Scolaire J.Haniquaut Place Varlet 62 217 Beaurains Ecole Jean Moulin Place de la Fontaine 62 217 Beaurains Centre Social Chico Mendes Avenue des Alpes 62 217 Beaurains Ecole Jules Verne Rue Pierre Curie 62 217 Beaurains

LUDOTHEQUE	Centre Chico Mendés Ludothèque 2 avenue des Alpes 62 217 Beaurains
SEJOURS ENFANTS	Séjours centre social 2 avenue des Alpes 62 217 Beaurains
COORDINATION	Coordonnateur Enfance-jeunesse 62 217 Beaurains

Commune de BOIRY SAINT MARTIN

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH Extrascolaire Gestionnaire mairie de Wailly	Ecole de Boiry saint Martin 62 175 Boiry Saint Martin

Commune de BOIRY SAINTE RICTRUDE

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH Extrascolaire Gestionnaire mairie de Wailly	Salle des fêtes 62 175 Boiry Sainte Rictude

Commune de DAINVILLE

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
RPE	RPE intercommunal RAMDAM place de la mairie 62 000 Dainville
ALSH Adolescents	Ecole Montesquieu Rue Montesquieu 62 000 Dainville Ecole Daudet Avenue du Maréchal Leclerc 62 000 Dainville Pôle Jeunesse Impasse David 62 000 Dainville
ALSH Extrascolaire	Groupe Brisse-Montesquieu Avenue des Bergeronnettes 62 000 Dainville Groupe Perrault-Daudet Avenue du Maréchal Leclerc 62 000 Dainville
ALSH Périscolaire	Ecole Daudet Avenue du Maréchal Leclerc 62 000 Dainville Ecole Perrault Avenue du Maréchal Leclerc 62 000 Dainville Ecole Brisse Avenue des Bergeronnettes 62 000 Dainville Ecole Montesquieu Rue Montesquieu 62 000 Dainville

SEJOURS ENFANTS	Séjours Mairie place de la mairie 62 000 Danville Séjours Association des Restos du Cœur rue James 62 000 Dainville
COORDINATION	Coordonnateur Enfance-jeunesse 62 000 Danville
LUDOTHEQUE	Pôle Enfance Impasse David 62 000 Dainville
FORMATION BAFA/BAFD	Mairie place de la mairie 62 000 Danville

Commune de FAMPOUX

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH Extrascolaire Gestionnaire Les Francas	Groupe Scolaire Paul Verlaine rue des Ecoles 62 118 Fampoux
Périscolaire	Groupe Scolaire Paul Verlaine rue des Ecoles 62 118 Fampoux
SEJOURS ENFANTS	Séjours Mairie 62 118 Fampoux

Commune de FEUCHY

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH Extrascolaire	Ecole Primaire et Maternelle Joel Couvreur Place de la Mairie 62 223 Feuchy
ALSH Périscolaire	Ecole Primaire et Maternelle Joel Couvreur Place de la Mairie 62 223 Feuchy Salle polyvalente Damel rue de la Chapelle 62 223 Feuchy
COORDINATION	Coordonnateur Enfance-jeunesse 62 223 Feuchy

Commune de FICHEUX

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH Extrascolaire gestionnaire Mairie de Wailly	Ecole de Ficheux 14 rue Hector Bonnel 62 173 Ficheux

Commune de GAVRELLE

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH Extrascolaire	Centre de Loisirs de l'A.E.P. 9 route nationale 62 580 Gavrelle
ALSH Périscolaire	Centre de Loisirs de l'A.E.P. 9 route nationale 62 580 Gavrelle

Commune de MAROEUIL

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH Périscolaire	Ecole maternelle F.Dolto Rue du Général Leclerc 62 161 Maroeuil Ecole élémentaire Marguerite Yourcenar Rue du Stade 62 161 Maroeuil La maison du bois de Maroeuil chemin des douze RD 341 62161 Maroeuil
ALSH Extrascolaire Gestionnaire Les Francas	Ecole maternelle F.Dolto Rue du Général Leclerc 62 161 Maroeuil
ALSH Extrascolaire	Ecole élémentaire Marguerite Yourcenar Rue du Stade 62 161 Maroeuil La maison du bois de Maroeuil chemin des douze RD 341 62161 Maroeuil
SEJOURS ENFANTS	Séjours mairie 62 161 Maroeuil
COORDINATION	Coordonnateur Enfance-jeunesse 62 161 Maroeuil

Commune de MERCATEL

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH Extrascolaire	Ecole Mercatel 26 rue de la mairie 62 217 Mercatel
COORDINATION	Coordonnateur Enfance-jeunesse 62 217 Mercatel

Commune de MONCHY-LE-PREUX

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH	Salle Polyvalente Place de la Mairie 62 118 Monchy Le Preux

Commune de MONT-SAINT-ELOI

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH	Mairie 20 rue de la gare 62 114 Mont St Eloi

Commune de NEUVILLE SAINT VAAST

TYPE DE STRUCTURE	
ALSH Adolescents	Maison des Adolescents 1 rue du Canada 62580 Neuville-St-Vaast
ALSH Extrascolaire	Ecole Marie Curie rue du Canada 62580 Neuville st Vaast
ALSH Périscolaire	Ecole Marie Curie rue du Canada 62580 Neuville st Vaast
SEJOURS ENFANTS	Séjours mairie 62 580 Neuville st Vaast
COORDINATION	Coordonnateur Enfance-jeunesse 62 580 Neuville st Vaast

Commune de RANSART

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH Extrascolaire	Ecole de Ransart- Salle des Fêtes 18 rue Neuve 62 173 Ransart géré par la commune de Wailly

Commune de RIVIERE

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH Extrascolaire Gestionnaire commune de Wailly	Multi sites 9 rue des Pas 62 217 Rivière

Commune de ROCLINCOURT

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH Extrascolaire	Ecole Jacques-Yves Cousteau rue de Thélus 62 223 Roclincourt
SEJOURS ENFANTS	Séjours mairie 62 Roclincourt

Commune de ROEUX

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH Extrascolaire	Espace Gavroche Rue de la Mairie 62118 Roeux
ALSH Périscolaire	Espace Gavroche Rue de la Mairie 62118 Roeux
SEJOURS ENFANTS	Séjours mairie 62 118 Roeux
COORDINATION	Coordonnateur Enfance-jeunesse 62 118 Roeux

Commune de SAINT-LAURENT BLANGY

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
RPE	RPE les capucines 21 rue Amboise 62 223 Saint Laurent Blangy
EAJE	Multi-accueil les capucines 21 rue Amboise 62 223 Saint Laurent Blangy Multi-accueil La planète aux enfants Actiparc avenue Jules César 62 223 Saint Laurent Blangy- gestionnaire Micro Baby
ALSH Adolescents	Mairie 62 223 Saint Laurent Blangy
ALSH Extrascolaire	Groupe scolaire Langevin rue de la Sambre 62 223 St Laurent Blangy 22 rue du Général de Gaulle 62 223 St Laurent Blangy
ALSH Périscolaire	École maternelle du Petit Pont de Bois rue Laurent Gers 62 2230 St Laurent Blangy Multisites Groupe scolaire Langevin rue de la Sambre 62 2230 St Laurent Blangy
SEJOURS	Séjours mairie 62 223 Saint Laurent Blangy
COORDINATION	Coordonnateur Enfance-jeunesse 62 223 St Laurent Blangy

Commune de SAINT-NICOLAS-LEZ-ARRAS :

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	Multi-accueil les petits bouts 395 rue Henri Grenier 62 223 St Nicolas lez Arras
ALSH Extrascolaire	Centre Corot 40 rue Aristide Briand 62 223 St Nicolas Lez Arras
ALSH Périscolaire	Centre Corot 40 rue Aristide Briand 62 223 St Nicolas Lez Arras Ecole Grenier 1 rue du Zodiaque 62 223 St Nicolas Lez Arras Ecole Maurice Carême 30 bis rue Aristide Briand 62 223 St Nicolas lez Arras
LUDOTHEQUE	Ludothèque Chanteclair 33 place Chanteclair 62 223 St Nicolas Lez Arras
COORDINATION	Coordonnateur Enfance-jeunesse 62 223 St Nicolas les Arras

Commune de SAINTE-CATHERINE

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH Extrascolaire	Ecole Haignere et Carette rue de la Malterie 62 223 Ste Catherine Rue de la Malterie 62 223 Ste Catherine- gestionnaire SIVOM
ALSH Périscolaire	Salle Pelletier Ste Catherine Mairie rue de la Malterie 62 223 Ste Catherine
COORDINATION	Coordonnateur Enfance-jeunesse 62 223 Ste Catherine

Commune de THELUS

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH Extrascolaire	Ecole et Salle polyvalente Chemin des Haies 62 580 Thélus
SEJOURS	Séjours mairie 62 580 Thélus

Commune de TILLOY-LES-MOFFLAINES

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH Extrascolaire	Ecole Prevert Talbot 17 rue des Seringats 62 217 Tilloy Les Mofflaines

Commune de WAILLY

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH Extrascolaire	Alsh du Val du Sud 9 rue de Pas 62 217 Wailly

Commune de WILLERVAL

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ALSH Extrascolaire	Salle Polyvalente - Ecole de Willerval Place de la Mairie 62 580 Willerval

AXES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	ACTIONS
ACCES AUX DROITS	COUVRIR LE TERRITOIRE POUR UN ACCUEIL DE PROXIMITE	La création d’une cartographie interactive des équipements et leurs rayonnements
		S’appuyer sur le réseau des Maisons France Services (création d’un fonds de concours exceptionnel) et compléter le maillage par des permanences (contribution CUA)
		Développer un intranet commun aux élus, agents des communes et de la CUA regroupant une FAQ (qui favorise l’entraide et l’obtention de réponses) et un répertoire de ce qui existe par thématique avec mise à disposition des documents
	DEVELOPPER LA MEDIATION ET LE “ALLER VERS” POUR LUTTER CONTRE LE NON-RECOURS	Mettre en place un guichet itinérant se déplaçant sur les communes permettant de faciliter l’accès aux droits et aux services (démarches administratives, emploi, autonomie, loisirs, santé, mobilité, numérique, logement et habitat) animé sur la partie inclusion numérique par les 2 conseillers numériques de la CUA
		Décliner la stratégie d’inclusion numérique de la CUA par : le déploiement des Pass Numériques par un parcours de formation/médiation numérique coordonné ; La mise en place de formations numériques sur les communes dans le cadre de la convention de partenariat signé avec Orange ; La mise en place d’actions spécifiques sur les

		communes en lien avec les référents numériques ; La mise en réseau des acteurs via le comité d'inclusion numérique ; L'accompagnement des communes dans l'acquisition et/ou le prêt de matériel informatique (aide financière directe, convention de prêt, etc.) à destination des familles
		Créer un dispositif d'alerte avec des acteurs de proximité intervenant chez les habitants pour repérer les citoyens éloignés des services publics (exemple : facteurs, associations maintien à domicile, etc.)
	FACILITER LES COOPERATIONS ENTRE LES ACTEURS LOCAUX POUR ASSURER LA COMPLEMENTARITE DES SERVICES OFFERTS ET LA LISIBILITE DES ACTEURS PRESENTS SUR LE TERRITOIRE	Initier et animer un réseau de référents par institution pour renforcer les dynamiques partenariales, la connaissance des acteurs et des dispositifs d'accès aux droits à l'échelle de bassins de vie
	ENFANCE/FAMILLE	Créer une cartographie interactive, outil d'aide à la décision, à l'échelle communautaire de l'offre petite/enfance publique/privée qui permette une meilleure connaissance des besoins et attentes des familles et leurs habitudes de vie ;
		Accompagner les communes dans le développement et la mutualisation de l'offre à destination des enfants porteurs de handicap par l'identification d'un référent soutien en ingénierie ;
		Encourager les coopérations entre les communes sans la mise en œuvre des accueils de loisirs, séjours enfants, par la création d'un réseau mutualisé de moyens (matériels, transports,
	VISER UNE OFFRE PETITE ENFANCE/ENFANCE COORDONNEE ET INCLUSIVE	

		animateurs) à l'échelle des bassins de vie ;
	ADAPTER ET INNOVER DANS L'OFFRE DE LOISIRS A DESTINATION DES JEUNES	Étendre le dispositif Pass Jeunes à l'échelle communautaire pour faire connaître l'offre existante
		Accompagner les acteurs (communes, associations, etc.) sur la création de projets débouchant sur la mise en œuvre d'actions innovantes à destination des jeunes (numérique, culturel, artistique, etc.)
		Veiller au maillage des équipements et terrains de proximité permettant d'encourager la pratique sportive avec notamment des nouvelles disciplines : s'appuyer sur les Jeux Olympiques de Paris 2024 dans l'animation du territoire
	EPAULER ET SOUTENIR LES PARENTS DANS L'EDUCATION DE LEURS ENFANTS	Développer le réseau des acteurs de la parentalité à l'échelle communautaire pour échanger sur les différentes thématiques liées à la parentalité (dispositifs existants, bonnes pratiques, mutualisation, savoir-faire) et encourager la création de projets en complémentarité du REAAP
ANIMATION VIE LOCALE	ENCOURAGER ET ACCOMPAGNER LA VIE ASSOCIATIVE ET LES INITIATIVES LOCALES	Impulser des temps d'échange (forums, conférence, etc,) sur la vie associative et locale au niveau de chaque bassin de vie réunissant les présidents d'associations, les communes pour partager et échanger sur la vie associative ;
		Créer un annuaire de la vie associative : répertoire des interlocuteurs et des associations accessibles aux élus, associations, aux habitants

	RENFORCER LE LIEN SOCIAL, LA CITOYENNETE ET LE POUVOIR D'AGIR DES HABITANTS	Initier un budget participatif communautaire à destination des habitants, associations et des communes sur différents thématiques (transition écologique, cadre de vie, lien social)
		Créer des temps de partage, d'échanges, de formation sur le développement de la participation des habitants à destination des communes pour apporter de l'expertise, de la méthode et partager les bonnes pratiques sous forme de conférence, tables rondes

AXE : ACCES AUX DROITS OBJECTIF STRATEGIQUE : COUVRIR LE TERRITOIRE POUR UN ACCUEIL DE PROXIMITE Action 1 : Créer une cartographie interactive des équipements et de leurs rayonnements en matière d'accès aux droits	
DIAGNOSTIC INITIAL	OBJECTIF OPERATIONNEL
<p>Des communes de taille et de composition différentes avec des offres de services vastes et différenciées</p> <p>Les secrétaires de mairies et les élus sont les premiers relais apportent les premières réponses</p> <p>Nécessité de leur apporter régulièrement des informations et des formations garantissant la bonne connaissance des services existants et du contour de leurs missions ainsi que la maîtrise des outils numériques sur lesquels les informations figurent</p>	Créer une cartographie interactive des équipements et de leurs rayonnements en matière d'accès aux droits
PUBLIC CIBLE	MODALITE DE MISE EN ŒUVRE
Tous les acteurs avec une attention particulière sur les publics les plus éloignés (liés à l'âge, lieux de vie, fragilité sociale, mobilité, etc.)	<p>Identifier via des rencontres (élus, habitants) ce qui existe, où les services sont implantés et quelles sont leurs missions</p> <p>Vérifier que le maillage couvre tout le territoire et n'est pas concentré sur quelques zones et qu'ils amenés à tous les habitants</p> <p>Remonter sur des cartes numériques l'implantation des services et indiquer quel territoire sont couverts</p>
SERVICES MOBILISES ET RESPONSABLES DE L'ACTION	ECHEANCES DE REALISATION
<p>Services communautaires (Communication, informatique, cohésion sociale)</p> <p>Services de la CAF</p> <p>Partenaires (communes, conseil départemental, associations)</p>	2024
RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS D'EVALUATION
<p>Identifier les zones blanches</p> <p>Permettre à l'ensemble des habitants, professionnels et élus de visualiser simplement et rapidement tous les services proposés</p>	<p>Nombre de cartes proposant de l'information</p> <p>Nombre de consultations à l'année</p>
PILOTE	TERRITOIRE DE MISE EN OEUVRE
Direction du développement territorial de la CUA	Communauté Urbaine d'Arras

AXE : ACCES AUX DROITS OBJECTIF STRATEGIQUE : COUVRIR LE TERRITOIRE LE TERRITOIRE POUR UN ACCUEIL DE PROXIMITE Action 2 : S'appuyer sur le réseau des Maisons France Services pour compléter le maillage par des permanences d'accès aux droits au bénéfice des habitants	
DIAGNOSTIC INITIAL	OBJECTIF OPERATIONNEL
<p>L'offre de services et de structures est déjà large, les besoins sont globalement couverts</p> <p>Une démarche de couverture de territoire amorcée via l'implantation des Maisons France Services, du recrutement des conseillers numériques</p> <p>Un maillage des permanences déjà important, il faut surtout renforcer la communication auprès des habitants et des mairies qui sont des piliers de proximité pour les communes rurales plutôt que de réimplanter de nouveaux services.</p>	<p>S'appuyer sur le réseau des Maisons France Services pour compléter le maillage par des permanences d'accès aux droits au bénéfice des habitants</p>
PUBLIC CIBLE	MODALITE DE MISE EN ŒUVRE
<p>Habitants</p> <p>Professionnels et élus de la CUA</p> <p>Agents des communes</p>	<p>Mise en place de permanences supplémentaires dans les communes non couvertes pour faciliter et encourager les démarches d'accès aux droits</p> <p>Créer un label indiquant aux habitants l'accessibilité des services à l'ensemble des habitants de la CUA et pas seulement à ceux de la commune</p> <p>Intervention des médiateurs dans chaque commune auprès des habitants qui ne sollicitent jamais les services et/ou les mairies pour s'assurer qu'il n'y a pas de besoins non couverts ou apporter les réponses à celles identifiées et les rediriger vers les permanences initiées</p>
SERVICES MOBILISES ET RESPONSABLES DE L'ACTION	ECHEANCES DE REALISATION
<p>Direction de l'informatique, Direction transports, Direction schéma services aux familles. Mairies et CCAS. Conseil, Départemental. CAF. Direction de la cohésion sociale et du numérique</p>	<p>2024</p>
RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS D'EVALUATION
<p>La baisse du non-recours aux services par les habitants et réduire le délai d'obtention de ces réponses</p> <p>Un maillage complet du territoire de la CUA en termes de permanences et de services d'accès aux droits</p>	<p>Le nombre de permanences développées</p> <p>Le nombre d'habitants touché</p>
PILOTE	TERRITOIRE DE MISE EN ŒUVRE
<p>Direction du Développement Territorial</p>	<p>Bassin de vie/Communes</p>

AXE : ACCES AUX DROITS OBJECTIF STRATEGIQUE : COUVRIR LE TERRITOIRE LETERRIOITRE POUR UN ACCUEIL DE PROXIMITE Action 3 : Développer un outil de communication commun aux élus, agents des communes et de la CUA regroupant une FAQ (qui favorise entraide et obtention de réponses) et un répertoire de ce qui existe par thématique avec mise à disposition des documents	
DIAGNOSTIC INITIAL	OBJECTIF OPERATIONNEL
<p>Des communes de taille et de composition différentes avec des offres de services vastes et différenciées</p> <p>Les secrétaires de mairies et les élus sont les premiers relais apportent les premières réponses</p> <p>Nécessité de leur apporter régulièrement des informations et des formations garantissant la bonne connaissance des services existants et du contour de leurs missions ainsi que la maîtrise des outils numériques sur lesquels les informations figurent</p>	<p>Développer un outil de communication commun aux élus, agents des communes et de la CUA regroupant une FAQ (qui favorise entraide et obtention de réponses) et un répertoire de ce qui existe par thématique avec mise à disposition des documents</p>
PUBLIC CIBLE	MODALITE DE MISE EN ŒUVRE
<p>Elus</p> <p>Agents</p> <p>Professionnels</p>	<p>Créer un outil dématérialisé de partage d'informations facile d'accès pour partager et faciliter l'accès à l'information</p> <p>Développer un répertoire des référents/personnes ressources</p> <p>Initier une Instance de coordination ou de modalité d'interpellation (téléphone, mail)</p>
SERVICES MOBILISES ET RESPONSABLES DE L'ACTION	ECHEANCES DE REALISATION
<p>CARSAT, CPAM, CAF, ANTS, Conseil Départemental</p> <p>En fonction des situations : Conseil Départemental, CARSAT, Bailleurs, CCAS/communes</p>	<p>2025</p>
RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS D'EVALUATION
<p>Faciliter la prise en charge des habitants pour les élus, agents</p> <p>Des informations accessibles classées par thématique mis à jour régulièrement</p>	<p>Satisfaction des usagers, des professionnels et des élus</p> <p>Nombre de situations prescrites et résolues</p> <p>Le nombre d'accès à l'outil</p>
PILOTE	TERRITOIRE DE MISE EN OEUVRE
<p>Direction Développement Territorial</p>	<p>Bassin de vie / Communes</p>

AXE : ACCES AUX DROITS OBJECTIF STRATEGIQUE : COUVRIR LE TERRITOIRE POUR UN ACCUEIL DE PROXIMITE Action 4 : Développer une application à destination des habitants qui indique quelles sont les offres existantes (santé, éducation, logement, vie associative, etc...)	
DIAGNOSTIC INITIAL	OBJECTIF OPERATIONNEL
<p>Une offre de services riche et variée sur le territoire portés par beaucoup d'acteurs (communes, CUA, Conseil Départemental, acteurs associatifs) sur des périmètres différents (commune, entente intercommunale, CUA, Département, etc.)</p> <p>Les habitants ont des difficultés à connaître les services qui leurs sont offerts et leurs modalités d'usage</p> <p>Les actions encourus et à venir de la CTG permettent d'aller plus loin dans la communication en direction des habitants</p>	<p>Développer une application à destination des habitants qui indique quelles sont les offres existantes (santé, éducation, logement, vie associative, etc...)</p>
PUBLIC CIBLE	MODALITE DE MISE EN ŒUVRE
<p>Habitants</p> <p>Communes</p> <p>Partenaires</p>	<p>A partir de la cartographie des équipements présents et des services offerts, développer une application qui géolocalise les habitants et proposent les différents services disponibles (description des services proposés), les modalités d'accès (public éligible, conditions de ressource) et la tarification</p>
SERVICES MOBILISES ET RESPONSABLES DE L'ACTION	ECHEANCES DE REALISATION
<p>Directions de la CUA (informatique, stratégie numérique, cohésion sociale, développement territorial). Communes. CAF</p>	<p>2026</p>
RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS D'EVALUATION
<p>Des modalités d'accès aux services offerts sur le territoire dématérialisés et faciles d'accès</p>	<p>Le nombre d'habitants qui téléchargent et utilisent l'application</p> <p>Le nombre de services disponibles sur l'application</p>
PILOTE	TERRITOIRE DE MISE EN ŒUVRE
<p>Direction informatique et de la stratégie numérique</p>	<p>Communauté</p>

AXE : ACCES AUX DROITS

OBJECTIF STRATEGIQUE : DEVELOPPER LA MEDIATION ET LE "ALLER VERS" POUR LUTTER CONTRE LE NON-RECOURS

Action 5 : Mettre en place un guichet itinérant se déplaçant sur les communes permettant de faciliter l'accès aux droits et aux services (démarches administratives, emploi, autonomie, loisirs, santé, mobilité, numérique, logement et Habitat)

DIAGNOSTIC INITIAL	OBJECTIF OPERATIONNEL
L'offre de services et de structures est déjà large, les besoins sont globalement couverts. Une démarche de couverture de territoire amorcée via l'implantation des Maisons Frances. Un manque de proximité des services administratifs ressenti qui entraîne le non-recours de certains habitants et le développement de situation complexes socialement	Mettre en place un guichet itinérant se déplaçant sur les communes permettant de faciliter l'accès aux droits et aux services (démarches administratives, emploi, autonomie, loisirs, santé, mobilité, numérique, logement et Habitat)
PUBLIC CIBLE	MODALITE DE MISE EN ŒUVRE
Citoyens qui renoncent à ou ne sont pas informés de leurs droits notamment par un manque de mobilité	Former, sensibiliser des personnes de confiance, de proximité qui sont en contact avec des publics éloignés des services Coordonner les parcours des "invisibles" (certains professionnels à mettre dans la boucle : agents immobiliers, huissiers, facteurs, etc.). Mise en place d'un bus se déplaçant sur les communes permettant de faciliter l'accès aux droits et aux services (démarches administratives, emploi, autonomie, loisirs, santé, mobilité). Bus animé par des agents polyvalent chargés de l'animation et de la convivialité (passage bimensuel)
SERVICES MOBILISES ET RESPONSABLES DE L'ACTION	ECHEANCES DE REALISATION
Conseil Départemental, CAF, CPAM, CARSAT, MSA, Pôle emploi, CUA, CCAS. Commerces et acteurs de proximité	2025
RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS D'EVALUATION
Une baisse du nombre de situations sociales dégradées découvertes Lisibilité et accessibilité de l'offre de services Réduire les délais de prise de rendez-vous Développer un lien avec la collectivité (confiance)	La fréquentation Le nombre de permanences Questionnaire de satisfaction Nombre de personnes repérées Le nombre du taux d'ouverture de droits
PILOTE	TERRITOIRE DE MISE EN ŒUVRE
Direction Cohésion Sociale- Habitat - Développement Territorial	Bassin de vie et communes

AXE : ACCES AUX DROITS**OBJECTIF STRATEGIQUE : DEVELOPPER LA MEDIATION ET LE "ALLER VERS" POUR LUTTER CONTRE LE NON-RECOURS****Action 6 : Décliner la stratégie d'inclusion numérique de la CUA**

DIAGNOSTIC INITIAL	OBJECTIF OPERATIONNEL
De nombreux partenaires proposent un accompagnement au numérique (Maison de l'Emploi, Médiathèque, Centres Sociaux, CCAS, etc...). Un manque de connaissance sur ce qui existe et trop centralisé sur les communes urbaines	Décliner la stratégie d'inclusion numérique de la CUA
PUBLIC CIBLE	MODALITE DE MISE EN ŒUVRE
Les seniors, Les publics fragiles et et en insertion Les jeunes	De Déployer les pass numériques par un parcours de formation/médiation numérique coordonnée. Initier des formations numériques sur les communes dans le cadre de la convention de partenariat signé avec Orange. Créer des actions spécifiques sur les communes en lien avec les référents numériques. Mise en réseau des acteurs via le comité d'inclusion numérique. Accompagnement des communes dans l'acquisition et/ou le prêt de matériel informatique (aide financière directe, convention de prêt, etc..) à destination des familles
SERVICES MOBILISES ET RESPONSABLES DE L'ACTION	ECHEANCES DE REALISATION
CUA, CAF, Région, Organismes agréés aptik, Communes, Afp2i,	2024
RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS D'EVALUATION
La baisse du nombre de non-recours aux services administratifs dématérialisés	Le nombre de sessions de formations et le nombre d'habitants formés Le nombre de chèque aptik utilisés
PILOTE	TERRITOIRE DE MISE EN OEUVRE
Direction de la stratégie numérique et de l'innovation	Bassin de vie

AXE : ACCES AUX DROITS OBJECTIF STRATEGIQUE : DEVELOPPER LA MEDIATION ET LE "ALLER VERS" POUR LUTTER CONTRE LE NON-RECOURS Action 7 : Créer un dispositif d'alerte avec des acteurs de proximité intervenant chez les habitants pour repérer les citoyens éloignés des services publics	
DIAGNOSTIC INITIAL	OBJECTIF OPERATIONNEL
Des communes de taille et de composition différentes avec des offres de services vastes et différenciées Les secrétaires de mairies et les élus sont les premiers relais apportent les premières réponses. Des citoyens encore éloignés des services publics qui ne font pas valoir leurs droits et qui sont souvent très difficile à repérer (repli sur soi, isolement, perte de lien social)	Créer un dispositif d'alerte avec des acteurs de proximité intervenant chez les habitants pour repérer les citoyens éloignés des services publics (exemple : facteurs, associations maintien à domicile, etc...)
PUBLIC CIBLE	MODALITE DE MISE EN ŒUVRE
Habitants éloignés des services publics Communes Conseil Départemental Associations de maintien à domicile La Poste	Identifier dans la proximité les acteurs qui interviennent chez les habitants Faire connaître à ces acteurs les interlocuteurs à solliciter Mettre en place des outils de remontée d'informations de ces acteurs pour prendre en charge les situations complexes
SERVICES MOBILISES ET RESPONSABLES DE L'ACTION	ECHEANCES DE REALISATION
Directions de la CUA (Cohésion sociale, Habitat) Communes Conseil Départemental Associations de maintien à domicile La Poste Acteurs de proximité (médiateurs)	2025
RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS D'EVALUATION
Un maillage efficace du territoire pour faire remonter les situations à prendre en charge	Le nombre de situations repérées grâce au réseau
PILOTE	TERRITOIRE DE MISE EN ŒUVRE
Direction Cohésion Sociale	Communauté

AXE : ACCES AUX DROITS

OBJECTIF STRATEGIQUE : FACILITER LES COOPERATIONS ENTRE ACTEURS LOCAUX POUR ASSURER LA COMPLEMENTARITE DES SERVICES OFFERTS ET LA LISIBILITE DES ACTEURS PRESENTS SUR LE TERRITOIRE

Action 8 : Initier et animer un réseau de référents par institution pour renforcer les dynamiques partenariales, la connaissance des acteurs et des dispositifs d'accès aux droits à l'échelle des bassins de vie

DIAGNOSTIC INITIAL	OBJECTIF OPERATIONNEL
L'offre de services et de structures est déjà large, les besoins sont globalement couverts. Une démarche de couverture de territoire amorcée via l'implantation des Maisons Frances. Les communes ont parfois des difficultés à connaître l'offre des services et les acteurs présents sur le territoire	Initier et animer un réseau de référents par institution pour renforcer les dynamiques partenariales, la connaissance des acteurs et des dispositifs d'accès aux droits à l'échelle des bassins de vie
PUBLIC CIBLE	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE
Communes (élus, agents) CAF, Partenaires	Initier un calendrier de rencontres formelles et informelles par bassin de vie qui regroupent les communes pour partager de l'information, échanger des bonnes pratiques, construire et mettre à jour les outils mis en place (intranet, application à destination des habitants)
SERVICES MOBILISES ET RESPONSABLES DE L'ACTION	ECHEANCES DE REALISATION
Direction de la Cohésion Sociale CAF	2024
RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS D'EVALUATION
Un réseau d'acteurs réunis régulièrement qui partage des informations, bonnes pratiques	Le nombre de réunions organisées et le nombre de communes qui y participent
PILOTE	TERRITOIRE DE MISE EN ŒUVRE
Direction Cohésion Sociale	Bassins de vie - Communauté

AXE : ENFANCE / FAMILLE**OBJECTIF STRATEGIQUE :** VISER UNE OFFRE PETITE ENFANCE / ENFANCE COORDONNEE ET INCLUSIVE**Action 9 :** Créer une cartographie interactive, outil d'aide à la décision, à l'échelle communautaire de l'offre petite enfance/enfance publique/privée qui permette une meilleure connaissance des besoins et attentes des familles et de leurs habitudes de vie

DIAGNOSTIC INITIAL	OBJECTIF OPERATIONNEL
Une offre riche et variée sur le territoire des structures à destination des 0-3 ans Une connaissance à parfaire des structures existantes Une méconnaissance des stratégies familiales : conduites d'évitement, composition des familles, habitudes de vie	Créer une cartographie interactive, outil d'aide à la décision, à l'échelle communautaire de l'offre petite enfance/enfance publique/privée qui permette une meilleure connaissance des besoins et attentes des familles et de leurs habitudes de vie
PUBLIC CIBLE	MODALITE DE MISE EN ŒUVRE
Structures Familles Partenaires Les institutions	Créer une cartographie intuitive à l'échelle communautaire des offres publiques/privées Procéder à un diagnostic des publics et des usages Recenser les besoins d'accueil des familles au-delà de leur commune et leurs habitudes de vie et de déplacement personnels et professionnels Partage d'informations avec les partenaires
SERVICES MOBILISES ET RESPONSABLES DE L'ACTION	ECHEANCES DE REALISATION
CUA, CAF, Conseil Départemental, DDETS, Communes	2024
RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS D'EVALUATION
Une cartographie actualisée des structures, équipements présents mis à jour Une meilleure connaissance des habitudes des familles pour adapter les services (anticipation des besoins et attentes)	La création des cartes et le recours à la cartographie par les communes
PILOTE	TERRITOIRE DE MISE EN ŒUVRE
Direction Développement Territorial/Cohésion Sociale	Communauté

AXE : ENFANCE / FAMILLE**OBJECTIF STRATEGIQUE :** VISER UNE OFFRE PETITE ENFANCE / ENFANCE COORDONNEE ET INCLUSIVE**Action 10 :** Accompagner les communes dans le développement et la mutualisation de l'offre à destination des enfants porteurs de handicap par l'identification d'un référent soutien en ingénierie

DIAGNOSTIC INITIAL	OBJECTIF OPERATIONNEL
<p>Une offre pas toujours adaptée à l'accueil des publics spécifiques par manque de personnels, de formations et moyens financiers</p> <p>Une volonté d'accueillir contrainte par les moyens et une méconnaissance du public et des besoins réels</p>	<p>Accompagner les communes dans le développement et la mutualisation de l'offre à destination des enfants porteurs de handicap par l'identification d'un référent soutien en ingénierie</p>
PUBLIC CIBLE	MODALITE DE MISE EN ŒUVRE
<p>Familles avec des enfants et adolescents porteurs de handicap</p>	<p>1/ Assurer la présence des communes dans les commissions éducatives, MDPH</p> <p>2/ Identifier un coordinateur qui portera, animera le réseau</p> <p>3/ Créer des maillages, des passerelles autour des offres existantes et les mettre à portée du territoire</p> <p>4/ Créer des instances et une offre mutualisée incluant un réseau de soutien nécessaire en particulier sur les communes rurales</p>
SERVICES MOBILISES ET RESPONSABLES DE L'ACTION	ECHEANCES DE REALISATION
<p>Acteurs des services enfances des communes</p> <p>Chargé de coopération CTG, Conseil Départemental, Education Nationale, Associations expertes (APF, Down Up, Gamins Exceptionnels, etc.)</p>	<p>2026</p>
RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS D'EVALUATION
<p>Satisfaire les besoins des familles à l'échelle du bassin de vie</p> <p>Avoir une meilleure connaissance de l'offre pour les élus, professionnels et les familles</p>	<p>Le nombre d'enfants accueillis dans les structures</p>
PILOTE	TERRITOIRE DE MISE EN ŒUVRE
<p>CAF/Direction Cohésion Sociale</p>	<p>Communes</p>

AXE : ENFANCE / FAMILLE**OBJECTIF STRATEGIQUE :** VISER UNE OFFRE PETITE ENFANCE / ENFANCE COORDONNEE ET INCLUSIVE**Action 11 :** Encourager les coopérations entre les communes dans la mise en œuvre des accueils de loisirs, séjours enfants par la création d'un réseau mutualisé de moyens (matériels, transports, animateurs) à l'échelle des bassins de vie

DIAGNOSTIC INITIAL	OBJECTIF OPERATIONNEL
Des disparités existent entre les différentes communes et leurs offres d'ACM Nécessité d'apprécier le parcours de l'enfant et les transitions (lieu de vie de l'enfant différent du lieu de résidence) Des Disparités dans les tarifs et dans la politique tarifaire des communes Capacités d'accueil saturées sur certaines communes Coût élevé de mise en place du service	Encourager les coopérations entre les communes dans la mise en œuvre des accueils de loisirs, séjours enfants par la création d'un réseau mutualisé de moyens (matériels, transports, animateurs) à l'échelle des bassins de vie
PUBLIC CIBLE	MODALITE DE MISE EN ŒUVRE
Familles avec des enfants de 3 à 12 ans Communes qui développent ou qui souhaitent développer une offre	Favoriser les coopérations entre les communes et les mutualisations de moyens (bus, agents, matériels) Créer un réseau de mobilité mutualisé sur le territoire Définir des règles de fonctionnement en lien avec les coopérations existantes et travailler un cadre sur les bassins de vie Adapter les règles de subventionnement en lien avec les fonctionnements Réfléchir à une rémunération et un recrutement harmonisé des animateurs Réfléchir à une harmonisation des grilles tarifaires
SERVICES MOBILISES ET RESPONSABLES DE L'ACTION	ECHEANCES DE REALISATION
Services animations des communes, Artis, DDETS, CAF, CUA	2025
RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS D'EVALUATION
Une solution pour chaque famille qui souhaite inscrire son enfant aux accueils de loisirs Répondre au mieux aux besoins des familles Respecter les parcours des enfants et les habitudes de vie des parents	Le nombre de coopérations développées entre communes Le nombre d'enfants accueillis à l'échelle de la CUA
PILOTE	TERRITOIRE DE MISE EN ŒUVRE
Direction Cohésion Sociale/CAF	Bassins de vie/communes

AXE : ENFANCE / FAMILLE**OBJECTIF STRATEGIQUE** : ADAPTER ET INNOVER DANS L'OFFRE DE LOISIRS A DESTINATION DES JEUNES**Action 12** : Accompagner les acteurs (communes, associations, etc....) sur la création de projets débouchant sur la mise en œuvre d'actions innovantes à destination des jeunes (numérique, culturel, artistique, etc...)

DIAGNOSTIC INITIAL	OBJECTIF OPERATIONNEL
<p>Une jeunesse plurielle dont les besoins et les attentes évoluent ce qui nécessite de mieux comprendre ces évolutions</p> <p>Une offre (sportive, loisirs, colonies) qui touche de moins en moins les jeunes</p> <p>Des réalités différentes selon les communes avec une difficulté à toucher les jeunes sans service animation</p> <p>Un manque de personnel et d'équipement et nécessité de projets novateurs</p>	<p>Accompagner les acteurs (communes, associations, etc..) sur la création de projets débouchant sur la mise en œuvre d'actions innovantes à destination des jeunes (numérique, culturel, artistique, etc...)</p>
PUBLIC CIBLE	MODALITE DE MISE EN ŒUVRE
<p>Jeunes de 12 à 18 ans</p> <p>Communes</p>	<p>S'appuyer sur les diagnostics et études en cours par les communes pour identifier des actions nouvelles ou auxquels les jeunes adhèrent</p> <p>Initier un groupe de travail avec les communes désireuses d'expérimenter de nouvelles actions et projets</p> <p>Identifier des leviers financiers pour financer ces actions</p> <p>Consulter et associer les jeunes à sa construction par différents moyens (par les institutions scolaires ; services civiques)</p> <p>Intègre les nouvelles technologies dans la mise en œuvre</p>
SERVICES MOBILISES ET RESPONSABLES DE L'ACTION	ECHEANCES DE REALISATION
<p>Communes, Caf, Conseil Départemental, Jeunes, Associations d'éducation populaires</p>	<p>2024</p>
RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS D'EVALUATION
<p>Un diagnostic qualitatif</p> <p>Un plan d'action au titre de la CTG</p> <p>L'adhésion et la participation des jeunes</p>	<p>La fréquentation aux offres</p> <p>La mise en place d'un plan d'action spécifique</p> <p>Le nombre de projets et actions innovantes</p>
PILOTE	TERRITOIRE DE MISE EN ŒUVRE
<p>Direction Cohésion Sociale/CAF</p>	<p>Commune</p> <p>Communauté</p>

AXE : ENFANCE / FAMILLE**OBJECTIF STRATEGIQUE** : ADAPTER ET INNOVER DANS L'OFFRE DE LOISIRS A DESTINATION DES JEUNES**Action 13** : Etendre le dispositif pass jeune à l'échelle communautaire pour faire connaître l'offre existante

DIAGNOSTIC INITIAL	OBJECTIF OPERATIONNEL
Des jeunes qui fonctionnent en groupe (dynamique à ne pas casser) Des mouvements de jeunes entre communes et difficulté à capter les jeunes Peu de jeunes présents sur les offres au regard de la population totale La volonté de certaines communes de créer des services pour les jeunes Certaines activités fédératrices pour mobiliser (sport) Le développement du dispositif pass jeune initié par Arras qui plait aux jeunes	Etendre le dispositif pass jeune à l'échelle communautaire pour faire connaître l'offre existante
PUBLIC CIBLE	MODALITE DE MISE EN ŒUVRE
Jeunes de 12 à 18 ans	Harmoniser le dispositif pass jeune pour favoriser la mobilisation des jeunes Créer des temps dédiés aux jeunes construits avec eux
SERVICES MOBILISES ET RESPONSABLES DE L'ACTION	ECHEANCES DE REALISATION
Communes (services jeunesse) CUA Education Nationale, Associations sportives, culturelles, loisirs	2024
RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS D'EVALUATION
Fédérer et pérenniser les jeunes sur les actions et les projets Participation à la vie locale et citoyenne Jeunes bénévoles et impliqués	Le nombre de jeune bénéficiaire du pass Le nombre de services offerts via le pass jeune
PILOTE	TERRITOIRE DE MISE EN ŒUVRE
Direction Cohésion Sociale	Communauté

AXE : ENFANCE / FAMILLE**OBJECTIF STRATEGIQUE :** ADAPTER ET INNOVER DANS L'OFFRE DE LOISIRS A DESTINATION DES JEUNES**Action 14 :** Veiller au maillage des équipements et terrains de proximité permettant d'encourager la pratique sportive avec notamment des nouvelles disciplines (s'appuyer sur les JO de Paris 2024 dans l'animation du territoire)

DIAGNOSTIC INITIAL	OBJECTIF OPERATIONNEL
Présence de terrains et équipements de proximité sportifs existants à adapter, renoncer (normes et adéquation offre/besoin) Augmenter le nombre de terrains dans la proximité tenant compte des besoins et des attentes de tous les publics (bas âge ; adolescent)	Veiller au maillage des équipements et terrains de proximité permettant d'encourager la pratique sportive avec notamment des nouvelles disciplines (s'appuyer sur les JO de Paris 2024 dans l'animation du territoire)
PUBLIC CIBLE	MODALITE DE MISE EN ŒUVRE
Jeunes de 12 à 18 ans	Identifier des emplacements stratégiques permettant un usage partagé et sécurisé pour toutes les générations Des terrains accessibles pour tous les publics (accessibilité) adaptées aux nouvelles pratiques sportives
SERVICES MOBILISES ET RESPONSABLES DE L'ACTION	ECHEANCES DE REALISATION
Services de l'Etat, Région, Agence Nationale du Sport, Education Nationale,	2024
RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS D'EVALUATION
Un maillage communautaire des équipements et terrains de proximité mutualisé entre communes	La fréquentation des équipements Le nombre d'animations développées en lien avec les terrains,
PILOTE	TERRITOIRE DE MISE EN OEUVRE
Direction Développement Territorial/Sociale	Communauté

AXE : ENFANCE / FAMILLE**OBJECTIF STRATEGIQUE : EPAULER ET SOUTENIR LES PARENTS DANS L'EDUCATION DE LEURS ENFANTS****Action 15 :** Développer le réseau des acteurs de la parentalité à l'échelle communautaire pour échanger sur les différentes thématiques liées à la parentalité (dispositifs existants, bonne pratiques, mutualisation, savoir-faire) et encourager la création de projets en complémentarité du REAAP

DIAGNOSTIC INITIAL	OBJECTIF OPERATIONNEL
<p>Certaines communes sont en attente d'actions et de projets autour de la parentalité</p> <p>Un manque de connaissance pour ces communes des acteurs spécialistes de la parentalité</p> <p>Nécessité d'identifier un animateur de cette démarche</p>	<p>Développer le réseau des acteurs de la parentalité à l'échelle communautaire pour échanger sur les différentes thématiques liées à la parentalité (dispositifs existants, bonne pratiques, mutualisation, savoir-faire) et encourager la création de projets en complémentarité du REAAP</p>
PUBLIC CIBLE	MODALITE DE MISE EN ŒUVRE
<p>Jeunesse, Enfance, Famille, Elus, Agents, Bénévoles</p>	<p>Identifier les parents en difficultés dans l'éducation de leurs enfants via différents canaux et les mettre en contact avec un réseau d'acteurs de la parentalité à l'échelle de la CUA</p> <p>Réseau unifié ci-dessus doit être créé avec pour objectif une réunion une à deux fois par an avec identification d'un référent et d'un lieu de rencontre</p> <p>Apporter une réponse dans le cadre du secret partagé entre professionnels et apporter des réponses rapidement</p>
SERVICES MOBILISES ET RESPONSABLES DE L'ACTION	ECHEANCES DE REALISATION
<p>Service petite enfance et jeunesse</p> <p>Collectif des centres sociaux, CUA, CAF, Conseil Départemental, Réseau parentalité, CCAS</p>	<p>2024</p>
RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS D'EVALUATION
<p>Arrêter de multiplier les actions similaires</p> <p>Avoir des documents ressources (outil de communication pour accéder à l'offre)</p> <p>Un réseau de partenaires pour répondre aux problématiques</p> <p>Apprendre à être parent</p> <p>Prévenir les situations de danger ;</p> <p>Communiquer entre professionnels</p>	<p>Nombre de personnes qui participent</p> <p>Taux de fréquentation</p>
PILOTE	TERRITOIRE DE MISE EN ŒUVRE
<p>CAF/Direction Cohésion Sociale</p>	<p>Bassin de vie</p>

AXE : ANIMATION VIE LOCALE

OBJECTIF STRATEGIQUE : ENCOURAGER ET ACCOMPAGNER LA VIE ASSOCIATIVE ET LES INITIATIVES LOCALES

Action 16 : Créer un annuaire de la vie associative : répertoire des interlocuteurs et des associations accessibles aux élus, associations, aux habitants

DIAGNOSTIC INITIAL	OBJECTIF OPERATIONNEL
Un manque de connaissance pour certaines communes (niveau du bassin de vie) des associations qui ont un rayonnement au niveau intercommunal, communautaire	Créer un annuaire de la vie associative : répertoire des interlocuteurs et des associations accessibles aux élus, associations, aux habitants
PUBLIC CIBLE	MODALITE DE MISE EN ŒUVRE
Elus, Associations, Habitants	Créer un répertoire numérique des interlocuteurs et des associations intégrées dans une plateforme ressource accessible aux élus, associations, aux habitants Interroger les associations qui ont pour mission d'accompagner les associations pour transmettre les informations, Partager et mutualiser les moyens avec la possibilité d'emprunter au niveau du territoire (listing)
SERVICES MOBILISES ET RESPONSABLES DE L'ACTION	ECHEANCES DE REALISATION
Adjointes et élus Associations, Partenaires	2026
RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS D'EVALUATION
Faciliter l'information des élus grâce au partage et la mutualisation des informations	Mise en place du répertoire numérique et de la plateforme
PILOTE	TERRITOIRE DE MISE EN ŒUVRE
Direction de la cohésion sociale	Bassin de vie et Intercommunal

AXE : ANIMATION VIE LOCALE

OBJECTIF STRATEGIQUE : ENCOURAGER ET ACCOMPAGNER LA VIE ASSOCIATIVE ET LES INITIATIVES LOCALES

Action 17 : Impulser des temps d'échanger (forums, conférence, etc...) sur la vie associative et locale au niveau de chaque bassin de vie réunissant les présidents d'associations, les communes pour partager et échanger sur la vie associative

DIAGNOSTIC INITIAL	OBJECTIF OPERATIONNEL
Essoufflement du bénévolat et difficulté à recruter des services civiques Impact de la crise sanitaire qui a coupé le lien et l'engagement citoyen à la vie associative : volonté de recréer le lien et l'attractivité	Impulser des temps d'échanger (forums, conférence, etc...) sur la vie associative et locale au niveau de chaque bassin de vie réunissant les présidents d'associations, les communes pour partager et échanger sur la vie associative
PUBLIC CIBLE	MODALITE DE MISE EN ŒUVRE
Associations Elus, Habitants	Impulser des conférences de la vie associative au niveau de chaque bassin de vie réunissant les présidents d'associations, les élus avec des rencontres régulières pour partager et échanger Créer des évènements qui fédèrent les associations au niveau communale ou intercommunale (ex : 14 juillet, téléthon, foulées) Proposer des forums de la vie associative et locale pour faire connaître aux habitants à l'échelle du bassin de vie Créer des espaces de rencontres (café, balades) au sein des associations, des services, Enquête auprès de la population
SERVICES MOBILISES ET RESPONSABLES DE L'ACTION	ECHEANCES DE REALISATION
Adjointes et élus Associations, Partenaires	2026
RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS D'EVALUATION
Une vie associative dense sans "territoire décrochée" La coopération et le soutien entre associations Meilleure participation	Nombre d'adhérents dans les associations Nombre de rencontres des présidents d'associations Nombre d'évènements mutualisés créés Nombre de personnes qui ont répondu à l'enquête
PILOTE	TERRITOIRE DE MISE EN ŒUVRE
Direction de la Cohésion Sociale	Commune Bassin de vie

AXE : ANIMATION VIE LOCALE

OBJECTIF STRATEGIQUE : ENCOURAGER ET ACCOMPAGNER LA VIE ASSOCIATIVE ET LES INITIATIVES LOCALES

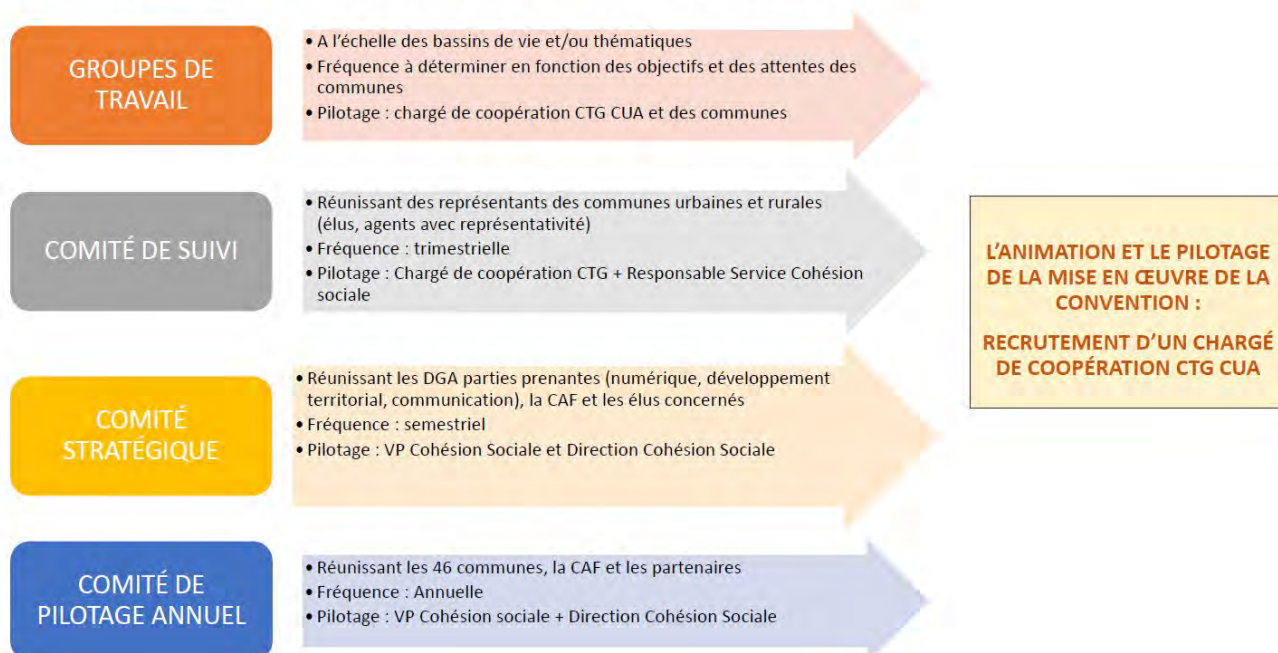
Action 18 : Initier un budget participatif communautaire à destination des habitants, associations et des communes sur différentes thématiques (transition écologique, cadre de vie, lien social)

DIAGNOSTIC INITIAL	OBJECTIF OPERATIONNEL
Les habitants manifestent de plus en plus le souhait d'être associés aux décisions prises dans les projets par les communes Néanmoins, ils se désintéressent de la démocratie représentative	Initier un budget participatif communautaire à destination des habitants, associations et des communes sur différentes thématiques (transition écologique, cadre de vie, lien social)
PUBLIC CIBLE	MODALITE DE MISE EN ŒUVRE
Habitants Associations	Définir en lien avec les communes, les règles, les modalités de mise en place du budget participatif (processus de sélection et de vote des projets, modalités financières d'accompagnement des projets) Mettre en place un règlement de fonctionnement
SERVICES MOBILISES ET RESPONSABLES DE L'ACTION	ECHEANCES DE REALISATION
Direction de la CUA (cohésion sociale, finances, juridiques)	2026
RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS D'EVALUATION
Des projets déposés par les habitants mis en œuvre à l'échelle de la CUA	Le nombre d'habitants qui déposent un projet Le nombre d'habitants qui participent au vote Le nombre de projets déposés et financés
PILOTE	TERRITOIRE DE MISE EN ŒUVRE
Direction cohésion sociale	Communauté

AXE : ANIMATION VIE LOCALE**OBJECTIF STRATEGIQUE : RENFORCER LE LIEN SOCIAL, LA CITOYENNETE ET LE POUVOIR D'AGIR DES HABITANTS****Action 19 :** Créer des temps de partage, d'échanges, de formation sur le développement de la participation des habitants à destination des communes pour apporter de l'expertise, de la méthode et partager les bonnes pratiques sous forme de conférence, tables rondes

DIAGNOSTIC INITIAL	OBJECTIF OPERATIONNEL
<p>Des instances de participation existantes (conseil citoyens, conseil des jeunes) au sein desquels la prise de parole et la possibilité de décider est présente</p> <p>Une participation des habitants existante avec de l'intergénérationnel</p> <p>Un réseau existant et des volontés municipales de faciliter la vie locale</p> <p>La présence de nouveaux habitants dans les communes rurales avec qui il faut développer des liens pour éviter l'effet village dortoir</p> <p>Des expériences qui fonctionnent dans les communes à partager (ex : l'heure civique sur Anzin, le budget participatif sur Arras)</p>	<p>Créer des temps de partage, d'échanges, de formation sur le développement de la participation des habitants à destination des communes pour apporter de l'expertise, de la méthode et partager les bonnes pratiques sous forme de conférence, tables rondes</p>
PUBLIC CIBLE	MODALITE DE MISE EN ŒUVRE
<p>Elus, Agents, Partenaires</p>	<p>Renforcer la dynamique de réseau existante de rencontre, de partage et d'échanges d'informations à l'échelle du bassin de vie et de la communauté par des rencontres semestrielles</p> <p>Mettre en place des solutions alternatives pour lesquelles il y a plus de souplesse et moins de contraintes en termes d'engagements mais qui favorisent la cohésion sociale</p>
SERVICES MOBILISES ET RESPONSABLES DE L'ACTION	ECHEANCES DE REALISATION
<p>Les élus, Les agents, La CAF, La CUA</p>	<p>Court terme</p>
RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS D'EVALUATION
<p>Partage des bonnes pratiques</p> <p>Essaimage</p>	<p>Des actions mutualisées</p> <p>Emergence de projets dans les communes</p>
PILOTE	TERRITOIRE DE MISE EN ŒUVRE
<p>Direction de la Cohésion Sociale</p>	<p>Bassin de vie</p> <p>Communauté</p>

LA GOUVERNANCE ARTICULÉE AUTOUR DE QUATRE INSTANCES



Le schéma ci-après présente le schéma de gouvernance de la convention organisée autour de quatre instances :

Le schéma suivant détaille les acteurs engagés dans la mise en œuvre opérationnelle du plan d'action

LE SCHEMA DES ACTEURS

Animation de groupes de travail thématiques ou par bassin sur les axes

DIRECTION COHÉSION SOCIALE

Schéma d'accès aux services;
Atlas, cartographies des équipements;
Maillage des équipements de proximité

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES

COMMUNES

DIRECTION DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Animation du réseau des acteurs de la parentalité
Accompagnement de projets et d'actions autour des dispositifs et financements mobilisables

DIRECTION DE LA STRATÉGIE NUMÉRIQUE ET INNOVATION

Déploiement des pass numériques;
Mise en place de formations numériques

Dans le cadre du déploiement de la convention, les financements des postes de Coordinateurs Contrat Enfance Jeunesse disparaissent remplacés par les financements des postes de Chargé de Coopération afin de répondre aux objectifs fixés dans le plan d'action de la convention à l'échelon de la communauté urbaine.

C'est dans cet objectif que s'inscrit la diffusion du référentiel d'emploi de chargé de coopération territorial joint, dont les compétences sont renforcées.

La Caf et les communes concernées doivent évaluer le champ d'intervention actuel des coordonnateurs CEJ en vue de les projeter vers les nouvelles missions chargées de coopération CTG en s'interrogeant sur la pertinence des coordinations existantes et opérer le cas échéant des choix de redéploiement et d'évolution de ces postes.

Diagnostic initial	Public cible
<p>État des lieux des postes de coordination financés sur la communauté d'Urbaine d'ARRAS 10,29 ETP répartis comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ ACHICOURT - Coordination Enfance - Jeunesse : 0.80 ETP ➤ ACQ - Coordination Enfance - Jeunesse : 0.50 ETP ➤ ARRAS - Coordination Enfance - Jeunesse : 1,5 ETP ➤ BAILLEUL SIRE BERTHOULT Enfance-Jeunesse : 0,14 ETP ➤ BEAURAINS - Coordination Enfance - Jeunesse : 1 ETP ➤ DAINVILLE - Coordination Enfance - Jeunesse : 1 ETP ➤ FEUCHY - Coordination Enfance - Jeunesse : 1 ETP ➤ MAROEUL - Coordination Enfance - Jeunesse : 0.70 ETP ➤ MERCATEL - Coordination Enfance : 0.50 ETP ➤ NEUVILLE ST VAAST - Coordination Enfance - Jeunesse : 0.25 ETP ➤ ROEUX - Coordination Enfance - Jeunesse : 0.25 ETP ➤ ST LAURENT BLANGY - Coordination Jeunesse : 0.80 ETP ➤ ST NICOLAS LEZ ARRAS - Coordination Enfance - Jeunesse : 1.5 ETP ➤ STE CATHERINE - Coordination Enfance - Jeunesse : 0.35 ETP 	Coordinateurs du territoire
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
Réinterroger les profils existants et (re)déployer les postes de coordination sur l'animation de la démarche Ctg	Création d'un groupe de travail réunissant des représentants de la communauté urbaine, des communes concernées et de la Caf afin de :

<p>Renforcer, si nécessaire, le contenu de la fonction des agents actuellement en place</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser un état des lieux partagé des missions et activités mises en œuvre par les coordinateurs sur le territoire ; • Mesurer les moyens nécessaires pour l'atteinte des objectifs fixés dans la CTG ; • Identifier la trajectoire en tenant compte des contraintes respectives et des évolutions à envisager <p>Evaluer annuellement sur le temps de la 1^{ère} CTG l'évolution des missions et activités des postes</p> <p>Echéances de réalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Constitution du groupe de travail au 1er trimestre 2023 • Rencontres régulières selon un rythme à définir par le groupe <p>Finalisation de l'organisation du pilotage et de la coordination de la CTG avant son échéance au 31/12/2026</p>
<p>Services mobilisés et responsables de l'action</p>	<p>Résultats attendus</p>
<p><i>Responsables du pilotage du groupe de travail :</i></p> <p>Communauté urbaine et Caf</p> <p><i>Services mobilisés :</i></p> <p>Communes bénéficiant d'un poste de coordination financé par la Caf au titre du CEJ arrivé à échéance au 31/12/2022</p>	<p>Formalisation de l'organisation du pilotage et de la mise en œuvre du projet de territoire intercommunal CTG : production d'un document précisant la coordination générale des actions, les instances, les échéances, l'articulation entre les différents partenaires et acteurs concernés</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fiche(s) de poste pour chaque chargé de coopération CTG définie(s), au regard du référentiel emploi national "chargé-e de coopération CTG"
<p>Partenaires sollicités</p>	<p>Indicateurs d'évaluation</p>
<p>Possibilité de travail avec des organismes de formation dans l'accompagnement de l'évolution des postes</p>	<p>Mesure de l'évolution de la posture et des activités des coordinateurs existants, en lien direct avec l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre de la CTG</p>

Direction : PSP
Réf. : SD/SL/CM

CONSEIL DE LA COMMUNAUTE URBAINE D'ARRAS

SEANCE DU 29 SEPTEMBRE 2022

**Convention Territoriale Globale
avec la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais
Autorisation de signature**

Monsieur le Président donne lecture du rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Le territoire a engagé depuis plusieurs mois des travaux autour de la Convention Territoriale Globale, nouvel outil de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales.

Les objectifs poursuivis par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales sont de :

- Revisiter le cadre politique entre les CAF et les collectivités territoriales en élargissant le territoire avec lequel la CAF contractualise d'une part et en augmentant les domaines de réflexion de cette contractualisation d'autre part ;
- Simplifier les financements des domaines de la petite enfance, de l'enfance et de la jeunesse car ces derniers étaient devenus trop complexes et peu lisibles.

Cette nouvelle contractualisation s'opère à l'échelle de l'EPCI et se déclinera en conventions d'objectifs et de financements à l'échelle de chaque commune, porteuses d'une offre de service et d'actions éligibles au financement de la CAF. La future CTG aura une durée de 5 ans du 1^{er} janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2027.

L'axe prioritaire reste l'offre de service en matière d'enfance / famille / jeunesse mais est également élargie à l'accès aux droits et l'animation de la vie locale.

Trois ambitions structureront le plan d'actions :

Sur l'axe aux droits : permettre à chaque habitant d'accéder à ses droits et de bénéficier des services offerts sur le territoire de la CUA :

- Couvrir le territoire pour un accueil de proximité ;
- Développer la médiation et le « aller vers » pour lutter contre le non-recours ;
- Faciliter les coopérations entre acteurs locaux pour assurer la complémentarité des services offerts et la lisibilité des acteurs présents sur le territoire ;

Sur l'axe enfance, famille, parentalité : proposer une offre coordonnée de la petite enfance à la jeunesse qui s'inscrive dans un parcours et qui facilite les transitions :

- Viser une offre petite enfance/enfance coordonnée et inclusive ;
- Adapter et innover dans l'offre de loisirs à destination des jeunes ;
- Epauler et soutenir les parents dans l'éducation de leurs enfants ;

Sur l'axe animation de la vie locale : inciter les habitants à s'impliquer dans la vie du territoire pour soutenir la cohésion sociale et le vivre-ensemble :

- Encourager et accompagner la vie associative et les initiatives locales ;
- Renforcer le lien social, la citoyenneté et le pouvoir d'agir des habitants.

La Caisse d'Allocations Familiales souhaite également mettre l'accent sur la coordination de la mise en œuvre du plan d'actions. A ce titre, les postes de coordination (formule CEJ) devront être réorientés vers les nouveaux enjeux de coopération de la convention territoriale globale en lien avec les objectifs de la convention (inclusion des enfants en situation de handicap et des enfants de familles pauvres, développement des services en territoires prioritaires, accompagnement des familles monoparentales, etc.). Concernant les postes de coordination existants dans le contrat enfance jeunesse, le nombre d'Equivalent Temps Plein financé par la CAF sera maintenu dans la nouvelle convention territoriale globale. Les postes devront être adaptés et transformés pour devenir des chargés de coopération sur la durée de la Convention Territoriale Globale.

En termes de financement, les bonus territoires CTG prennent le relais de la prestation de service enfance jeunesse (PSEJ). D'une manière générale, les collectivités qui étaient précédemment signataires d'un contrat enfance jeunesse ne subiront pas de perte de financement.

Suite à l'avis favorable de la Commission Habitat-Solidarités (C4) en date du 20 septembre 2022 et du Bureau communautaire en date du 15 septembre 2022, il vous est aujourd'hui proposé de bien vouloir :

- approuver le projet social de territoire socle de la Convention Territoriale Globale qui détaille les enjeux, les objectifs et les fiches actions adossées à la Convention Territoriale Globale et les nouvelles clés de financement ;
- approuver la durée de cette convention qui sera portée à 5 ans soit jusqu'au 31 décembre 2017 ;
- recruter à l'échelle de l'EPCI un(e) chargé(e) de coopération qui coordonnera et animera le réseau des Chargés de Coopération et pilotera à l'échelle de l'EPCI certaines fiches actions ;
- autoriser Monsieur le Président ou son représentant à solliciter une subvention auprès de la CAF du Pas-de-Calais liée aux dépenses de préfiguration de la démarche (diagnostic et prestations) ;
- percevoir la subvention correspondante ;
- autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer la Convention Territoriale Globale ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

La recette correspondante sera reprise au Budget principal de l'exercice correspondant (article 74718).

« La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de LILLE ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté Urbaine d'Arras, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal ».

Pierre ANSART :

C'est un changement qui est programmé pour 2027. Nous sommes en phase de transition. Il est évident que jusqu'à maintenant la CAF signait des conventions avec chaque commune sur des contrats enfance jeunesse ou d'autre contrats et il n'y avait pas une homogénéité de ces différents contrats. La CAF nationale a décidé d'harmoniser au niveau de chaque territoire, au niveau de chaque EPCI les aides qu'elle apporte aux différentes communes. En tant que commune urbaine et notamment avec un centre social qui est très impliqué dans ces démarches, on a moins d'inquiétude que des communes qui n'ont pas de centre social ou des villages qui ont une petite convention d'objectif et de moyen avec la CAF et qui se demande comment ils vont évoluer dans cette nouvelle stratégie. C'est pour cela qu'au niveau du territoire, il faut qu'il y ait une cohésion des différents dispositifs. On a 5 ans pour trouver cette cohésion et essayer que les aides qui sont apportées actuellement restent au même niveau. C'est pour cela qu'on dit que c'est assuré jusqu'en 2027 après cela dépendra des décisions de la CAF nationale.

Jean-Louis PETIT :

Pour préciser, il y a eu énormément de table ronde. Cela se passait dans la commune de Tilloy salle polyvalente dès le vendredi matin. Il y avait des professionnels dont les nôtres, les élus disponibles Christelle, Jean Jacques. C'étaient des matinées complètes. On s'est demandé où cela allait arriver. Nous sommes dans un bassin appelé Cojeul. Cela nous a permis de voir pas pour un quelconque satisfecit mais on s'aperçoit qu'à Beaurains on fait beaucoup de choses par rapport aux communes voisines. Il faudrait qu'on soit le pôle d'attractivité.

Pierre ANSART :

Nous le sommes. Les communes se retournent souvent vers nous pour avoir un accompagnement. Nous travaillons avec certains villages pour qu'ils puissent continuer leurs activités auprès de la jeunesse.

Cédric DUPOND :

Ce qui est cocasse dans cette convention territoriale globale c'est que la CAF impose pourquoi pas de faire passer ce type de politique par le biais de la communauté urbaine sauf que si vous lisez les statuts de la communauté urbaine et ses compétences, cela ne fait pas partie des compétences de la communauté urbaine. On vient d'avoir un rapport de la chambre régionale des comptes où il y avait un certain nombre de choses qui étaient listées notamment parfois des interventions qui ne sont pas dans le domaine de compétence. Je pense que dans les 5 ans ce qu'il faudra faire c'est faire évoluer les compétences de la communauté urbaine sur l'animation globale du contrat avec la CAF, que ce soit écrit comme on l'a fait pour la politique de la ville à une époque car on aura le droit dans quelques années à un nouveau rapport.

Pierre ANSART :

Cela a été confié à Monsieur TILLARD qui est vice-président à la solidarité. Il faudra effectivement redéfinir.

Jean-Louis PETIT :

Il y avait des élus présents et je peux vous dire que le sentiment général c'était une inquiétude partagée et les dirigeants de la CAF qui étaient présents ont juré mais ils n'ont pas craché par terre qu'ils n'y auraient pas de baisse de financement. On restera vigilant.

Michel EVRARD :

Juste une observation dans la rédaction et je pense que c'est la CAF qui a rédigé. Dans la 2ème page, quand on parle de l'inclusion des enfants en situation de handicap et des enfants de famille pauvres. Le terme « pauvre » est un peu malheureux. Ce n'est pas adapté.

Jean Louis PETIT :

Je suis d'accord. On pourrait mettre modeste.

Pierre ANSART :

Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°10 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

11. PARTENARIAT AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DANS LE CADRE DE LA PARTICIPATION AU DISPOSITIF PS JEUNES

Monsieur PETIT expose :

La Prestation de Service Jeunes (PS jeunes) est une aide proposée par la Caisse d'Allocations Familiales pour encourager les initiatives des adolescents et renforcer leur accompagnement éducatif.

Cette aide :

- Cofinance les postes de référents jeunesse ;
- Soutient les projets des 12-25 ans en mobilisant les fonds publics et territoire.

Les objectifs de la PS Jeunes visent notamment à :

- Faire évoluer l'offre en direction des jeunes pour leur permettre davantage de prise d'initiative ;
- Développer les partenariats locaux autour de la jeunesse et intégrer les actions soutenues dans ce partenariat ;
- Consolider la fonction éducative à destination des 12-25 ans, en agissant dans le cadre de travail des professionnels de la jeunesse ;
- Mobiliser les jeunes qui ne fréquentent pas les structures grâce à des actions itinérantes et hors les murs.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la participation de la ville au dispositif « Prestation Service Jeunes »
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à effectuer toutes les démarches pour concrétiser le partenariat avec la CAF, à déposer le dossier de candidature, à signer l'ensemble des documents liés au dispositif.

Jean-Louis PETIT :

On développera demain à la commission et je réitère mes excuses car le courrier du 2 septembre n'est pas arrivé chez tout le monde. On a du décaler d'une semaine. On prendra un exemple concret qui est le nôtre.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°11 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

12. ATELIER DES MUSIQUES ACTUELLES / TARIFS ANNEE 2022-2023

Madame WALLET expose :

Je vous propose de reconduire l'Atelier des Musiques Actuelles pour l'année scolaire 2022-2023 et d'en fixer les conditions financières selon le barème suivant :

QUOTIENTS CAF	Tarifs annuels Beaurinois	Tarif annuel Extérieur
-334	31,00 €	192,50 €
335/442	46,50 €	
443/617	56,50 €	
618/882	67,00 €	
883/1147	77,00 €	
1148 et plus	88,00 €	

Conditions particulières :

- Le tarif beaurinois est appliqué au personnel municipal.
- Le paiement pourra être effectué en 3 fois.
- En cas d'inscription en cours d'année, un tarif correspondant à 10 % du tarif annuel multiplié par le nombre de mois consommé sera appliqué aux familles.
- Pour les familles extérieures à Beaurains :
 - Une réduction de 10 % pourra être effectuée pour l'inscription d'un second enfant
 - Une réduction de 20 % pourra être effectuée pour l'inscription d'un troisième enfant
 - Une réduction de 30 % pourra être effectuée pour l'inscription d'un quatrième enfant
- De façon tout à fait exceptionnelle et après décision de l'autorité légale, pour des raisons de santé justifiées, la commune pourra procéder à une régularisation de la participation familiale, après une absence d'un mois minimum, à raison de 10 % de réduction par mois non consommé complètement.

Jean-Thierry HARMEGNIES

Il me semble qu'il y a une légère augmentation de 3 € pour le tarif le plus élevé.

Pierre ANSART :

Pour les Beaurinois, Il y a eu une augmentation de 2 % et de 10 %.

Michel EVRARD :

Pour vous dire que nous allons nous abstenir car à chaque fois qu'il y a des augmentations de tarif, on avait estimé qu'on manquait d'informations et il n'y a pas eu de commission culture pour qu'on puisse en discuter. J'ai une question car l'année dernière quand on votait ces tarifs-là, on parlait aussi de l'atelier d'art graphique. Cela n'apparaît pas. Il y a quelques Beaurinois qui m'ont posé la question de savoir si c'était encore prévu.

Pierre ANSART :

Pour l'instant, ce n'est pas décidé de la reprise. On attend janvier 2023 car il y avait que 3 adhérents. On attend de voir si on a d'autres personnes intéressées. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ?

Abstention ?

RAPPORT N°12 ADOPTÉ AVEC 4 ABSTENTIONS

13. REPAS DES AINES 2022

Madame DUTERIEZ expose :

Lors de sa réunion du 14 juin 2022, la Commission des Affaires Sociales a examiné différentes propositions reçues, suite à une mise en concurrence, pour l'organisation du traditionnel « Repas des aînés » fixé le **samedi 12 novembre**. Pour l'année 2022, sont concernées les personnes nées en 1955 et avant (67 ans et plus).

Les conjoints, même s'ils n'ont pas l'âge requis, bénéficieront de cette prestation.

Après examen, le choix s'est porté, cette année, sur une sortie au restaurant :

L'Estaminet Palace, 7, rue de Hauteville – 62250 Saint-Inglevert (Pas-de-Calais).

Le restaurateur nous propose un menu complet (boissons comprises) à **35,00 €**.

Ce menu, servi à table, sera dansant et l'animation est comprise dans le tarif du menu.

Je vous propose de bien vouloir approuver ces décisions et d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions correspondantes.

Pierre ANSART :

Il y a 170 inscrits à ce jour au repas. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°13 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

14. COLIS DES AINES 2022

Madame DUTERIEZ expose :

Lors de sa réunion du 14 juin 2022, la Commission des Affaires Sociales a examiné différentes propositions émanant de fournisseurs, afin d'attribuer le colis de nos aînés.

Pour les aînés qui ne peuvent participer au repas annuel, je vous propose :

- De fixer le montant du colis comme suit :
 - A 23,95 € TTC le montant individuel du colis « simple » ;
 - A 32,95 € TTC le colis « couple ».
- De retenir la société « Lou Berret à Grogelac » (Périgord) présentant le meilleur rapport qualité/prix.

La distribution du colis est fixée au **samedi 17 décembre 2022**.

Je vous propose donc de valider ce choix et d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le bon de commande correspondant.

Pierre ANSART :

Les membres de la commission ont pu tester le colis. Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°14 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

**15. PLAN DE PREVENTION DES RISQUES DE MOUVEMENTS DE TERRAIN LIES
AUXCAVITES SOUTERRAINES ACHICOURT, ARRAS ET BEAURAINS**

Monsieur VENEL expose :

Par lettre en date du 22 août 2022, Monsieur le Préfet engage les communes impactées par le PPRMT, à réunir leur Conseil Municipal afin que celui-ci émette un avis sur le projet du PPRMT cavités souterraines.

Comme annoncé lors de la réunion de concertation du 09 mars 2022 et conformément aux dispositions de l'article R.562-7 du Code de l'environnement, le projet de PPRMT cavités souterraines doit faire l'objet d'une consultation officielle à laquelle ce même code prévoit que le Conseil Municipal y soit associé.

Vu l'avis favorable de la commission d'urbanisme réuni le 14 septembre 2022,

Considérant que l'avis du Conseil Municipal est requis dans le cadre de l'enquête publique relative au projet du PPRMT cavités souterraines.

Je vous propose :

- D'émettre un avis favorable au projet de PPMT liées aux cavités souterraines.

Pierre ANSART :

Il y aura une réunion publique organisée par la Préfecture qui aura lieu le 15 novembre. On en fera la publicité auprès de la population et la Préfecture également. C'est une réunion publique pour les 3 communes qui a lieu à Beaurains.

Eric VENEL :

Animée par Monsieur le sous-préfet.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°15 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

**16. INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT-
SARLBOIRY PORCS.**

Monsieur VENEL expose :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que par arrêté préfectoral en date du 26 septembre 2022, la SARL BOIRY PORCS a déposé un dossier d'enregistrement soumis à consultation du public pour son projet de construction d'un nouveau bâtiment et la modification du plan d'épandage de son élevage porcin situé 2, rue d'Arras à BOIRY-SAINT-RICTRUDE

Considérant que l'avis du Conseil Municipal est requis sur ce projet.

Je vous propose de :

- Donner un avis défavorable au projet de construction d'un nouveau bâtiment et la modification du plan d'épandage de son élevage porcin ;
- D'en informer les services de la Préfecture, Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ?

Eric VENEL :

Vous avez tous lu dans le dossier qui accompagnait cette délibération qu'il est prévu une augmentation du nombre de truies et d'animaux au sein de cette porcherie ; ce n'était pas précisé dans le courrier de monsieur le Préfet. On passe de 1947 à 1986 équivalents animaux.

Michel EVRARD :

Juste une précision car sinon je vais me faire taper sur les doigts par mes collègues car l'intitulé du bureau c'est le bureau des installations classées de l'utilité publique et pas de l'unité publique. Merci.

Pierre ANSART :

Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°16 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

**17. FIEET 2021 (FONDS D'INTERVENTION POUR LES ENJEUX ECOLOGIQUES ET
TERRITORIAUX) ACCORD DE SUBVENTION**

Monsieur VENEL expose :

Dans le cadre de la charte Bello RAMO, son projet structurant de reverdissement, la ville a déposé une demande de subvention dans le cadre du dispositif FIEET départemental en 2021.

Je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à valider cet accord de subvention d'un montant de 1 618,56 € et à signer les documents nécessaires au versement de celle-ci.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°17 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

18. MARCHE ASSURANCE - RENOUVELLEMENT

Monsieur DUPOND expose :

Par délibération du 09 décembre 2020, vous avez adopté le marché « prestations de services d'assurances » pour deux années. Celui-ci prendra fin le 31 décembre 2022.

Je vous propose de lancer, en procédure adaptée, l'appel d'offre suivant :

- Renouvellement du marché « prestation de services d'assurances » pour la commune de BEAURAINS pour une durée de 2 ans.

Lot 1 : Assurance des véhicules à moteur – Assurances Auto-Collaborateur

Lot 2 : Dommages aux biens

Lot 3 : Responsabilité civile – Indemnisation des accidents corporels

Lot 4 : Protection Juridique

Lot 5 : Garantie Statutaires

La commission d'examen des offres se réunira en novembre 2022, les différents choix qu'elle aura retenus vous seront proposés au Conseil Municipal de décembre 2022.

Je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à engager le renouvellement en procédure adaptée, du marché « prestations de services d'assurances ».

Cédric DUPOND :

Selon des sources bien informées, comme tout augmente on s'attend à une augmentation des tarifs des assurances de l'ordre de 15 %.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°18 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

19. CONTRAT D'ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS SPORTIFS

Monsieur DUPOND expose :

Les décrets 96-495 du 04 juin 1996 et 96-1136 du 18 décembre 1996 fixent les prescriptions relatives aux contrôles des aires de jeux et équipements sportifs de la collectivité.

La commune se doit chaque année de les faire vérifier par un organisme ou une société habilitée et répondant aux normes AFNOR.

Je vous propose donc de bien vouloir confier à la société « SAGA LAB » pour une durée de 3 ans, le contrôle de l'ensemble de nos équipements.

Ce contrôle reprend :

- Les installations du Stade François Bourbotte
- Les installations du Centre Multisports Jean Haniquaut
- Les installations de l'espace vert du Centre Social municipal Chico Mendes

Cette prestation moyennant une redevance annuelle est décomposée comme suit :

ANNEE 2023 :

- 120,00 € HT réalisation du contrôle opérationnel sur un but de football
- 48,00 € HT réalisation du contrôle opérationnel sur un but de basket-ball
- 16,00 € HT contrôle visuel d'un poteau de volleyball
- 16,00 € HT contrôle visuel d'un poteau de tennis
- 40,00 € HT contrôle visuel d'une corde à grimper
- 8,00 € HT contrôle visuel sur une paire d'anneaux de gymnastique
- 24,00€ HT contrôle visuel d'un rang d'escalier
- 48,00 € HT contrôle visuel d'une potence de boxe
- 8,00 € HT contrôle visuel d'un agrès de gymnastique

Pour un montant total de 328,00 € HT (393,60 € TTC)

ANNEE 2024 :

- 180,00 € HT réalisation du contrôle principal sur un but de football avec essai en charge
- 72,00 € HT réalisation du contrôle principal sur un but de basket-ball avec essai en charge
- 16,00 € HT contrôle visuel d'un poteau de volleyball
- 16,00 € HT contrôle visuel d'un poteau de tennis
- 60,00 € HT contrôle visuel d'une corde à grimper avec test de charge
- 12,00 € HT réalisation d'un essai vertical en charge sur une paire d'anneaux de gymnastique
- 36,00€ HT contrôle en charge d'un rang d'escalier
- 72,00 € HT contrôle charge d'une potence de boxe
- 8,00 € HT contrôle visuel d'un agrès de gymnastique

Pour un montant total de 472,00 € HT (566,40 € TTC)

ANNEE 2025 :

- 120,00 € HT réalisation du contrôle opérationnel sur un but de football
- 48,00 € HT réalisation du contrôle opérationnel sur un but de basket-ball
- 16,00 € HT contrôle visuel d'un poteau de volleyball
- 16,00 € HT contrôle visuel d'un poteau de tennis
- 40,00 € HT contrôle visuel d'une corde à grimper
- 8,00 € HT contrôle visuel sur une paire d'anneaux de gymnastique
- 24,00€ HT contrôle visuel d'un rang d'escalier
- 48,00 € HT contrôle visuel d'une potence de boxe
- 8,00 € HT contrôle visuel d'un agrès de gymnastique

Pour un montant total de 328,00 € HT (393,60 € TTC)

Le contrat ainsi proposé sera valable 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2023. Les prix sont fermes et non révisables pour les trois années de contrat.

Je vous propose de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat d'entretien des équipements sportifs tel communiqué en annexe.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°19 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

**20. PROJET MOBILISATION DU FOND DATL 2022
(DEVELOPPEMENT AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET LITTORAL HAUTS-DE-FRANCE)**

Monsieur DUPOND expose :

La Région Hauts-de-France se mobilise aux côtés des collectivités locales sur les territoires de la politique de la ville par le fond spécifique DATL – Développement Aménagement du Territoire et Littoral.

Ce fond valorise les actions en direction des publics de ces territoires en insistant sur la place des habitants de l'émergence à la réalisation des actions.

Au-delà d'actions structurantes dans les quartiers qui concernent le mobilier urbain, la sécurité, la création d'espaces de vie, de nature et d'expression, la visée reste principalement sociale.

Ainsi, la commune a décidé d'inscrire plusieurs actions significatives pour poursuivre la consolidation du lien social sur son territoire :

- La création d'un espace d'accueil connecté au Centre Social municipal Chico Mendès ;
- La Coopération Jeunesse de Service ;
- Les événements solidaires.

Afin de mener à bien ces opérations, je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à solliciter auprès de la Région Hauts-de-France le fond DATL et signer tous documents s'y rapportant.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°20 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

21. MUTUALISATION DES ACHATS ENTRE LES COMMUNES D'ARRAS, SAINT-NICOLAS ET BEAURAINS. CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE POUR DES TRAVAUX DE REPRISE DE SEPULTURE

Monsieur DUPOND expose :

Dans le prolongement de la charte de coopération intercommunale et sur la base du recensement des besoins réalisés conjointement entre les villes d'Arras, Saint-Nicolas et Beaurains, il apparaît utile de mutualiser les travaux de reprise des concessions funéraires, dans les cimetières municipaux, afin d'obtenir des offres techniques et financières optimisées et réaliser ainsi des économies d'échelle.

Il est donc opportun de mettre en œuvre un groupement de commandes sur la base des articles L 2113-6 et 2113-7 du Code de la Commande Publique, dont la ville d'Arras sera le coordonnateur.

A ce titre, la Ville d'Arras sera chargée de la passation, la signature et la notification des marchés, pour le compte des membres du groupement, chacun d'eux ayant à sa charge la gestion des commandes le concernant.

Le marché sera en accord-cadre à bons de commande, en application de l'article R 2121-8 du code de la commande publique, sans montant minimum et avec un montant maximum annuel.

La durée de l'accord-cadre sera d'un an, reconductible 3 fois, de façon tacite et pour la même durée sans pouvoir excéder 4 ans.

En application de l'article du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), une commission d'appel d'offres du groupement doit être instaurée.

Sont membres de cette commission d'appel d'offres :

1° Un représentant élu parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement qui dispose d'une commission d'appel d'offres,

2° Un représentant pour chacun des autres membres du groupement désigné selon les modalités qui leur sont propres.

La commission d'appel d'offres est présidée par le représentant du coordonnateur. Pour chaque membre titulaire sera prévu un suppléant.

Conformément à l'article L2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal procède à la désignation de membres pour siéger au sein d'organismes extérieurs.

Aussi, je vous demande de désigner, parmi les membres de la commission d'appel d'offres ayant voix délibérative, celui qui représentera la ville de Beaurains dans la commission d'appel d'offres du groupement, ainsi que son suppléant.

En application de l'article L.2121-21, il est proposé de ne pas procéder à un scrutin secret.

Les villes d'Arras et Saint-Nicolas, ont délibéré ou délibèreront lors de séances prochaines afin de procéder à ces mêmes nominations.

Vu les articles L2121-29 et L1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique,

Je vous propose :

- De valider le principe de la constitution d'un groupement de commandes entre les villes d'Arras et Saint-Nicolas pour les travaux de reprise de sépulture ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la présente convention et toutes pièces s'y afférentes ;
- De désigner Monsieur DUPOND Cédric comme représentant titulaire et Monsieur HURET Hervé comme représentant suppléant de la ville de Beaurains dans la commission d'appel d'offres du groupement.



**CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES
ENTRE LES VILLES D'ARRAS, SAINT NICOLAS ET BEURAINS
TRAVAUX DE REPRISES EN TERRAIN COMMUN, DE REPRISES DES CONCESSIONS
FUNERAIRES, ECHUES OU ABANDONNEES, DU CIMETIERE MUNICIPAL**

Entre

La Ville d'Arras, représentée par son Maire, Monsieur Frédéric LETURQUE, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 3 octobre 2022,

La Ville de Saint Nicolas les Arras, représenté par son maire, Monsieur Alain CAYET, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2022

Et

La Ville de Beaurains, représenté par son maire, Monsieur Pierre ANSART, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 5 octobre 2022

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet du groupement

Afin de coordonner les démarches de passation de l'accord-cadre concernant les travaux de reprise en terrain commun des concessions funéraires, échues ou abandonnées, des cimetières municipaux, les parties ci-dessus désignées conviennent, après approbation de leur organe délibérant, de s'associer pour permettre la passation et la signature de cet accord-cadre.

Cet accord-cadre permettra de satisfaire les besoins précités des villes d'Arras, Saint Nicolas les Arras et Beaurains.

Cet accord-cadre est conclu pour une durée d'1 an, reconductible tacitement 3 fois.

Au vu des estimations réalisées, la consultation sera initiée sous la forme d'une procédure adaptée, conclue sans montant minimum et avec un montant maximum annuel, en application des articles L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la commande publique.

Les parties décident donc de constituer, conformément aux dispositions des articles L2121-29, L1411-5 et L1411-5-1°, L2113-6 et L2113-7 du Code général des collectivités territoriales, un groupement de commandes, ci-après désigné « le groupement », dont la présente convention précise les modalités de fonctionnement.

ARTICLE 2 : Constitution du groupement

Il s'agit d'un groupement de commandes dans lequel le coordonnateur sera chargé, outre la procédure de passation, de signer l'accord-cadre décrit à l'article 1 de la présente convention, y compris les avenants, et le notifier au nom de l'ensemble des membres du groupement.

L'exécution de l'accord-cadre et son contrôle (constatation du service fait, mandatement, paiement...) sera assurée séparément par chaque membre du groupement pour la partie qui le concerne. La facturation sera adressée au membre du groupement concerné.

La plate-forme dématérialisée utilisée dans le cadre de la procédure de passation sera celle du coordonnateur.

La mission de la Ville d'Arras en tant que coordonnateur du groupement ne donne pas lieu à rémunération.

ARTICLE 3 : Mode de passation du marché public

La passation de l'accord-cadre respectera les règles et procédures imposées par la réglementation relative à la commande publique, et notamment celles posées par l'article L2125-1 du Code de la Commande publique.

ARTICLE 4 : Durée du groupement

Le groupement est créé ponctuellement selon les modalités précisées ci-après.

Le groupement est constitué pour la durée de la mise en place et de l'exécution de l'accord-cadre. Il prend effet à partir de la prise des délibérations d'adhésion au groupement, et prend fin à l'achèvement de l'exécution de l'accord-cadre (sauf cas de litige à l'article 12 de la présente convention).

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'1 an à compter de sa notification au titulaire, reconductible 3 fois de manière tacite pour la même durée, sans pouvoir dépasser 4 ans, sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel.

ARTICLE 5 : Coordonnateur du groupement

Pour la réalisation de l'objet du groupement, l'ensemble des membres du groupement désigne comme coordonnateur la ville d'Arras, en la personne de son maire ou de son représentant.

A ce titre, la Ville d'Arras sera chargée d'une part de la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre, et d'autre part des avenants et actes d'exécution au nom de l'ensemble des membres du groupement.

ARTICLE 6 : Ajout d'un membre dans le groupement

Si une collectivité veut se joindre au groupement avant le lancement du marché, l'ajout d'une collectivité ou établissement public sera réalisée par le coordonnateur, après acceptation écrite des autres membres du groupement.

ARTICLE 7: Commission d'appel d'offres du groupement

En application des articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique, une commission d'appel d'offres du groupement est instaurée.

Sont membres de cette Commission d'appel d'offres, un représentant élu parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement qui dispose d'une commission d'appel d'offres ou un représentant pour chacun des autres membres du groupement désigné selon les modalités qui leur sont propres.

Pour chaque membre titulaire sera prévu un suppléant.

La Commission d'appel d'offres est présidée par le représentant du coordonnateur.

ARTICLE 8 : Missions des membres du groupement

Les membres sont chargés :

- de communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins en vue de la passation de l'accord-cadre,
- d'exécuter l'accord-cadre, chacun pour ce qui les concerne, avec les opérateurs économiques choisis par la commission d'appel d'offres du groupement, à hauteur de ses besoins propres définis dans le cahier des charges commun, Toutefois, le coordonnateur se chargera de signer et notifier les décisions de non reconduction et de conclure les éventuels avenants à l'accord-cadre, après avoir recueilli l'accord de chaque membre du groupement
- de régler les prestations, objet de l'accord-cadre, à hauteur de leurs commandes respectives (la facturation sera séparée pour chaque membre du groupement)

ARTICLE 9 : L'exécution financière

Chaque membre du groupement inscrit le montant des prestations qui le concerne dans son budget propre et assure l'exécution comptable de l'accord-cadre.

Les factures afférentes au marché seront établies selon la fréquence définie dans le marché à hauteur des prestations réalisées pour chacun des membres du groupement.

Les règlements seront effectués par chaque membre du groupement conformément à ses procédures propres.

ARTICLE 10 : Adhésion des membres du groupement

L'adhésion des personnes publiques est soumise à l'approbation de leur organe délibérant. Les délibérations correspondantes seront annexées à la présente convention.

ARTICLE 11 : Envoi de la convention constitutive

Cette convention sera envoyée à chacun des membres du groupement, par mail, pour signature puis retournée à la ville d'Arras par mail.

ARTICLE 12 : Modification de la convention constitutive

Toute modification de la présente convention sera réglée par avenant approuvé, au préalable, dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

ARTICLE 13 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties. Elle expirera à la date d'échéance de l'accord-cadre. Elle expirera également en cas de retrait d'un des membres du groupement.

ARTICLE 14 : Modalités de retrait du groupement et résiliation de la convention

Chaque membre conserve la faculté de se retirer du groupement de commandes, en adressant une décision écrite notifiée au coordonnateur au moins trois mois avant le retrait effectif. Le retrait de l'un des membres du groupement entraînera alors la résiliation de la présente convention.

Toutefois, le retrait du groupement et la résiliation de la convention ne pourront intervenir dès lors que la procédure de passation de l'accord-cadre aura été engagée (envoi de l'avis d'appel public à la concurrence), sauf décision contraire et unanime des membres du groupement.

Fait à Arras, le

**Pour la ville d'Arras,
Le Maire,**

Frédéric LETURQUE

**Pour la ville de Beaurains
Le Maire**

Pierre ANSART

**Pour la ville de Saint Nicolas
Le Maire**

Alain CAYET

Cédric DUPOND :

On est en octobre. On approche de la Toussaint. On a déjà évoqué ce sujet de reprise de sépulture. Depuis 2 ans, on a mis en place une procédure dans notre cimetière suivie par l'adjoint aux travaux. On a repéré un certain nombre de sépultures qui ont l'air d'être abandonnées.

Pierre ANSART :

Il y a une centaine de sépultures.

Cédric DUPOND :

Pour ces sépultures, il n'y a plus personne qui se manifeste. Aujourd'hui, on peut mettre en place cette reprise de sépulture. Le tarif évoqué par un certain nombre de sociétés qui gèrent c'est entre 800 et 1000 €. On a souhaité voir avec les communes d'Arras et St Nicolas ; les autres n'ont pas été candidates pour essayer de faire un groupement de commandes pour ces travaux de reprise de sépulture pour éviter de recréer un nouveau cimetière sachant que la CUA a mis en place un fond de concours de 250 € par sépulture pour ces reprises. C'est dans les compétences de la CUA de créer de nouveaux cimetières. Pour retarder la création de nouveaux cimetières, il faut d'abord travailler sur les sépultures qui sont abandonnées.

Pierre ANSART :

Un nouveau cimetière ne peut être créé que si la démarche a été engagée et que les reprises de sépultures sont engagées. Il est évident que nous ne ferons pas la reprise des 100 sépultures en une seule année. On va l'étaler sur le temps. Cela fait une grosse dépense.

Michel EVRARD :

Une question pratique quand il y a reprise de sépulture que fait-on des ossements. C'est stocké au cimetière de Beaurains ?

Pierre ANSART :

Oui, dans la fosse commune. S'il reste des ossements, les services compétents sont chargés de les mettre dans la fosse commune.

Cédric DUPOND :

Cela fait partie de la mission de l'entreprise. On peut aller aussi au crématorium.

Pierre ANSART :

Dans le montant des frais, il y a aussi le règlement des services de police qui doivent être présents à l'ouverture de la sépulture.

Cédric DUPOND :

C'est une vacation funéraire. Je vous propose de valider le principe de la constitution d'un groupement de commandes entre les villes d'Arras et Saint Nicolas pour les travaux de reprise de sépulture, d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la présente convention et toutes pièces s'y afférentes, de désigner Monsieur DUPOND Cédric comme représentant titulaire et Monsieur HURET Hervé comme représentant suppléant de la ville de Beaurains dans la commission d'appel d'offres du groupement.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°21 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

22. ECHANGE SANS SOULTE DE PARCELLES ENTRE LA COMMUNE DE BEAURAINS ET K'VAL CAD

Monsieur DUPOND expose :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 13 avril 2022, vous avez autorisé dans le cadre du développement de la zone commerciale BOREAL PARC, l'échange des parcelles ZH 33 et ZH 36 contre une partie de la parcelle ZH 32 appartenant à K'VAL CAD représentée par Valérie GILLET, domiciliée à Beaurains 11 rue des Pâquerettes.

Echange des parcelles à K'VAL CAD par la commune

Pour une superficie de 7 243 m²

Lieu-dit	Section	Numéro	Surface
Le chantier de la Pigache	ZH	33	4 437 m ²
Le chantier de la Pigache	ZH	36	2 806 m ²

Echange de la parcelle à la commune par K'VAL CAD

Pour une superficie de 441 m²

Lieu-dit	Section	Numéro	Surface
Le chantier de la Pigache	ZH	32p2	441m ²

Ces parcelles sont situées en zone Ae au PLUi.

La parcelle ZH 32p2 d'une contenance de 441 m², sera cédée au profit de NORD France-Invest ou toute autre société s'y substituant à 65.00 € du m².

L'acte d'échange s'accompagne d'une renonciation à l'action en répétition prescrite par l'article 1705 du code civil. L'action en répétition permet de retrouver son propre bien si l'on perd le bien reçu en échange ou s'il y a menacé de le perdre.

Je vous propose

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toute pièce nécessaire à la réalisation de cette opération.
- D'autoriser Monsieur le Maire à renoncer à l'action en répétition prévue par l'article 1705 du code civil dans le cadre de l'échange foncier.

PROTOCOLE D'ACCORD D'ECHANGE SANS SOULTE DE PARCELLES

Entre la Commune de BEAURAINS représentée par Monsieur Pierre ANSART, Maire de BEAURAINS dûment habilité,

Et K'VAL CAD représentée par Madame Valérie GILLET ou toute société s'y substituant, domicilié à BEAURAINS 11 rue des Pâquerettes.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : La Commune de BEAURAINS échange à K'VAL CAD représentée par Madame Valérie GILLET ou toute société s'y substituant, qui l'accepte les parcelles cadastrées ZH 33 pour une superficie de 4 437 m² sise à Beaurains « le Chantier de la Pigache » et la ZH 36 pour une superficie de 2 806 m² sise à Beaurains « le Chantier de la Pigache » contre la parcelle ZH 32p2 pour une superficie de 441 m² sise à Beaurains, « le Chantier de la Pigache »

Article 2 : la parcelle ZH 32p2 d'une contenance de 441 m², sera cédée au profit de NORD France-Invest ou toute autre société s'y substituant à 65.00 € du m².

Article 3 : Ce protocole d'accord est une déclaration d'intention, c'est le compromis de vente qui traduira le consentement des parties.

Article 4 : La rédaction de l'acte sera réalisée par Maître Gérard BAILLET, Notaire à ARRAS.

Fait à BEAURAINS, le , en trois originaux.

Pierre ANSART,
Maire,
Vice-Président de la CUA

Madame Valérie GILLET

Cédric DUPOND :

C'est un sujet que l'on a déjà évoqué avec la vente du terrain et le développement de la zone commerciale Boréal parc. On a évoqué le sujet le 13 avril 2022. Dans le cadre de la vente du terrain qui nous appartenait, le projet qui avait été déposé avait besoin d'un peu plus d'espace. On vous propose de faire un échange avec K Val Cad pour récupérer 441 m² qui permettra le développement du projet. 441 m² qui ne sont pas constructibles qui permettront de faire bouger la limite du projet pour des raisons d'urbanisme, de réglementation d'urbanisme. En échange de ces 441 m² d'échanger les 2 parcelles qui étaient mises à disposition de K Val Cad ; la ZH 33 et la ZH 36 qu'ils utilisaient déjà pour qu'ils en deviennent propriétaires. On a mis un plan.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ?

Michel EVRARD :

Je voulais vous remercier pour le plan que l'on a reçu car c'était délicat de trouver où cela se situait.

Cédric DUPOND :

C'est un plan qu'on a fait qui expliquait bien la situation. Le plan conforme on ne pouvait pas le donner car c'est le plan du géomètre qui ne nous appartient pas.

Pierre ANSART :

Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°22 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

23. REGROUPEMENT DES BUDGETS D'ACQUISITION DES OUVRAGES DE LA MEDIATHEQUE D'ACHICOURT ET DE LA BIBLIOTHEQUE DE BEURAINS

Monsieur DUPOND expose :

Nous disposons, comme nos voisins d'Achicourt, d'une bibliothèque/médiathèque, et chaque année nous consacrons une enveloppe budgétaire à l'acquisition d'ouvrages (livres, livres audio, documents, bandes dessinées, album, revues... etc...).

Ces acquisitions rejoignent d'ailleurs le réseau M mis en place il y a quelques années et dont nous sommes aussi adhérents.

Afin de correspondre avec la charte départementale de la lecture publique qui oblige, notamment, à consacrer une dépense de 2,50 €/ habitant. Suite à la même opération réalisée en 2021, il est envisagé de renouveler le groupement, avec la médiathèque d'Achicourt, l'achat de ces ouvrages.

Cela aura pour conséquence une augmentation substantielle de l'aide départementale.

Nous avons donc rédigé une convention afin de définir les engagements de chaque commune. La ville d'Achicourt se chargeant de porter le projet.

Le montant des dépenses prévues au budget 2022 des deux communes (article 6065) est de 34 077 € (20 277 € - Achicourt, 13 800 € - Beaurains).

Le montant de l'aide départementale (50%) étant de 17 038,50 €.

D'un commun accord, il revient à la commune d'Achicourt de budgéter l'ensemble des dépenses et recettes de l'opération. La commune de Beaurains lui remboursera sa quote-part sur présentation d'un état récapitulatif (dépenses/recettes) accompagné d'un titre de recettes.

Il vous est proposé :

- D'accepter le principe de mise en commun, avec la ville d'Achicourt, les achats d'ouvrages à destination de notre bibliothèque et la médiathèque d'Achicourt,
- Autoriser, Monsieur le Maire ou son représentant, à signer le projet de convention 2022 annexé et toutes pièces utilisées à sa mise en œuvre.

REGROUPEMENT DES ACQUISITIONS DE SUPPORTS
BIBLIOTHEQUES D'ACHICOURT ET DE BEURAINS
CONVENTION - 2022

Entre les soussignés :

La Mairie d'Achicourt, dont le siège social est situé 4, place Jean Jaurès 62217 ACHICOURT, représentée par Monsieur Jean-Paul LEBLANC en sa qualité de Maire d'une part,

Ci-après désignée « instance porteuse »

Et

La Mairie de Beaurains, dont le siège social est situé 1, place de la fontaine 62217 BEURAINS, représentée par Monsieur Pierre ANSART en sa qualité de Maire d'autre part,

Ci-après désignée « instance portée »

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Dans la démarche de mutualisation des bibliothèques sises sur les communes, des parties « *instance porteuse* » et « *instance portée* », l'exercice budgétaire 2022 prévoit le regroupement des budgets des acquisitions des supports.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit.

Objet de la convention

Les deux parties s'engagent à procéder aux achats concertés des acquisitions de livres, livres audio, documents, bandes dessinées, albums, CD, DVD, revues et jeux qui rejoindront le fonds d'ouvrages des deux bibliothèques et du Réseau M auquel elles participent.

L'instance porteuse s'engage à gérer la ligne budgétaire 6065 relative aux dépenses en engagement ou en régie des supports cités.

L'instance porteuse s'engage à rendre compte de l'état des dépenses auprès de *l'instance portée* à chacune des opérations financières réalisées par la ligne budgétaire 6065.

L'instance portée s'engage à procéder aux transactions de la ligne budgétaire 6065 votée lors de la séance du conseil municipal de la ville de Beaurains du 05 octobre 2022 sous l'intitulé : « Regroupement des budgets d'acquisitions des ouvrages médiathèque d'Achicourt et la bibliothèque de Beaurains ».

Les parties s'engagent à enregistrer l'ensemble des acquisitions mutualisées sur le logiciel commun du Réseau M.

Les parties s'engagent à autoriser la sortie et le dépôt des supports par les adhérents du Réseau M dans l'une des bibliothèques adhérentes au Réseau M.

Les parties s'engagent à proposer un bilan de leur action de mutualisation auprès des instances d'évaluation partenaires : commissions municipales, comité de pilotage, et comité technique. Elles présenteront lors de cette assemblée les perspectives d'acquisition de l'année n+1 en respectant, autant que faire se peut, les taux de renouvellements annuels préconisés par le Département.

Les deux parties s'engagent à respecter le vote du montant du budget imposé par la charte départementale de la lecture publique (soit 2,50 € /habitants).

Modalités financières

L'instance porteuse prévoira, dans son budget annuel, l'ensemble des dépenses et recettes relatives à cette opération.

L'instance portée lui remboursera sa quote-part sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses et recettes accompagné d'un titre de recette.

Modalités de modification de la convention

Les deux parties s'entendent sur la possibilité de faire procéder à une ou plusieurs modifications de la présente convention.

Ces modifications feront l'objet d'une délibération votée par chaque assemblée des conseils municipaux concernés.

Litiges

En cas de non-respect de l'un des engagements par l'une des deux parties, l'instance victime du litige se donne le droit d'engager les poursuites nécessaires devant le Tribunal Administratif d'Arras pour « *absence de réponse aux obligations définies par la présente convention* »

Le manquement aux dispositions de la convention par l'une des parties, pourra entraîner la résiliation unilatérale et de plein droit par l'autre partie.

Dans un esprit conforme à la volonté des deux parties de mutualiser leurs acquisitions, les conditions de résolution des litiges s'efforceront d'abord de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation. Les deux parties s'entendent alors sur un délai de conciliation d'un mois.

Durée et renouvellement de la convention

Les engagements de la présente convention s'exercent jusqu'au terme de l'exercice budgétaire 2022, soit jusqu'au 31 décembre 2022.

Les assemblées délibératives des deux parties procéderont au renouvellement ou à l'arrêt de la convention pour l'exercice budgétaire 2023 au cours des séances des conseils municipaux respectifs.

La présente convention comporte 2 pages » ;

Fait en 2 exemplaires originaux » ;

A ACHICOURT le,

A BEAURAINS le,

Lu et approuvé

Lu et approuvé

Le Maire,

Le Maire,

Jean Paul LEBLANC.

Pierre ANSART.

Cédric DUPOND :

On a des habitudes de travail sur la bibliothèque depuis une dizaine d'années sur la politique de lecture publique, sur les semaines du livre et depuis 2 ans sur l'acquisition des ouvrages donc on vous propose d'autoriser le regroupement des budgets d'acquisition des ouvrages de la médiathèque d'Achicourt et de la bibliothèque de Beaurains pour un montant total de 34 077 € (20 277 € pour Achicourt et 13 800 € pour Beaurains). Le montant de l'aide départementale est de 17 038,50 €. C'est une opération que l'on a déjà montée. La seule façon pour les 2 communes pour avoir les subventions du Conseil Départemental car au niveau du seuil on n'était pas bon. Ce qui nous permet d'augmenter les acquisitions.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°23 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

24. REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

Monsieur DUPOND expose :

Par délibération en date du 08 juin 2022, la Commune a adopté la mise en place de l'instruction Budgétaire et Comptable M57, à compter du 1^{er} janvier 2023.

Il est précisé que le Règlement Budgétaire et Financier devient désormais obligatoire, pour les communes de + 3 500 habitants. Celui-ci a pour objectif principal de clarifier et de rationaliser l'organisation financière et la présentation des comptes locaux.

Le Règlement Budgétaire et Financier décrit notamment les processus financiers internes que la Commune de Beaurains met en œuvre pour renforcer la cohérence de ses choix de gestion.

Le présent règlement sera actualisé en tant que de besoin et en fonction de l'évolution des dispositions législatives et réglementaires.

Je vous propose donc, d'adopter le présent Règlement Budgétaire et Financier tel qu'annexé à la présente délibération.



Ville *de*
Beaurains

REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

SOMMAIRE

Préface	2
 I - Le cadre juridique du budget communal	3
Article 1 : La définition du budget	
Article 2 : Les grands principes budgétaires et comptables	
Article 3 : La présentation et le vote du budget	
Article 4 : Le débat d'orientation budgétaire	
Article 5 : La modification du budget	
 II - L'exécution budgétaire	7
Article 6 : L'exécution des dépenses avant l'adoption du budget	
Article 7 : Le circuit comptable des recettes et des dépenses	
Article 8 : Le délai global de paiement	
Article 9 : Les dépenses obligatoires et imprévues	
Article 10 : Les opérations de fin d'exercice	
Article 11 : La clôture de l'exercice budgétaire	
 III- Les régies	11
Article 12 : La régie d'avance	
Article 13 : La régie de recettes	
Article 14 : Le suivi et le contrôle des régies	
 IV- La gestion pluriannuelle.....	11
Article 15 : La définition des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement	
Article 16 : Le vote des AP/CP	
Article 17 : La révision des AP/CP	
Article 18 : AP votées par opération	
 V- Les provisions	13
Article 19 : La constitution des provisions	
 VI- L'actif et le passif.....	13
Article 20 : La gestion patrimoniale	
Article 21 : La gestion des immobilisations	
Article 22 : La gestion de la dette	
 VII- Le contrôle des collectivités territoriales exercé par la Cour des comptes	14
Article 23 : Le contrôle juridictionnel	
Article 24 : Le contrôle non juridictionnel	
 Lexique	15

Préface

Le règlement budgétaire et financier devient obligatoire avec le passage à la nomenclature comptable M57.

Celui-ci a pour objectif principal de clarifier et de rationaliser l'organisation financière et la présentation des comptes locaux.

Il décrit notamment les processus financiers internes que la ville de Beaurains a mis en œuvre pour renforcer la cohérence de ses choix de gestion. Il permet également d'identifier le rôle stratégique de chacun des acteurs en présence. Les modalités de préparation et d'adoption du budget par l'organe délibérant ainsi que les règles de gestion par l'exécutif des autorisations de programme et d'engagement sont par ailleurs des éléments obligatoires du règlement.

Le présent règlement sera actualisé en cas de besoin et en fonction de l'évolution des dispositions législatives et réglementaires.

I - Le cadre juridique du budget communal

Article 1 : La définition du budget

Conformément à l'article L.2312-1 du Code général des Collectivités Territoriales (CGCT), le budget de la commune est proposé par Monsieur le Maire et voté par le Conseil Municipal.

Le Budget Primitif est voté par le Conseil Municipal au plus tard le 15 avril, ou le 30 avril en période de renouvellement des exécutifs locaux (article L1612-2 du CGCT).

Le budget est l'acte par lequel le Conseil Municipal prévoit et autorise les recettes et les dépenses d'un exercice :

- En dépenses : les crédits votés sont limitatifs ; les engagements ne peuvent être validés qu'à mesure que des crédits ont été mis en place ;
- En recettes : les crédits sont évaluatifs ; les recettes réalisées peuvent être supérieures aux prévisions.

Le budget comporte deux sections : la section de fonctionnement et la section d'investissement. Chacune des sections est présentée en équilibre en dépenses et en recettes.

Le Budget Primitif est composé de :

- Le Budget Principal comprend l'ensemble des recettes et des dépenses de la collectivité qui n'ont pas vocation à faire l'objet d'un budget annexe ;
- Le Budget Annexe est voté par le Conseil Municipal, et doit être établi pour un service bien défini. Il existe un budget annexe « Boréal » à la ville de Beaurains ;
- Les budgets autonomes sont établis par d'autres établissements publics locaux rattachés à la collectivité. A Beaurains, il s'agit du CCAS et de l'AFR.

Le Budget Primitif est accompagné d'un rapport de présentation. Ce document présente le budget dans son contexte économique et réglementaire et en détaille la ventilation par grands postes.

Le budget est constitué de l'ensemble des décisions budgétaires annuelles ou pluriannuelles se déclinant en Budget Primitif (BP), Budget Supplémentaire (BS) et Décisions Modificatives (DM).

Le budget est envoyé sous forme dématérialisée aux services de l'État (Acte).

Article 2 : Les grands principes budgétaires et comptables



Le principe d'annualité budgétaire correspond au fait que le budget prévoit les recettes et autorise les dépenses pour un exercice budgétaire se déroulant du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année civile. La loi prévoit cependant une exception pour les budgets locaux selon laquelle le budget peut être voté jusqu'au 15 avril, et au plus tard le 30 avril, en cas de période de renouvellement des exécutifs locaux.

Ce principe d'annualité comprend certains aménagements justifiés par le principe de continuité budgétaire :

- Les reports de crédits : les dépenses engagées mais non mandatées vis-à-vis d'un tiers à la fin de l'exercice sont reportées sur l'exercice suivant pour permettre le paiement des dépenses ;

- La période dite de « journée complémentaire » : cette période correspond à la journée comptable du 31 décembre prolongée jusqu'au 31 janvier permettant de comptabiliser pendant un mois supplémentaire, en section de fonctionnement, des dépenses correspondant à des services rendus par la collectivité avant le 31 décembre ou de comptabiliser des recettes correspondant à des droits acquis avant cette date et permettant aussi l'exécution des opérations d'ordre de chacune des sections.

- La gestion en autorisations de programme et crédits de paiement : gestion autorisée pour les opérations d'investissement permettant de programmer des engagements dont le financement et la réalisation sont exécutés sur plusieurs années.

Le principe d'unité budgétaire : toutes les recettes et les dépenses doivent figurer dans un document budgétaire unique : le budget général de la collectivité.

Le principe d'universalité budgétaire : toutes les opérations de dépenses et de recettes doivent être indiquées dans leur intégralité dans le budget. Les recettes ne doivent pas être affectées à des dépenses particulières.

Des dérogations à ce principe sont aussi prévues par la loi et concernent :

- Les recettes sont affectées à une dépense particulière, conformément à des textes législatifs ou réglementaires ;
- Les subventions d'équipement affectées au financement d'un équipement ;
- Les recettes qui financent une opération pour compte de tiers.

Le principe de spécialité budgétaire : spécialisation des crédits par chapitre groupant des dépenses et des recettes en fonction de leur nature ou de leur destination.

Les principes d'équilibre et de sincérité : ils impliquent une évaluation sincère des dépenses et des recettes ainsi qu'un équilibre entre les recettes et les dépenses inscrites au budget et entre les deux sections (fonctionnement et investissement). Le remboursement de la dette doit être exclusivement assuré par les recettes propres de la collectivité et non par l'emprunt.

La séparation de l'ordonnateur et du comptable implique des rôles distincts pour ces deux acteurs publics.

- L'ordonnateur : le Maire de la ville, le Président en charge de l'engagement, de la liquidation, du mandatement et de l'ordonnancement des dépenses et des recettes avec l'appui des services internes de la ville.

- Le comptable public : agent de la Direction générale des finances publiques, en charge de l'exécution du paiement, sous sa responsabilité personnelle et pécuniaire, du recouvrement des recettes ainsi que du paiement des dépenses de la ville de Beaurains. Il contrôle alors les différentes étapes concernant les dépenses et les recettes effectuées par l'ordonnateur.

Tous ces principes permettent d'assurer une intervention efficace du conseil municipal dans la procédure budgétaire et d'organiser une gestion transparente des deniers publics. En cas de non-respect de ces principes, la ville encourt des sanctions prévues par la loi.

Article 3 : La présentation et le vote du budget

La ville de Beaurains applique la nomenclature comptable M14 qui comporte un double classement des opérations, par nature et par fonction. Le classement des opérations par nature se divise en deux catégories : les dépenses et les recettes. Le classement des opérations par fonction permet d'établir une distinction des recettes et des dépenses selon leur destination ou leur affectation. Il est obligatoire pour les collectivités de plus de 3 500 habitants comme la ville de Beaurains.

Lorsque que le budget est voté par nature, il est assorti d'une présentation croisée par fonction ; lorsqu'il est voté par fonction, il est assorti d'une présentation croisée par nature.

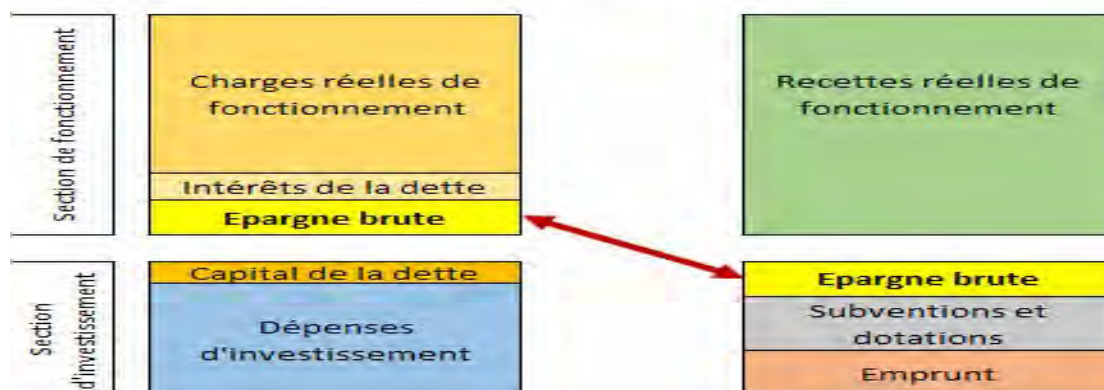
La ville de Beaurains vote son budget par nature. Sa présentation est donc complétée par une présentation fonctionnelle. Le budget est également sous-divisé en chapitres et articles. La ville de Beaurains vote également son budget par chapitre.

Le budget contient également des annexes.

Le référentiel budgétaire et comptable M14 appliqué par la ville, sera remplacé par le référentiel budgétaire et comptable M57 à compter du 1^{er} janvier 2023.

Ce changement de nomenclature nécessite des changements d'imputations budgétaires. Des tableaux de transposition M14/M57 viendront en soutien de cette nouvelle nomenclature comptable. Le budget est établi en deux sections comprenant chacune des dépenses et des recettes (article L.2311-1 du CGCT).

L'équilibre sectionnel



La section de fonctionnement regroupe essentiellement les dépenses de gestion courante, les dépenses de personnel et les intérêts de la dette, les dotations aux amortissements ; elle dispose de ressources définitives et régulières composées principalement du produit de la fiscalité locale, des dotations reçues de l'État et de produits des services communaux.

La section d'investissement retrace les opérations qui affectent le patrimoine de la commune et son financement ; on y retrouve en dépenses : les opérations d'immobilisations, le remboursement de la dette en capital et en recettes : des subventions de l'État, des collectivités territoriales, le Fonds de Compensation de la TVA et aussi les nouveaux emprunts.

La ville a jusqu'à présent choisi de voter son budget N avec intégration des résultats N-1. En cas de modification du calendrier budgétaire impliquant un vote du budget N avant que l'exercice concerné ne débute (par exemple, vote du budget N en décembre de l'exercice N-1, afin qu'il puisse s'appliquer dès le 1^{er} janvier de l'année N), une reprise des résultats N-1 à l'occasion d'un Budget Supplémentaire adopté au cours de l'année N sera nécessaire.

Article 4 : Le Débat d'Orientation Budgétaire

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) est obligatoire pour les communes de plus de 3 500 habitants depuis la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République. Ce débat porte sur les orientations générales du budget et doit se tenir dans un délai de 2 mois précédant le vote du budget par l'assemblée délibérante. Celui-ci doit faire l'objet d'une délibération distincte de celle du Budget Primitif.

Le Débat d'Orientation Budgétaire est accompagné d'un Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB).

L'obligation d'information a été renforcée par l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques du 22 janvier 2018 qui prévoit que ce rapport doit aussi présenter :

- Un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement ;
- Un objectif d'évolution du besoin annuel de financement.

Le DOB a vocation à renforcer la démocratie participative en instaurant une discussion au sein de l'assemblée délibérante sur les évolutions et les priorités de la situation financière de la collectivité.

Article 5 : La modification du budget

Elle peut intervenir soit :

- **Par Virement de Crédits (VC)** : Hors les cas où le Conseil Municipal a spécifié que les crédits sont spécialisés par article, le Maire ou le Président peut effectuer des virements d'article à article à l'intérieur d'un même chapitre (article L.2312-2 du CGCT). Le référentiel budgétaire et comptable M57 permet de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, au sein de la même section, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de la section, limite fixée à l'occasion de la délibération adoptant la M5, prise en date du 8 juin 2022. Néanmoins, cette possibilité ne s'applique pas aux dépenses de personnel.

- **Par décision modificative (DM)** : lorsqu'un virement de crédits fait intervenir deux chapitres budgétaires différents, celui-ci nécessite alors une inscription en décision modificative (article L.1612-141 du CGCT). Suite à la mise en place de la M57, les DM ne seront obligatoires que pour les virements de chapitre à chapitre au-delà du seuil autorisé de la fongibilité asymétrique.

La DM fait partie des documents budgétaires votés par le conseil municipal qui modifie ponctuellement le budget initial dans le but d'ajuster les prévisions en cours d'année, tant en dépenses qu'en recettes. Le nombre de DM est laissé au libre arbitre de chaque collectivité territoriale.

II - L'exécution budgétaire

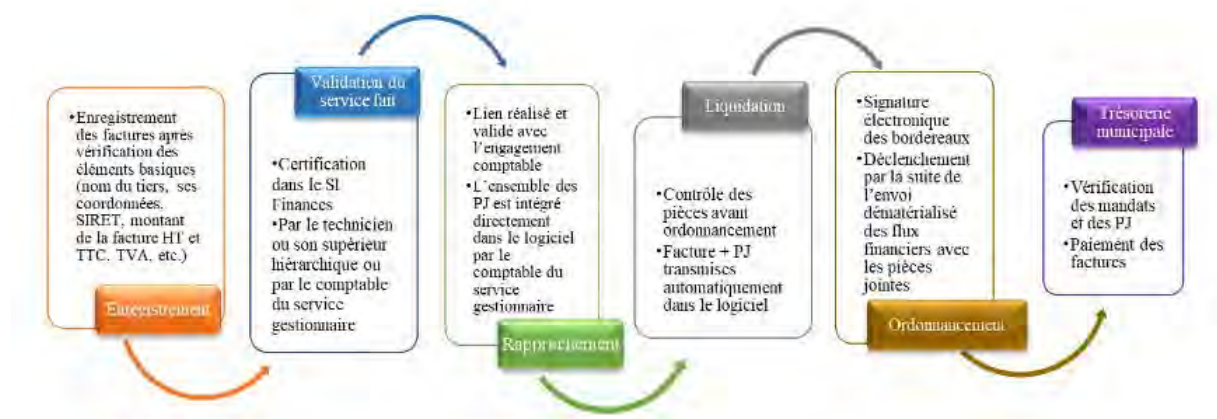
Article 6 : L'exécution des dépenses avant l'adoption du budget

L'article L.1612-1 du CGCT dispose que le Maire ou le Président est en droit, du 1^{er} janvier de l'exercice jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses en section de fonctionnement (hors autorisations d'engagement (AE)) dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente. Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, le Maire ou le Président, peut engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement (hors autorisation de programme (AP)), sous réserve de l'autorisation de l'assemblée délibérante précisant le montant et l'affectation des crédits, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel comprises dans une autorisation de programme ou d'engagement, le Maire ou le Président peut, selon l'article L1612-1 du CGCT, jusqu'à l'adoption du budget, liquider et mandater les dépenses d'investissement et de fonctionnement correspondant aux autorisations ouvertes au cours des exercices antérieurs, dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Article 7 : Le circuit comptable des recettes et des dépenses



L'engagement ou engagement juridique (EJ) constitue la première étape du circuit comptable en dépenses. C'est un acte par lequel la ville crée ou constate à son encontre une obligation qui entraînera une charge. Il résulte de la signature d'un contrat, d'une convention, d'un marché, d'un simple bon de commande,

...
L'engagement préalable est obligatoire dans l'application financière en dépenses, quelle qu'elle soit la section (fonctionnement ou investissement). Il permet de constater l'engagement juridique et de réserver les crédits correspondants ; il précède la signature d'un contrat ou d'une convention, ainsi que l'envoi des bons de commande aux fournisseurs.

L'engagement permet de répondre à 4 objectifs essentiels :

- Vérifier l'existence de crédits sur les bonnes lignes budgétaires ;
- Déterminer les crédits disponibles ;
- Rendre compte de l'exécution du budget ;
- Générer les opérations de clôture ;

L'engagement n'est pas obligatoire en recettes. En revanche, la pratique de l'engagement est un véritable outil d'aide à la gestion et au suivi des recettes. La signature des engagements juridiques est de la compétence exclusive de l'ordonnateur, à savoir Monsieur le Maire, ou ses Adjoints par délégation, ou le Directeur Général des services par délégation.

La liquidation constitue la deuxième étape du circuit comptable en dépenses comme en recettes. Elle correspond à la vérification de la réalité de la dette et à l'arrêt du montant de la dépense. Après réception de la facture, la certification du service fait est portée et attestée au regard de l'exécution des prestations effectuées ou de la livraison des fournitures commandées par le service gestionnaire de crédits.

Le mandatement des dépenses et l'ordonnancement des recettes : Le service des finances valide les propositions de mandats ou de titres après vérification de la cohérence et contrôle de l'exhaustivité des pièces justificatives obligatoires. Puis il émet l'ensemble des pièces comptables réglementaires (mandats, titres et bordereaux) qui permettent au comptable public d'effectuer le paiement des dépenses et l'encaissement des recettes.

En recette, les titres sont émis, soit avant encaissement avec l'édition d'un avis de somme à payer, soit après l'encaissement pour régularisation.

A titre dérogatoire, le mandatement peut être effectué après paiement (prélèvements, remboursement de dette, ...) pour certaines dépenses avec l'autorisation du comptable public.

Le paiement de la dépense est effectué par le comptable public rattaché à la Direction générale des finances publiques, lorsque toutes les opérations ont été effectuées par l'ordonnateur de la ville, et après avoir réalisé son contrôle de régularité portant sur la qualité de l'ordonnateur, la disponibilité des crédits, l'imputation, la validité de la créance et le caractère libératoire du règlement.

Article 8 : Le délai global de paiement

Les collectivités locales sont tenues de respecter un délai global de paiement auprès de leurs fournisseurs et prestataires de service. Ce délai global de paiement a été modernisé par le droit de l'Union Européenne, avec notamment la Directive 2011/7 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, qui a été transposée en droit français par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 pour laquelle il existe un décret d'application du 31 mars 2013. Ce délai global de paiement est de 30 jours pour les collectivités locales. Ces 30 jours sont divisés en deux : 20 jours pour l'ordonnateur et 10 jours pour le comptable public.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture, ou dans le cas où la facture est reçue mais les prestations et livraisons non exécutées ou non achevées, à la date de livraison ou de réalisation des prestations. Dans le cas d'un solde de marché, le délai de paiement commence à courir à la date de réception par le maître d'ouvrage du décompte général et définitif signé par l'entreprise titulaire. Ce délai global de paiement peut être suspendu si la demande de paiement adressée à la ville n'est pas conforme aux obligations légales et contractuelles du créancier. Cette suspension démarre à compter de la notification motivée de l'ordonnateur au fournisseur ou prestataire concerné et reprend lorsque la collectivité reçoit la totalité des éléments manquants et irréguliers.

Article 9 : Les dépenses obligatoires et imprévues

Au sein de la commune, certaines dépenses sont rendues obligatoires par la loi selon l'article L.2321-1 du CGCT. Il s'agit, par exemple, de la rémunération des agents communaux, des contributions et cotisations sociales y afférentes.

L'article L 2322-1 du CGCT prévoit que le Conseil Municipal peut porter au budget un crédit pour dépenses imprévues, tant en section d'investissement qu'en section de fonctionnement. Ces crédits sont destinés à permettre à l'exécutif de faire face à une urgence pour engager, mandater et liquider une dépense non inscrite initialement au budget primitif (exemple : en cas d'incendie, tempête...).

Il n'est pas nécessaire d'attendre ou de provoquer une réunion du Conseil Municipal pour procéder à un virement de crédits provenant des dépenses imprévues. En revanche, il doit rendre compte à l'assemblée délibérante de l'ordonnancement de la dépense dès la première session qui suit sa décision, pièces justificatives à l'appui.

L'inscription de ces crédits doit répondre aux règles suivantes :

- La nomenclature comptable M57 prévoit que les dépenses imprévues sont limitées à 2% des dépenses réelles de chaque section étant compris dans le seuil de la fongibilité asymétrique ;
- Les dépenses imprévues ne peuvent se présenter que sous la forme d'AP ou d'AE.
- Les dépenses imprévues de la section d'investissement ne peuvent pas être financées par l'emprunt.

Pour rappel, l'article D.5217-23 du CGCT prévoit que ces chapitres de dépenses imprévues ne comportent pas d'article, ni de crédit et qu'ils ne donnent pas lieu à exécution.

Article 10 : Les opérations de fin d'exercice

Les opérations de fin d'exercice permettent de respecter le principe budgétaire d'annualité et le principe d'indépendance des exercices basés sur la notion de droits constatés et notamment sur le rattachement des charges et des produits de l'exercice.

Les rattachements correspondent à des charges ou produits inscrits à l'exercice budgétaire en cours pour leur montant estimé, ayant donné lieu à service fait avant le 31 décembre du même exercice et pour lesquels le mandatement ne sera possible que lors de l'exercice suivant (exemple : facture non parvenue). Ces mandatements peuvent alors être effectués au budget de l'exercice suivant par la ville.

La ville de Beaurains peut limiter ce rattachement à des opérations ayant une incidence significative sur le résultat de l'exercice, laissée à son appréciation, à condition d'appliquer la permanence des méthodes. Les reports de crédits se distinguent des rattachements. En effet, les rattachements ne visent que la seule section de fonctionnement afin de dégager le résultat comptable de l'exercice alors que les reports de crédits sont possibles pour les deux sections du budget. Ils correspondent aux dépenses engagées mais non mandatées lors de l'exercice budgétaire en cours. Ces reports sont alors inscrits au budget de l'exercice suivant par la ville.

Article 11 : La clôture de l'exercice budgétaire

Parmi les documents budgétaires composant le budget, le Compte Administratif et le Compte de Gestion sont des documents qui viennent rendre compte de l'exécution budgétaire d'un exercice.

Le Compte Administratif matérialise la clôture de l'exercice budgétaire qui intervient au 31 décembre de l'année, il reprend les réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente alors les résultats comptables de l'exercice budgétaire et contient le bilan comptable de la collectivité. Ce document est soumis au vote en Conseil Municipal avant le 30 juin n+1. Le Maire ou le Président, peut présenter le Compte Administratif mais ne prend pas part au vote. Le Compte de Gestion est établi par le comptable public avant le 1^{er} juin de l'année suivant l'exercice budgétaire en cours. Il comporte une balance générale de tous les comptes tenus par le comptable public ainsi que le bilan comptable de la collectivité, et a pour objet de retracer les opérations budgétaires qui correspondent à celles présentées dans le compte administratif. En effet, la présentation de ce compte de gestion est analogue à celle du Compte Administratif et les données chiffrées ont l'obligation d'être strictement égales au sein de ces deux comptes, puisque le Conseil Municipal doit en constater la conformité.

Le calendrier de clôture défini avec le Service de Gestion Comptable d'Arras nous permet d'obtenir le Compte de Gestion provisoire, au plus tard, au mois de février N+1.

Le Conseil Municipal entend, débat et arrête le compte de gestion avant le Compte Administratif. Le Compte Financier unique (CFU) a vocation à devenir, à partir de 2024, la nouvelle présentation des comptes locaux pour les élus et les citoyens. Sa mise en place vise plusieurs objectifs :

- Favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière ;
- Améliorer la qualité des comptes ;
- Simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives.

La ville de Beaurains a été retenue pour participer à l'expérimentation au titre de l'exercice 2023.

Les prérequis demandés aux collectivités expérimentatrices sont :

- D'appliquer le référentiel budgétaire et comptable M57 ;
- D'avoir dématérialisé les documents budgétaires, ce qui est le cas.

III- Les régies

Seul le comptable de la Direction générale des finances publiques est habilité à régler les dépenses et recettes de la ville. Ce principe connaît un aménagement avec les régies d'avances et de recettes qui permettent, pour des motifs d'efficacité du service public, à des agents placés sous l'autorité de l'ordonnateur et la responsabilité du comptable public, d'encaisser certaines recettes et de payer certaines dépenses. La création d'une régie est de la compétence du Conseil Municipal mais elle peut être déléguée au maire. Lorsque cette compétence a été déléguée au maire, les régies sont créées par arrêté municipal.

L'avis conforme du comptable public est une formalité substantielle préalable à l'arrêté de création de la régie.

Article 12 : La régie d'avance

La régie d'avance permet au régisseur de payer certaines dépenses, énumérées dans l'acte de création de la régie. Pour cela, il dispose d'avances de fonds versées par le comptable public de la collectivité. Une fois les dépenses payées, l'ordonnateur établit un mandat au nom du régisseur et le comptable viendra ensuite s'assurer de la régularité de la dépense présentée au regard des pièces justificatives fournies par le régisseur et reconstituera l'avance, voir sur le compte DFT, qui a été faite au régisseur à hauteur des dépenses validées.

Article 13 : La régie de recettes

La régie de recettes permet au régisseur d'encaisser les recettes réglées par les usagers des services de la collectivité et énumérées dans l'acte de création de la régie. Le régisseur dispose pour se faire d'un fond de caisse permanent dont le montant est mentionné dans l'acte de régie. Le régisseur verse et justifie les sommes encaissées au comptable public au minimum une fois par mois et dans les conditions fixées par l'acte de régie.

Article 14 : Le suivi et le contrôle des régies

L'ordonnateur, au même titre que le comptable public, est chargé de contrôler le fonctionnement des régies et l'activité des régisseurs. Il peut s'agir d'un contrôle, sur pièces, sur place.

Afin d'assurer leur fonctionnement correct et régulier, un référent « régies » qui est généralement le Directeur Général des Services ou le responsable du service finances est placé pour coordonner le suivi et l'assistance des régies, ainsi que l'organisation des contrôles conjoints avec le comptable public.

Les régisseurs sont tenus de signaler sans délai au référent « régies » des difficultés de tout ordre qu'ils pourraient rencontrer dans l'exercice de leur mission.

En sus des contrôles sur pièces qu'il exerce lors de la régularisation des écritures, le comptable public exerce ses vérifications sur place avec ou sans le service des finances. Il est tenu compte, par l'ensemble des intervenants dans les processus, de ses observations contenues dans les rapports de vérification.

IV – La gestion pluriannuelle

Article 15 : La définition des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement

La nomenclature budgétaire et comptable M57 prévoit aussi la possibilité de recourir à la procédure de gestion par autorisation de programme pour les dépenses d'investissement. Cette modalité de gestion permet à la commune de ne pas faire supporter à son budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais les seules dépenses à régler au cours de l'exercice.

Les Autorisations de Programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des investissements. Elles demeurent valables, sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées. Ces autorisations de programme portent sur les grandes priorités municipales.

Les Crédits de Paiement (CP) correspondent à la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des

autorisations de programme correspondantes. Ils reprennent les engagements délibérés par le Conseil Municipal sur les programmes d'investissement réalisés sur plusieurs années du fait du coût important des opérations mais aussi de la durée des travaux et de leur importance stratégique pour la ville.

Article 16 : Le vote des AP/CP

Le nouveau référentiel budgétaire et comptable M57 impliquera, au 1^{er} janvier 2023, une gestion nouvelle des AP/CP.

En matière de pluri-annualité, le référentiel M57 permet l'affectation des autorisations de programme ou des autorisations d'engagement (AP ou AE) sur plusieurs chapitres.

L'assemblée délibérante est compétente pour voter, réviser ou annuler les AP.

Selon l'article R2311.9 du CGCT, les Autorisations de Programme ou d'Engagement et leurs révisions éventuelles sont présentées par le Maire. Elles sont votées par le conseil municipal, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives. Seul le montant global de l'AP fait l'objet d'un vote. Une annexe budgétaire retrace le suivi pluriannuel de ces autorisations.

Dans tous les cas, une délibération annuelle relative aux AP sera présentée à l'approbation du conseil municipal à l'adoption du budget. Cette délibération présentera d'une part un état des AP en cours et leurs éventuels besoins de révisions et d'autre part la création de nouvelles AP et les opérations y afférentes.

Article 17 : La révision des AP/CP

La révision d'une autorisation de programme consiste soit en une augmentation, soit en une diminution de la limite supérieure des dépenses autorisées par programme. Le montant de l'Autorisation de Programme peut alors être modifié.

La collectivité peut définir des règles de suppression d'autorisations devenues sans objet dans un délai prédéfini, elle peut également modifier les autorisations en fonction du rythme des réalisations des opérations pour éviter une déconnexion entre le montant des autorisations et le montant maximum des crédits de paiement inscrits au budget.

La révision des autorisations de programme ne sera alors autorisée que dans le cas d'une modification du montant d'une même autorisation correspondant à une priorité municipale. En effet, cette gestion en autorisations de programme et crédits de paiement implique un suivi strict et rigoureux des grandes opérations afférentes au plan pluriannuel d'investissement.

Les Autorisations de Programme demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Pour procéder à l'annulation d'une Autorisation de Programme, et conformément au principe de parallélisme des formes, la ville devra délibérer.

Article 18 : Autorisations de Programme votées par opération.

La commune a également la possibilité de voter les AP par opération. La notion d'opération concerne exclusivement les crédits de dépenses réelles. Une opération est constituée par un ensemble d'acquisitions d'immobilisations, de travaux sur immobilisations et des frais d'études y afférents aboutissant à la réalisation d'un ou de plusieurs ouvrages de même nature. Celle-ci peut aussi comprendre des subventions d'équipement.

Pour ce vote par opération : il est affecté un numéro librement défini par l'entité à chacune des opérations.

Dans ce cas, les Crédits de Paiement doivent être votés en même temps qu'une autorisation et ventilés par exercice et au moins par chapitre budgétaire. Leur somme doit être égale au montant de l'autorisation.

V- Les provisions

En application des principes de prudence et de sincérité, toute entité publique locale appliquant l'instruction budgétaire et comptable M57 a l'obligation de constituer une provision dès l'apparition d'un risque avéré et une dépréciation dès la perte de valeur d'un actif.

Article 19 : La constitution des provisions

Les provisions sont des opérations d'ordre semi-budgétaires par principe et budgétaires sur option.

Elles sont obligatoires dans 3 cas :

- A l'apparition d'un contentieux ;
- En cas de procédure collective ;
- En cas de recouvrement compromis malgré les diligences du comptable.

Elles sont facultatives pour tous les autres risques et dépréciations.

Le montant de la provision doit être enregistré dans sa totalité sur l'exercice au cours duquel le risque ou la perte de valeur est constaté.

La collectivité a la possibilité d'étaler la constitution d'une provision en dehors des 3 cas de provisions obligatoires.

Les provisions sont évaluées en fin d'exercice et sont réajustées au fur et à mesure de la variation des risques et éventuellement des charges.

VI- L'actif et le passif

Article 20 : La gestion patrimoniale

Les collectivités disposent d'un patrimoine dévoué à l'exercice de leurs fonctionnement et compétences. Ce patrimoine nécessite une écriture retraçant une image fidèle, complète et sincère. La bonne tenue de cet inventaire participe à la sincérité de l'équilibre budgétaire et au juste calcul des recettes. Le patrimoine correspond à l'ensemble des biens meubles ou immeubles, matériels, immatériels ou financiers, en cours de production ou achevés, propriétés ou quasi-propriété de la collectivité. Chaque élément de patrimoine est référencé sous un numéro d'inventaire unique qui identifie le compte de rattachement et qui est transmis au Comptable public, en charge de la tenue de l'actif de la collectivité. Tout mouvement en investissement doit faire référence à un numéro d'inventaire. Ces numéros sont référencés dans le logiciel comptable de la ville.

Article 21 : La gestion des immobilisations

Un bien est comptabilisé comme une immobilisation, s'il est destiné à rester durablement dans le patrimoine de la collectivité territoriale, à augmenter la valeur et/ou la durée de vie du bien immobilisé, s'il est un élément identifiable, s'il est porteur d'avantages économiques futurs et correspond à un actif non générateur de trésorerie et ayant un potentiel de service et s'il est un élément contrôlé par la collectivité. C'est donc dans ce cas, qu'un numéro d'inventaire devra être attribué au bien.

Certaines immobilisations peuvent parfois être dépréciées, ce qui correspond aux amortissements. L'amortissement est une technique comptable qui permet, chaque année, de constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager des ressources destinées à les renouveler. Ce procédé permet donc de faire apparaître à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge relative à leur remplacement.

Le passage en M57 est sans conséquence sur le périmètre des amortissements, cependant le prorata temporise devra être appliqué s'agissant de leur comptabilisation. Ce principe implique un amortissement immédiat sur les nouvelles acquisitions.

Article 22 : La gestion de la dette

Pour compléter ses ressources, la ville peut recourir à l'emprunt pour des dépenses d'investissement uniquement. Les emprunts des collectivités territoriales auprès des établissements de crédit ou des sociétés de financement sont soumis à certaines conditions définies à l'article L.1611-3-1 du CGCT. Le remboursement du capital emprunté correspond à une dépense d'investissement qui doit être inscrite au budget et couverte par des recettes propres. Il est donc impossible de couvrir la charge d'une dette préexistante par un nouvel emprunt. Ce remboursement doit être mentionné dans le Compte Administratif. Le remboursement des intérêts est comptabilisé en fonctionnement dans le chapitre 66 « charges financières ». Le total de ces deux charges constitue l'annuité du remboursement de la dette. Les engagements hors bilan qui correspondent à des droits et obligations susceptibles de modifier le montant ou la consistance du patrimoine, les engagements ayant des conséquences financières sur les exercices à venir ou encore les engagements subordonnés à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures, ne sont pas retracés dans le bilan, mais font l'objet d'un recensement dans les annexes du budget et du Compte Administratif.

VII – Le contrôle des collectivités territoriales exercé par la Chambre Régionale des Comptes (CRC)

Article 23 : Le contrôle juridictionnel

La CRC contrôle la régularité des opérations faites par le comptable public. C'est le jugement des comptes des comptables publics.

Article 24 : Le contrôle non juridictionnel

La CRC assure un contrôle budgétaire pour garantir le respect des principes budgétaires pesant sur les collectivités (budget primitif adopté trop tardivement, absence d'équilibre réel du budget voté, défaut d'inscription d'une dépense obligatoire au budget, exécution du budget en déficit de 5%). Elle assure également un contrôle de gestion en examinant la régularité et la qualité de gestion des collectivités.

LEXIQUE

Actif : les éléments du patrimoine d'un organisme (emploi) sont retracés à l'actif du bilan, qui se décompose en actif immobilisé (terrains, immeubles, etc...) et en actif circulant (stocks, créances, disponibilités, etc...). L'actif comporte les biens et les créances.

Amortissement : constatation budgétaire et comptable d'un amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif résultant de l'usage, du temps, du changement de technique ou de toute autre cause.

Annuité de la dette : montant des intérêts des emprunts, qui constituent une des charges de la section de fonctionnement, additionné au montant du remboursement du capital qui figure parmi les dépenses indirectes d'investissement.

Autorisation de Programme : montant supérieur des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des investissements pluriannuels prévus par l'assemblée délibérante.

Crédits de Paiement : limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programmes correspondantes. Ils sont seuls pris en compte pour l'appréciation du respect de la règle de l'équilibre.

Décision : la décision est un acte du maire prise en vertu d'une délégation donnée précédemment par l'organe délibérant

Décision Modificative : document budgétaire voté par le conseil municipal retraçant les virements de crédits faisant intervenir deux chapitres budgétaires différents.

Délibération : action de délibérer en vue d'une décision. La délibération est une décision de l'organe délibérant.

Encours de la dette : stock des emprunts contractés par la collectivité à une date donnée.

Immobilisations : éléments corporels, incorporels et financiers qui sont destinés à servir de façon durable à l'activité de l'organisme. Elle ne se consomme pas par le premier usage.

Nomenclature ou plan de compte : cadre comptable unique servant de grille de classement à tous les intervenants (ordonnateurs, comptable, juge des comptes...) et destiné à prévoir, ordonner, constater, contrôler et consulter les opérations financières.

Provision : passif dont le montant ou l'échéance ne sont pas connus de manière précise.

Rattachements : méthode comptable imputant en section de fonctionnement à l'année toutes les charges et produits de celle-ci, si la facture n'est pas parvenue ou le titre émis.

Restes à réaliser : ils correspondent notamment en investissement, aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre de recette au 31 décembre de l'exercice N telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements. Les restes à réaliser sont repris dans le budget primitif de l'exercice N+1, ou dans le budget supplémentaire en même temps que les résultats cumulés de l'année N.

On a des habitudes de travail sur la bibliothèque depuis une dizaine d'années sur la politique de lecture publique, sur les semaines du livre et depuis 2 ans sur l'acquisition des ouvrages donc on vous propose d'autoriser le regroupement des budgets d'acquisition des ouvrages de la médiathèque d'Achicourt et de la bibliothèque de Beaurains pour un montant total de 34 077 € (20 277 € pour Achicourt et 13 800 € pour Beaurains). Le montant de l'aide départementale est de 17 038,50 €. C'est une opération que l'on a déjà montée. La seule façon pour les 2 communes pour avoir les subventions du Conseil Départemental car au niveau du seuil on n'était pas bon. Ce qui nous permet d'augmenter les acquisitions.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°24 ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

25. DECISION MODIFICATIVE N°1 DE L'EXERCICE 2022 – BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

Monsieur DUPOND expose :

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal la Décision Modificative n°1 relative au Budget Primitif de l'exercice 2022.

Il vous est demandé d'approuver la Décision Modificative N°1 telle que présentée en annexe.



REPUBLIQUE FRANCAISE

MAIRIE DE BEAURAINS

Numéro SIRET : 21620099800013

POSTE COMPTABLE : SGC ARRAS - 062004

M14

DECISION MODIFICATIVE
voté par nature

BUDGET DM 1 - MAIRIE DE BEAURAINS

ANNEE 2022

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	23 322,00	23 322,00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R.) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)		
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)		
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	23 322,00	23 322,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	-89 054,00	-89 054,00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R.) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)		
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)		
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	-89 054,00	-89 054,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	-65 732,00	-65 732,00
---------------------	------------	------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificative et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telle qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R.2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R.2311-11 du CGCT).

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice I	Restes à réaliser 2021 II	Propositions nouvelles	VOTE III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	1 373 428,10		12 955,00		1 373 428,10
012	Charges de personnel et frais assimilé	3 996 112,00		52 705,00		3 996 112,00
014	Atténuations de produits	16 000,00				16 000,00
65	Autres charges de gestion courante	405 733,70		-4 120,00		405 733,70
Total des dépenses de gestion courante		5 791 273,80	0,00	61 540,00	0,00	5 791 273,80
66	Charges financières	57 200,00		4 000,00		57 200,00
67	Charges exceptionnelles	3 776,00		1 374,00		3 776,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3 925,00				3 925,00
022	Dépenses imprévues					
Total des dépenses réelles de fonct.		5 856 174,80	0,00	66 914,00	0,00	5 856 174,80
023	Virement à la section d'investissement (142 645,20		-43 592,00		142 645,20
042	Opé. d'ordre transfert entre sections (2)	178 000,00				178 000,00
043	Opé. d'ordre intérieur de la sect. fonct					
Total des dépenses d'ordre de fonct.		320 645,20	0,00	-43 592,00	0,00	320 645,20
TOTAL		6 176 820,00	0,00	23 322,00	0,00	6 176 820,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
-------------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	6 176 820,00
------------------------------------------------------	---------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice I	Restes à réaliser 2021 II	Propositions nouvelles	VOTE III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	42 695,00		10 850,00		42 695,00
70	Produits des services, domaine et vent	301 002,00		5 659,00		301 002,00
73	Impôts et taxes	4 484 087,00		2 158,00		4 484 087,00
74	Dotations, subventions et participations	1 022 303,00		11 655,00		1 022 303,00
75	Autres produits de gestion courante	26 400,10				26 400,10
Total des recettes de gestion courante		5 876 487,10	0,00	30 322,00	0,00	5 876 487,10
76	Produits financiers					
77	Produits exceptionnels	11 000,00		-7 000,00		11 000,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires					
Total des recettes réelles de fonct.		5 887 487,10	0,00	23 322,00	0,00	5 887 487,10
042	Opé. ordre transfert entre sections (2)	109 845,00				109 845,00
043	Opé. ordre intérieur de la sect. fonct. (2)					
Total des recettes d'ordre de fonct.		109 845,00	0,00	0,00	0,00	109 845,00
TOTAL		5 997 332,10	0,00	23 322,00	0,00	5 997 332,10

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	179 487,90
-------------------------------------------	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	6 176 820,00
------------------------------------------------------	---------------------

Pour information :

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL
DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION
D'INVESTISSEMENT (1)**

210 800,20

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Solde de l'opération : DF 023 + DF 042 - RF 042

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice I	Restes à réaliser 2021 II	Propositions nouvelles	VOTE III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks					
20	Immobilisations incorporelles (sf 204)	40 160,00		-9 886,00		40 160,00
204	Subventions d'équipement versées	49 740,00		-2 935,00		49 740,00
21	Immobilisations corporelles	390 355,21		-45 023,00		390 355,21
22	Immobilisations reçues en affectation					
23	Immobilisations en cours	401 196,00		-48 010,00		401 196,00
	Total des opérations d'équipement					
	Total des dépenses d'équipement	881 451,21	0,00	-105 854,00	0,00	881 451,21
10	Dotations, fonds divers et réserves					
13	Subventions d'investissement reçues					
16	Emprunts et dettes assimilés	831 970,00		16 800,00		831 970,00
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)					
26	Participations et créances ratt. à des particip.					
27	Autres immobilisations financières					
020	Dépenses imprévues					
	Total des dépenses financières	831 970,00	0,00	16 800,00	0,00	831 970,00
45...	Total des opé. pour le compte de tiers	150 146,00				150 146,00
	Total des dépenses réelles d'invest.	1 863 567,21	0,00	-89 054,00	0,00	1 863 567,21
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	109 845,00				109 845,00
041	Opérations patrimoniales					
	Total des dépenses d'ordre d'invest.	109 845,00	0,00	0,00	0,00	109 845,00
	TOTAL	1 973 412,21	0,00	-89 054,00	0,00	1 973 412,21

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	+	40 592,79
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	=	2 014 005,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice I	Restes à réaliser 2021 II	Propositions nouvelles	VOTE III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks					
13	Subventions d'investissement reçues (sf 138)	616 018,00		-45 462,00		616 018,00
16	Emprunts et dettes assimilés (sf 165)	500 000,00				500 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sf 204)					
204	Subventions d'équipement versées					
21	Immobilisations corporelles					
22	Immobilisations reçues en affectation					
23	Immobilisations en cours					
	Total des recettes d'équipement	1 116 018,00	0,00	-45 462,00	0,00	1 116 018,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sf 1068)	123 400,00				123 400,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	215 130,79				215 130,79
138	Autres subv. d'investissement non transférables					
165	Dépôts et cautionnements reçus					
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)					
26	Participations et créances ratt. à des particip.					
27	Autres immobilisations financières					
024	Produits des cessions d'immobilisations	88 665,01				88 665,01
	Total des recettes financières	427 195,80	0,00	0,00	0,00	427 195,80
45...	Total des opé. pour le compte de tiers	150 146,00				150 146,00
	Total des recettes réelles d'invest.	1 693 359,80	0,00	-45 462,00	0,00	1 693 359,80
021	Virement de la section de fonctionnement	142 645,20		-43 592,00		142 645,20
040	Opé. d'ordre de transferts entre sections	178 000,00				178 000,00
041	Opérations patrimoniales					
	Total des recettes d'ordre d'invest.	320 645,20	0,00	-43 592,00	0,00	320 645,20
	TOTAL	2 014 005,00	0,00	-89 054,00	0,00	2 014 005,00

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	+	0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	=	2 014 005,00

Pour information :

Il s'agit pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles d fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et le nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE PAR
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (1)**

-43 592,00

(1) Solde de l'opération : RI 021 + RI 040 - DI 040

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1

- DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
011	Charges à caractère général	12 955,00		12 955,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	52 705,00		52 705,00
014	Atténuations de produits			
60	<i>Achats et variations de stocks</i>			
65	Autres charges de gestion courante	-4 120,00		-4 120,00
656	Frais de fonctionnement des groupes d'élus			
66	Charges financières	4 000,00		4 000,00
67	Charges exceptionnelles	1 374,00		1 374,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires			
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>			
022	Dépenses imprévues			
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>		-43 592,00	-43 592,00
Dépenses de fonctionnement - Total		66 914,00	-43 592,00	23 322,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
-------------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	23 322,00
------------------------------------------------------	------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves			
13	Subventions d'investissement reçues			
15	<i>Provisions pour risques et charges</i>			
16	Emprunts et dettes assimilés (sf 1688 non budgétaire)	16 800,00		16 800,00
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)			
	Total des opérations d'équipement			
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	-9 886,00		-9 886,00
204	Subventions d'équipement versées	-2 935,00		-2 935,00
21	Immobilisations corporelles	-45 023,00		-45 023,00
22	Immobilisations reçues en affectation			
23	Immobilisations en cours	-48 010,00		-48 010,00
26	Participations et créances ratt. à des particip.			
27	Autres immobilisations financières			
28	<i>Amortissements des immobilisations</i>			
29	<i>Provisions pour dépréciation des immobilisations</i>			
39	<i>Provisions pour dépréciation</i>			
45...	Opérations pour compte de tiers			
481	<i>Charges à répartir sur plusieurs exercices</i>			
49	<i>Provisions pour dépréciation comptes de tiers</i>			
59	<i>Provisions pour dépréciation comptes financiers</i>			
3...	Stocks			
020	Dépenses imprévues			
Dépenses d'investissement - Total		-89 054,00		-89 054,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	-89 054,00
-----------------------------------------------------	-------------------

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2

- RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
013	Atténuations de charges	10 850,00		10 850,00
60	<i>Achats et variations des stocks</i>			
70	Produits des services, domaine et ventes diverses	5 659,00		5 659,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>			
72	<i>Travaux en régie</i>			
73	Impôts et taxes	2 158,00		2 158,00
74	Dotations, subventions et participations	11 655,00		11 655,00
75	Autres produits de gestion courante			
76	Produits financiers			
77	Produits exceptionnels	-7 000,00		-7 000,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires			
79	<i>Transferts de charges</i>			
Recettes de fonctionnement - Total		23 322,00		23 322,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
-------------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	23 322,00
------------------------------------------------------	------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)			
13	Subventions d'investissement reçues	-45 462,00		-45 462,00
15	<i>Provisions pour risques et charges</i>			
16	Emprunts et dettes assimilés (sf 1688 non budgétaire)			
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)			
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)			
204	Subventions d'équipement versées			
21	Immobilisations corporelles			
22	Immobilisations reçues en affectation			
23	Immobilisations en cours			
26	Participations et créances ratt. à des particip.			
27	Autres immobilisations financières			
28	<i>Amortissements des immobilisations</i>			
29	<i>Provisions pour dépréciation des immobilisations</i>			
39	<i>Provisions pour dépréciation</i>			
45...	Opérations pour compte de tiers			
481	<i>Charges à répartir sur plusieurs exercices</i>			
49	<i>Provisions pour dépréciation comptes de tiers</i>			
59	<i>Provisions pour dépréciation comptes financiers</i>			
3...	Stocks			
021	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>		-43 592,00	-43 592,00
024	Produits des cessions d'immobilisations			
Recettes d'investissement - Total		-45 462,00	-43 592,00	-89 054,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------------------------------	-------------

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	0,00
-----------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	-89 054,00
-----------------------------------------------------	-------------------

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap. / Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	Vote
011	Charges à caractère général	1 373 428,10	12 955,00	
6042	Achats prest.de serv.(autres que terrains à a	146 665,00	239,00	
60611	Eau et assainissement	20 320,00		
60612	Energie - Electricité	165 600,00		
60613	Chauffage urbain	99 472,00		
60621	Combustibles	450,00		
60622	Carburants	27 550,00		
60623	Alimentations	29 645,00	-2 260,00	
60624	Produits de traitement	4 400,00		
60628	Autres fournitures non stockées	450,00	-150,00	
60631	Fournitures d'entretien	26 000,00		
60632	Fournitures de petit équipement	152 697,00	-233,00	
60636	Vêtements de travail	12 000,00		
6064	Fournitures administratives	15 190,00		
6065	Livres,disques,cassettes(bibliothèque,médi	17 400,00		
6067	Fournitures scolaires	20 164,00		
6068	Autres matières et fournitures	31 447,00	-1 600,00	
611	Contrats de prestations de services	46 015,00	-320,00	
6135	Locations mobilières	59 640,00	-3 811,00	
61521	Terrains	63 620,00		
615231	Voiries	4 500,00		
615232	Réseaux	8 000,00	4 176,00	
61551	Matériel roulant	20 875,00		
61558	Autres biens mobiliers	9 020,00	7 346,00	
6156	Maintenance	28 746,00	-3 659,00	
6161	Multirisques	22 066,00		
6182	Documentation générale et technique	3 470,00		
6184	Versements à des organismes de formation	14 425,00	-800,00	
6188	Autres frais divers	35 298,00		
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	120,00		
6228	Divers	16 900,00	-104,00	
6231	Annonces et insertions	2 000,00		
6232	Fêtes et cérémonies	40 010,00	1 400,00	
6237	Publications	17 837,00	4 470,00	
6238	Divers	1 500,00		
6241	Transports de biens	500,00		
6247	Transports collectifs	74 885,00	-6 629,00	
6251	Voyages et déplacements	1 150,00	-550,00	
6256	Missions	500,00		
6257	Réceptions	4 860,00	-1 425,00	
6261	Frais d'affranchissement	9 010,00	-100,00	
6262	Frais de télécommunications	34 650,00		
627	Services bancaires et assimilés	700,00		
6281	Concours divers (cotisations...)	5 380,00	-2 200,00	
6283	Frais de nettoyage des locaux	30 688,00		
6284	Redevances pour services rendus		1 663,00	
6288	Autres services extérieurs	35 113,00	-2 450,00	
63512	Taxes foncières	8 500,10		
6353	Impôts indirects	400,00	19 952,00	
6358	Autres droits	3 250,00		
637	Autres impôts,taxes&vers.assimilés (autres o	350,00		
012	Charges de personnel et frais assimilés	3 996 112,00	52 705,00	
6218	Autres personnel extérieur	400,00		
6331	Versement mobilité	23 082,00	317,63	

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap. / Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	Vote
6332	Cotisations versées au FNAL	11 575,00	159,28	
6336	Cotisations au centre national et CNFPT	50 996,00	701,75	
6338	Autres impôts,taxes&vers.assimilés sur rém	6 945,00	95,57	
64111	Rémunération principale	1 714 539,00	23 593,56	
64112	NBI,supp. fam. de traite. & indemnité de ré	42 281,00	581,82	
64114	Indemnité inflation	6 300,00	200,00	
64118	Autres indemnités	409 208,00	5 631,06	
64131	Rémunération	509 223,00	907,35	
64134	Indemnité inflation	4 000,00	-600,00	
64138	Autres indemnités	85 141,00	1 171,61	
64164	Indemnité inflation	300,00		
64168	Autres emplois d'insertion	30 694,00	422,38	
6451	Cotisations à l'URSSAF	444 981,00	6 948,20	
6453	Cotisations aux caisses de retraite	563 185,00	7 749,92	
6454	Cotisations aux ASSEDIC	25 207,00	346,87	
6455	Cotisations pour assurance du personnel	46 500,00	639,88	
6456	Versement au FNC du supplément familial	3 825,00	3 815,00	
6475	Médecine du travail, pharmacie	16 050,00		
64831	Indemnités aux agents	1 680,00	23,12	
014	Atténuations de produits	16 000,00		
7391172	Dégrèvement de taxe hab. sur les logemen	1 000,00		
739223	Fonds de péréquation des ress comm et in	15 000,00		
65	Autres charges de gestion courante	405 733,70	-4 120,00	
6518	Autres	4 740,00	6 500,00	
6531	Indemnités	83 005,00	1 547,79	
6533	Cotisations de retraite	3 526,00	152,21	
65372	Cotis. au fond de financ. de l'alloc. fin manda	55,00		
6541	Créances admises en non-valeur	23 000,00		
6542	Créances éteintes	500,00		
657351	GFP de rattachement	20 000,00		
657362	CCAS	95 604,00		
657363	A caractère administratif	22 883,70		
65738	Autres organismes	37 420,00	-12 320,00	
6574	Subv.fonct.aux asso.&autres pers. de droits	115 000,00		
656	Frais de fonctionnement des groupes d'			
TOTAL GESTION DES SERVICES (a) = 011 + 012 + 014 + 65		5 791 273,80	61 540,00	0,00
66	Charges financières (b)	57 200,00	4 000,00	
66111	Intérêts réglés à l'échéance	54 000,00	4 000,00	
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE			
	ICNE de l'exercice N	1 000,00		
	ICNE de l'exercice N-1			
6615	Intérêts des comptes courants&de dépôts c	1 000,00		
6688	Autres	1 200,00		
67	Charges exceptionnelles (c)	3 776,00	1 374,00	
6711	Intérêts moratoires et pénalités sur marché	1 000,00	-500,00	
6714	Bourses et prix	2 176,00		
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	600,00	1 874,00	
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3 925,00		
6817	Dot.aux prov. pour dépré. des actifs circul	3 925,00		
022	Dépenses imprévues (e)			

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap. / Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	Vote
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		5 856 174,80	66 914,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	142 645,20	-43 592,00	
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	178 000,00		
6811	Dot. aux amort. des immo. incorporelles & co	178 000,00		
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		320 645,20	-43 592,00	0,00
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la sec			
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		320 645,20	-43 592,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT = DEPENSES REELLES + D'ORDRE		6 176 820,00	23 322,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1	0,00
-----------------------	------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	23 322,00
------------------------------------------------------	------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 66112

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES	A2

Chap. / Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	Vote
013	Atténuations de charges	42 695,00	10 850,00	
6419	Remboursements sur rémunérations du pe	20 745,00	22 500,00	
6459	Remb. sur charges Sécurité Sociale et Pr	21 950,00	-11 650,00	
70	Produits des services, domaine et vente	301 002,00	5 659,00	
70311	Concession dans les cimetières (produit ne	8 000,00		
70323	Redevance d'occupation du dom.public co	1 000,00		
7062	Redevances & droits des serv. à caractère c	44 522,00	-1 246,00	
70631	A caractère sportif	2 000,00		
70632	A caractère de loisirs	111 644,00	6 400,00	
7066	Redevances&droits des services à caract	2 100,00		
7067	Redev.&droits des serv.péri-scolaire&ense	125 000,00	505,00	
70845	aux communes membres du GFP	3 205,00		
70878	par d'autres redevables	3 531,00		
73	Impôts et taxes	4 484 087,00	2 158,00	
73111	Impôts directs locaux	2 841 099,00		
7318	Autres impôts locaux ou assimilés		2 158,00	
73211	Attribution de compensation	970 517,00		
73212	Dotation de solidarité communautaire	299 921,00		
73221	FNGIR	2 550,00		
73223	Fds de péréquation des ress com et interco	85 000,00		
7368	Taxe locale sur la publicité extérieure	85 000,00		
7381	Taxe addit.aux droits de mut.ou taxe pub.fo	200 000,00		
74	Dotations, subventions et participations	1 022 303,00	11 655,00	
7411	Dotation forfaitaire	355 891,00		
74121	Dotation de solidarité rurale	77 896,00		
74127	Dotation nationale de péréquation	51 776,00		
74718	Autres	52 800,00	17 165,00	
7472	Régions	74 568,00		
7473	Départements	1 500,00		
74741	Communes membres du GFP	5 000,00		
74751	GFP de rattachement	10 000,00	7 000,00	
7478	Autres organismes	355 150,00	-16 670,00	
74834	Etat-Compens.au titre exonérations taxes f	37 722,00		
7488	Autres attributions et participations		4 160,00	
75	Autres produits de gestion courante	26 400,10		
752	Revenus des immeubles	26 400,10		
TOTAL GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75		5 876 487,10	30 322,00	0,00
76	Produits financiers (b)			
77	Produits exceptionnels (c)	11 000,00	-7 000,00	
773	Mandats annulés ou atteints déchéance qu	4 000,00		
7788	Produits exceptionnels divers	7 000,00	-7 000,00	
78	Reprises provisions semi-budgétaires (
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		5 887 487,10	23 322,00	0,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	109 845,00		
722	Immobilisations corporelles	109 845,00		
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la sec			
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		109 845,00	0,00	0,00

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES	A2

Chap. / Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	Vote
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT = RECETTES REELLES + D'ORDRE		5 997 332,10	23 322,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1	0,00
------------------------------	-------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
-------------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	23 322,00
------------------------------------------------------	------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap. / Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	Vote
010	Stocks			
20	Immobilisations incorporelles (hors op	40 160,00	-9 886,00	
2031	Frais d'études	21 451,00	-12 821,00	
2051	Concessions et droits similaires	18 709,00	2 935,00	
204	Subventions d'équipement versées (ho	49 740,00	-2 935,00	
2041582	Bâtiments et installations	49 740,00	-2 935,00	
21	Immobilisations corporelles (hors opér	390 355,21	-45 023,00	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	57 336,00		
2128	Autres agencements et aménagements de t	15 185,00	-13 841,00	
21312	Bâtiments scolaires		7 301,00	
2135	Instal.géné.,agencements,aménagements d		13 645,00	
21538	Autres réseaux		15 521,00	
21578	Autre matériel et outillage de voirie	9 000,01	-9 000,00	
2158	Autres install., matériel et outillage techniqu	12 360,00		
21758	Autres install., matériel et outillage techniqu	1 800,00		
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	100 873,00	22 541,00	
2184	Mobilier	13 945,00	3 914,00	
2188	Autres immobilisations corporelles	179 856,20	-85 104,00	
22	Immobilisations reçues en affectation (
23	Immobilisations en cours (hors opératio	401 196,00	-48 010,00	
2313	Constructions	101 184,00	5 691,00	
2315	Installation, matériel et outillage techniques	300 012,00	-53 701,00	
Total des dépenses d'équipement		881 451,21	-105 854,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et reserves			
13	Subventions d'investissement reçues			
16	Emprunts et dettes assimilés	831 970,00	16 800,00	
1641	Emprunts en euros	831 970,00	16 800,00	
18	Compte de liaison : affectation (BA, ré			
26	Participations et créances ratt. à des pa			
27	Autres immobilisations financières			
020	Dépenses imprévues			
Total des dépenses financières		831 970,00	16 800,00	0,00
45...	Op. Cpt. Tiers n°20 ENFOUISSEMENT R	150 146,00		
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		150 146,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES		1 863 567,21	-89 054,00	0,00
040	Opération d'ordre transfert entre section	109 845,00		
	Charges transférées	109 845,00		
21312	Bâtiments scolaires	104 020,00		
21318	Autres bâtiments publics	5 825,00		
041	Opérations patrimoniales			
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		109 845,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT = DEPENSES REELLES + D'ORDRE		1 973 412,21	-89 054,00	0,00

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap. / Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	Vote
-----------------------------	----------------	---------------------------------	-----------------------------------	-------------

+

RESTES A REALISER N-1	0,00
------------------------------	-------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	-89 054,00
-----------------------------------------------------	-------------------

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Chap. / Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	Vote
010	Stocks			
13	Subventions d'investissement reçues	616 018,00	-45 462,00	
1321	Etats et établissements nationaux	197 264,00	-45 462,00	
1322	Régions	123 692,00		
1323	Départements	154 023,00		
13251	GFP de rattachement	141 039,00		
16	Emprunts et dettes assimilés (sf 165)	500 000,00		
1641	Emprunts en euros	500 000,00		
20	Immobilisations incorporelles (sf 204)			
204	Subventions d'équipement versées			
21	Immobilisations corporelles			
22	Immobilisations reçues en affectation			
23	Immobilisations en cours			
Total des recettes d'équipement (sauf 138)		1 116 018,00	-45 462,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	338 530,79		
10222	FCTVA	123 400,00		
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	215 130,79		
138	Autres subv. d'inv. non transférables			
165	Dépôts et cautionnements reçus			
18	Compte de liaison : affectation (BA, ré			
26	Participations et créances ratt. à des pa			
27	Autres immobilisations financières			
024	Produits des cessions d'immobilisation	88 665,01		
Total des recettes financières		427 195,80	0,00	0,00
45...	Op. Cpt. Tiers n°20 ENFOUISSEMENT R	150 146,00		
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		150 146,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		1 693 359,80	-45 462,00	0,00

021	Virement de la section de fonctionnemen	142 645,20	-43 592,00	
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	178 000,00		
28041412	Bâtiments et installations	100,00		
28041512	Bâtiments et installations	1 005,00		
28051	Concessions et droits similaires	18 000,00		
28121	Plantations d'arbres et arbustes	810,00		
28152	Installations de voirie	3 290,00		
281568	Autre mat et outil d'incendie et de défense c	80,00		
281571	Matériel roulant	1 100,00		
281578	Autre matériel et outillage de voirie	130,00		
28158	Autres install., matériel et outillage techniqu	5 400,00		
281721	Plantations d'arbres et arbustes	100,00		
28182	Matériel de transport	31 085,00		
28183	Matériel de bureau et informatique	46 800,00		
28184	Mobilier	9 500,00		
28188	Autres immobilisations corporelles	60 600,00		
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		320 645,20	-43 592,00	0,00

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Chap. / Art.	Libellé	Budget de l'exercice	Propositions nouvelles	Vote
041	Opérations patrimoniales			
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		320 645,20	-43 592,00	0,00

TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT = RECETTES REELLES + D'ORDRE	2 014 005,00	-89 054,00	0,00
-------------------------------------------------------------------------	--------------	------------	------

+

RESTES A REALISER N-1	0,00
------------------------------	------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------------------------------	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	-89 054,00
-----------------------------------------------------	------------

	Nombre de membres en exercice :
	Nombre de membres présents :
	Nombre de suffrages exprimés :
VOTES -	Pour :
	Contre :
	Abstentions :
Date de convocation : ____ / ____ / ____	
 Présenté par le Maire , A, le ____ / ____ / ____ le Maire , Délibéré par l'Assemblée délibérante en session A, le ____ / ____ / ____	
Les membres du Conseil Municipal,	
Certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de la transmission en préfecture, le ____ / ____ / _____, et de la publication le ____ / ____ / _____ <div style="text-align: center;">A, le ____ / ____ / _____</div>	

IV - ANNEXES	IV
ARRÊTÉ ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice :29.....
 Nombre de membres présents :21.....
 Nombre de suffrages exprimés :28.....
 VOTES - Pour :24.....
 Contre :
 Abstentions :4.....

Date de convocation : 29/09/2022

Présenté par le Maire ,

A Beaurains....., le 5/10/2022

le Maire ,

Délibéré par l'Assemblée délibérante en session Ordinaire.....

A Beaurains....., le 5/10/2022

Les membres du Conseil Municipal,

Pierre ANSART

Sylvie LETUPPE

Maryline BENOIT

Patrice MOUTON

Bruno BERGOGNON

Jean-Louis PETIT

Christina BETREMIEUX

Véronique SEGUELA/VICARI

Caroline DERAEEVE

Jean-Jacques SCOAZEC

Cédric DUPOND

Reynald SIMON

Micheline DUTERIEZ

Gwenola TENAGLIA

Christelle FRUCHART

Myriam TOURNEMAINE

Jérémy GACI

Eric VENEL

Sabine GALLET

Vincent VEZILIER

Jean-Thierry HARMEGNIES

Anne WALLET

Hervé HURET

Carine CAPET

Kemal IBISEVIC

Michel EVRARD

Christine LE GARDIEN

Emilie LANCE

Sébastien RENARD

Certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de la transmission en préfecture, le 10/10/2022, et de la publication le 10/10/2022

A Beaurains....., le 10/10/2022

Pierre ANSART :

Vous avez eu une note synthétique concernant cette délibération.

Cédric DUPOND :

Vous aviez dans vos dossiers une délibération et la maquette budgétaire que nous avaient demandées des membres de la commission finances précédemment. Avant on mettait une délibération qui valait une note de synthèse qui n'était pas toujours très précise. On a fait le choix de mettre la maquette complète et ce que vous avez eu c'est ce qu'on voulait projeter pendant la séance du conseil municipal. Vous avez eu le power point. Cela va me permettre de le résumer encore plus. L'objet de cette délibération dans un contexte particulier et on le verra au moment du compte administratif et au moment du budget 2023, l'augmentation des coûts de l'énergie est extraordinaire. Pour autant dans cette décision modificative et vous le verrez que les prévisions qu'on avait fait sur les augmentations des prix de l'énergie en ce qui concerne les carburants ne sont pas trop mauvaises puisque on n'a pas été obligé de rajouter grand-chose sur ces crédits. La plus grosse modification qui a été faite c'est celle qui impacte le plus cette décision modificative c'est celle liée à l'augmentation du point d'indice de la fonction publique. Au moment du budget, on n'avait aucun élément si ce n'est la phrase du président ou du candidat qu'on allait augmenter les fonctionnaires après les élections mais on ne savait pas de combien. + 3,5 % sur la masse que représente notre budget en matière de RH car il n'y a pas que les salaires, il y a les cotisations qui augmentent. On a du rajouter sur cette décision modificative 52 705 €. Quand vous voyez le montant global ce n'est pas excessif. On a inscrit les annuités d'emprunt 2022 qu'on n'avait pas inscrites au BP. On avait inscrit l'emprunt mais difficile au mois de février-mars compte tenu de la situation de l'époque de connaître les frais de dossier et les taux d'intérêt qui n'ont pas arrêté d'augmenter et on a deux emprunts avec des taux complètement différents avec deux banques. Ce n'était pas facile. Vous avez les dotations qui globalement ont baissé dont on a dû tenir compte. Après ceux sont des mouvements budgétaires et comptables dont la plupart sont neutres financièrement c'est-à-dire des ajustements de compte parfois des changements d'imputation. Sur les dépenses réelles de fonctionnement, vous avez un montant global de 66 914 €. On vous a donné le détail : 12 955 € pour les charges à caractère général ; 52 705 € pour l'augmentation du point d'indice et des ajustements liés aux mouvements de personnel. Les autres charges de gestion courante liées au décalage d'un projet ERASMUS 12 320 € en mois sur ce chapitre. On a aussi les cotisations car l'augmentation du point d'indice impacte sur les cotisations avec – 4120 €. Les charges financières des nouveaux emprunts, un emprunt avec 2 800 € pour les charges financières et les frais de dossier et l'autre 1 200 € ce qui fait un total de 4 000 €. Les charges exceptionnelles dues à des annulations de titres suite à des codes service erronés qu'on retrouvera dans le chapitre 70. Pour les recettes, les produits des services qui sont plus élevés que prévus 5 659 €, les rôles supplémentaires + 2 158 €, les dotations, subventions et participations 4 000 € pour la mise en place du dispositif de recueil, 7000 € pour le contrat de ville et 4 160 € de remboursement de mise à disposition de personnel dans le cadre de la politique jeunesse avec la mise à disposition d'agents qui s'occupent des centres de loisirs pour des communes comme on l'a voté il y a quelques temps avec 11 655 € de dotation subventions et participations supplémentaires, des produits exceptionnels en diminution – 7 000 €, des subventions qui ont été imputées sur des mauvais chapitres. Il y a des ajustements liés au centre social, des ajustements de compte soit on augmente le budget car on ne pourra pas aller jusqu'à la fin de l'année ou qui n'ont pas été consommés au 30 septembre car on considère qu'une collectivité doit avoir consommé 75 % de son budget au 30 septembre. Pour le global de ce fonctionnement, il y a 23 322 € de recettes supplémentaires et 66 914 € de dépenses supplémentaires ce qui fait qu'on est obligé de réduire l'autofinancement. Sur les dépenses d'investissement, il y a des choses qui ont été revues notamment immobilisation corporelle médiation numérique – 45 023 € en report car la subvention React u qu'on attendait sur la médiation numérique dans le cadre d'un dossier global fait par la CUA, on ne l'a pas eu. Il y a des ajustements de ces dépenses à la fois en dépense et en recette que vous retrouvez sur cette décision modificative. On a aussi des crédits sur les travaux de la rue Pierre Curie et on avait prévu plus de dépense et on a été économe sur ces travaux. On a 16 800 € supplémentaires sur les échéances des nouveaux emprunts car on les a contractés en juin pour éviter d'être rattrapé par les augmentations de taux et de frais de dossier. Le taux d'usure car entre les assurances d'emprunt même les collectivités arrivaient à dépasser les taux d'usure légaux ce qui fait qu'on vous refuse les financements. Sur les recettes réelles d'investissement c'est la diminution des différentes subventions pour la ville connectée, pour le matériel pour le télétravail, pour les chaises et les tables. 66 914 € de dépenses réelles de fonctionnement, 23 322 € de recettes en plus donc l'auto financement de 43 592 €. De l'autre côté, des dépenses d'investissement en diminution de 89 054 € qui correspondent à 45 462 € de diminution de recettes essentiellement des subventions. 43 592 € de diminution de l'auto financement. Petite décision modificative car on n'est pas sur des gros montants. Le travail qui avait été fait au budget fait qu'on arrive à cette situation là. Il y a des décisions modificatives dans d'autres communes qui sont très élevées compte tenu de l'actualité. Il y a des ajustements à faire pour finir l'année, le plus gros sur les crédits pour payer les salaires. Il faut que les chapitres soient pourvus pour payer les salaires 52 705 € pour finir l'année. Cela ne représente pas grand-chose par rapport aux 3,5 % de point d'indice et l'impact que cela pouvait avoir.

Pierre ANSART :

Y a-t-il des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Abstention ?

RAPPORT N°25 ADOPTÉ AVEC 4 ABSTENTIONS

Cédric DUPOND :

J'en profite pour vous dire le bulletin municipal devait être distribué en fin de semaine mais compte tenu d'aléa il y a un peu de retard. Les imprimeurs avec l'augmentation de 30 % du papier sont réticents à répondre au prix indiqué dans les marchés ; c'est eux qui payent. On aura une semaine de retard. Cela devrait bon pour mercredi ou jeudi prochain.